

Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2007-2008

Partie I Cahier explicatif des crédits

Partie II Demandes de renseignements de l'Opposition officielle

Québec 

Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2007-2008

Cahier explicatif des crédits

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PARTIE I – CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

1. Mission	1
2. Activités principales	1
3. Enjeux	1
4. Orientations 2007-2008	2
5. Orientation administrative	3
6. Ressources humaines et financières	5
7. Composition du Conseil du trésor	8

TABLEAUX

Tableau I	Ventilation des ressources
Tableau II	Ventilation des ressources et comparatifs
Tableaux III	Prévisions financières du Fonds des technologies de l'information
Tableaux IV	Prévisions financières du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Tableaux V	Prévisions financières du Fonds relatif à la tempête de verglas

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR PARTIE I – CAHIER EXPLICATIF

1. MISSION

Le Secrétariat du Conseil du trésor assiste le Conseil du trésor et sa présidente dans leurs fonctions de gouverne. Il les conseille en matière de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.

2. ACTIVITÉS PRINCIPALES

Le Secrétariat du Conseil du trésor offre au Conseil du trésor le soutien requis en vue :

- De préparer annuellement un projet de prévision de dépenses des ministères et des organismes avant le début de chaque exercice financier;
- De prendre des décisions appropriées sur la gestion des ressources et l'organisation administrative de l'État;
- D'assister le gouvernement dans son rôle d'employeur du personnel de la fonction publique, de régulateur et de coordonnateur de négociations dans les secteurs public et parapublic;
- De faire des recommandations au gouvernement sur les demandes et les projets présentés par les ministères et les organismes.

Le Secrétariat du Conseil du trésor offre également certains services aux citoyens et aux entreprises. À cet effet, il fournit de l'information sur les politiques gouvernementales de gestion ainsi que sur les façons de faire affaire avec le gouvernement.

3. ENJEUX

Au cours des prochaines années, les principaux enjeux auxquels devra faire face le Secrétariat du Conseil du trésor sont :

- Le respect de la politique budgétaire;
- L'actualisation de la gestion des ressources humaines;
- L'optimisation des relations avec le secteur privé;
- L'amélioration de la performance et de la capacité d'innover de l'État;
- La modernisation au Secrétariat du Conseil du trésor.

Le respect de la politique budgétaire

Les besoins croissants de la population en matière de santé, d'éducation et de soutien à la famille se traduisent par des demandes budgétaires accrues de la part des ministères et des organismes. Ainsi, la dynamique de croissance des programmes en place jumelée aux marges de manœuvre budgétaires limitées diminuent l'éventail des choix. Le gouvernement doit également composer avec les fluctuations de la conjoncture économique qui ont aussi une incidence importante sur l'équilibre budgétaire.

Par son rôle de gardien des dépenses publiques, le Secrétariat du Conseil du trésor doit constamment être à l'affût des facteurs économiques et sociaux qui pourraient affecter l'équilibre budgétaire.

L'actualisation de la gestion des ressources humaines

Le vieillissement de la population observé depuis plusieurs années touche aussi l'effectif de la fonction publique. Ainsi, au cours des dix prochaines années, 40 % du personnel et 60 % des cadres pourraient quitter leur emploi. Par ailleurs, le gouvernement mise sur

l'attrition (principalement les départs à la retraite) pour réduire la taille de l'État. L'objectif fixé en 2004 est de réduire sur 10 ans de 20 % le personnel de la fonction publique par le remplacement d'un départ sur deux à la retraite.

Les objectifs gouvernementaux de réduction de l'effectif combinés aux nouvelles orientations en matière de modernisation de l'État exigent donc d'actualiser la gestion des ressources humaines.

L'optimisation des relations avec le secteur privé

Actuellement, les règles d'octroi de contrats sont différentes entre les secteurs public et parapublic. Cette absence d'harmonisation a un coût. Les entreprises doivent composer avec un grand nombre de normes variant d'un contrat à l'autre selon l'interlocuteur. De plus, l'État ne bénéficie pas de la mise en commun des regroupements d'achats en place dans le secteur public et dans le secteur parapublic.

Des efforts doivent être consentis afin d'uniformiser les règles d'octroi de contrats qui sont différentes dans le secteur public (ministères et organismes) et dans le secteur parapublic (santé, éducation et municipalités). Déjà, en juin 2006, un projet de loi venant harmoniser les règles d'adjudication des contrats pour les organismes publics et simplifier le cadre des relations d'affaires entre l'État et le secteur privé a été sanctionné. L'adoption de trois nouveaux règlements (approvisionnement, construction et services) est toutefois un préalable à l'entrée en vigueur de cette loi.

L'amélioration de la performance et de la capacité d'innover de l'État

L'État doit faire preuve d'une grande capacité d'adaptation pour répondre aux besoins de la société québécoise qui évolue rapidement. Cette capacité d'adaptation doit se refléter, entre autres, dans le renouvellement des structures.

De plus, le Secrétariat du Conseil du trésor est responsable de faire évoluer la Loi sur l'administration publique et de l'adapter, si besoin est, en tenant compte des nouvelles orientations gouvernementales.

La modernisation au Secrétariat du Conseil du trésor

Pour répondre aux impératifs de la modernisation de l'État, le Secrétariat du Conseil du trésor devra revoir ses façons de faire de manière à concentrer son action sur son rôle de soutien à la gouverne et de conseiller auprès du Conseil du trésor.

Le Secrétariat du Conseil du trésor devra aussi poursuivre l'adaptation de ses processus d'affaires, notamment dans les domaines à caractère administratif pour lesquels il a recours, depuis peu, à la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) et au Centre de services partagés du Québec. Tous ces changements auront un impact majeur sur le personnel de l'organisation et ce, dans un contexte où les départs à la retraite représentent une perte d'expertise dans certains domaines spécialisés.

4. ORIENTATIONS 2007-2008

Le Secrétariat du Conseil du trésor a retenu cinq orientations afin de faire face aux enjeux auxquels il est soumis.

Orientation 1 : Assurer une gestion plus rigoureuse des dépenses

Enjeu : Le respect de la politique budgétaire

- Assurer le respect des enveloppes budgétaires allouées aux ministères et aux organismes;
- Mettre en place les mécanismes appropriés afin d'assurer l'atteinte de l'objectif de réduction de l'effectif;
- Poursuivre la consultation sur le projet de cadre de gouvernance des projets d'infrastructure publique en vue de sa mise en application en 2007-2008.

Orientation 2 : Assurer le renouvellement de l'effectif et des compétences tout en soutenant la modernisation de l'État

Enjeu : L'actualisation de la gestion des ressources humaines

- Réaliser des études d'attraction et de rétention du personnel dans le cadre de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre;
- Réaliser, en concertation avec les partenaires gouvernementaux, une étude sur la planification de la main-d'œuvre dans le secteur des ressources informationnelles;
- Mettre en place, en concertation avec les ministères et les organismes, une stratégie pour faire la promotion et la valorisation de la fonction publique;
- Moderniser les systèmes supportant la gestion des ressources humaines en mettant en place un libre service donnant accès aux données de la fonction publique, ainsi qu'une plateforme Web pour favoriser la mobilité du personnel;
- Poursuivre la mise en place d'une démarche d'implantation d'une culture de reconnaissance.

Orientation 3 : Moderniser le cadre de relations entre l'État et le secteur privé

Enjeu : L'optimisation des relations avec le secteur privé

- Continuer l'exercice de concertation avec les partenaires sur les trois projets de règlements (approvisionnement, construction et services) afin de proposer leur adoption au gouvernement et de permettre l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives.

Orientation 4 : Réviser les structures en vue de les simplifier et de les recentrer

Enjeu : L'amélioration de la performance et de la capacité d'innover de l'État

- Mise en œuvre des recommandations proposées au sein des rapports des groupes de travail sur l'examen des organismes du gouvernement.

Orientation 5 : Faire évoluer le cadre de gestion axé sur les résultats

Enjeu : L'amélioration de la performance et de la capacité d'innover de l'État

- Proposer des améliorations visant la saine gestion de l'administration gouvernementale dans la foulée du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) déposé à l'Assemblée nationale par la présidente du Conseil du trésor.

Orientation 6 : Revoir les façons de faire du Secrétariat du Conseil du trésor afin de répondre aux priorités gouvernementales

Enjeu : La modernisation au Secrétariat du Conseil du trésor

- Mettre en place des outils favorisant le développement d'une culture de reconnaissance au Secrétariat du Conseil du trésor;
- Revoir les façons de faire en vue d'optimiser les processus d'affaires à la suite de l'implantation de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) et de la délégation d'activités administratives au Centre de services partagés du Québec.

5. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Conseil du trésor et son Secrétariat se situent au cœur de l'activité gouvernementale du Québec, compte tenu de leur rôle d'orientation et d'encadrement sur le plan gouvernemental et en raison de leur mandat de soutien auprès des ministères et des organismes.

Conformément à la Loi sur l'administration publique, le Conseil du trésor favorise l'adaptation continue du cadre de gestion à la situation de chaque ministère et de chaque organisme tout en mettant en œuvre les actions requises pour respecter la

politique budgétaire du gouvernement. La ministre responsable de l'Administration gouvernementale agit à titre de présidente du Conseil du trésor.

Le personnel du Secrétariat du Conseil du trésor soutient la présidente dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur l'administration publique et la Loi sur la fonction publique.

Les activités du Secrétariat du Conseil du trésor sont placées sous la responsabilité du secrétaire du Conseil du trésor, qui a rang de sous-ministre. L'équipe de direction est composée des personnes suivantes :

- | | |
|--|--------------------------------|
| • Secrétaire | M. Luc Meunier |
| • Secrétaires associés(es) et adjoints(es) | M. Gilles Charland |
| | M. Clément D'Astous |
| | M ^{me} Sylvie Grondin |
| | M. Jacques Lafrance |
| | M. Gilles Paquin |
| • Greffier | M. Serge Martineau |
| • Directeur général de l'administration | M. Denis Dufresne |

La structure administrative du Secrétariat du Conseil du trésor comprend quatre grands secteurs :

- Le premier secteur, soit le **Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes**, consiste à assister le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'allocation des ressources et de gestion budgétaire. À cet effet, le sous-secrétariat prépare, en collaboration avec les ministères et les organismes, le budget de dépenses qui est déposé annuellement à l'Assemblée nationale par la présidente du Conseil du trésor, effectue le suivi de l'exécution du budget de dépenses et soumet des avis au Conseil du trésor sur les demandes d'autorisation présentées par les ministères et les organismes ainsi que sur les politiques et orientations gouvernementales en matière de gestion budgétaire et financière.
- Le deuxième secteur, soit le **Sous-secrétariat aux ressources humaines et aux relations de travail**, contribue à l'évolution de la gestion des ressources humaines, en rendant disponibles des services d'expertise et de conseil, auprès des autorités gouvernementales et ministérielles. Il élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques concernant les ressources humaines des secteurs public et parapublic, notamment en ce qui concerne la rémunération et les régimes collectifs. Ce sous-secrétariat représente l'employeur lors de la négociation des conventions collectives pour le personnel nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique. De plus, il assure la coordination des négociations avec les syndicats et les associations professionnelles, de même que les consultations auprès des associations de cadres dans la fonction publique, dans le réseau de l'éducation et dans celui de la santé et des services sociaux ainsi que dans les organismes gouvernementaux dont le personnel n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.
- Le troisième secteur, soit le **Sous-secrétariat aux marchés publics**, assure un encadrement (règlements, guides et directives) à la gestion des biens et services et gère le Fichier des fournisseurs du gouvernement. Il participe également à la négociation et au suivi des accords de libéralisation des marchés publics.
- Le quatrième secteur, soit le **Sous-secrétariat à la modernisation de l'État**, a pour mandat de coordonner, en concertation avec tous les intervenants concernés, l'ensemble des travaux de modernisation. De plus, il collabore avec les ministères et les organismes à la mise en œuvre du cadre de gestion de l'administration publique et fournit des services de soutien en la matière.

Ces sous-secrétariats sont soutenus par le secteur de la Direction et de l'administration, qui regroupe principalement le Bureau du secrétaire du Conseil du trésor, le Greffe et la Direction générale de l'administration. En plus de diriger et coordonner les activités du Secrétariat du Conseil du trésor, ce secteur offre appui et soutien au Conseil du trésor.

6. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Effectif

L'effectif alloué au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » pour l'exercice 2007-2008 s'établit à 473 équivalents à temps complet (ETC), selon les données présentées au Budget de dépenses – Volume II.

L'effectif total alloué au programme 1 est de 436 ETC (tableau I et II). L'effectif alloué à l'élément 01 pour le soutien au Conseil du trésor est de 419 ETC. De plus, les « Fonctions gouvernementales » (élément 2) nécessiteront 17 ETC affectés aux activités gouvernementales de coordination des ressources.

La diminution de 22 effectifs autorisés en 2007-2008 résulte de l'abolition de 6 ETC reliés à des départs à la retraite et de 16 ETC occasionnels attribués pour une période temporaire se terminant au 31 mars 2007 (CT202055) relativement à des tâches afférentes à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière de gestion des ressources humaines et à la gestion de ces programmes.

L'effectif alloué au programme 2 est de 37 ETC pour la Commission de la fonction publique.

Programme 1 : Secrétariat du Conseil du trésor

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, ainsi qu'en matière de modernisation de l'État. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, notamment en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. Une provision permet également de transférer, entre programmes ou portefeuilles, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

De 2006-2007 à 2007-2008, le budget de dépenses de ce programme a augmenté de 8,1 M\$ pour s'établir à 125,9 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de plus de 3 M\$ des coûts prévus au programme de rentes aux conjoints survivants, et par l'ajout de 2,0 M\$ de crédits afin de soutenir le Centre de services partagés du Québec en 2007-2008 dans la mise en place du Centre gouvernemental de traitement de la paie.

Programme 2 : Commission de la fonction publique

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, de certifier les moyens d'évaluation, d'entendre les recours prévus par la loi, de donner des avis et d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

L'augmentation du budget de la Commission de la fonction publique reflète la hausse du coût du loyer.

Programme 3 : Régimes de retraite et d'assurances

Ce programme regroupe des dépenses de 321,5 M\$ au titre de contributions du gouvernement aux régimes de retraite des employés des ministères et organismes budgétaires et des juges ainsi que 4,4 M\$ pour les assurances collectives sur la vie des employés des secteurs public et parapublic. Les dépenses des régimes de retraite applicables aux employés des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux se retrouvent dans les budgets des ministères concernés. Par ailleurs, le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale est inclus dans le budget de dépenses de l'Assemblée nationale.

La baisse de ce programme concerne uniquement les régimes de retraite. L'impact de la rétroactivité versée en 2006-2007 aux employés de la fonction publique relativement à l'équité salariale de même que la réduction anticipée de l'effectif en 2007-2008 expliquent principalement cette variation.

Programme 4 : Fonds de suppléance

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses additionnelles pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux. Le total des dépenses affectées à ce programme en 2007-2008 s'élève à 144,6 M\$.

Le budget d'investissements

Le budget d'investissements du Secrétariat du Conseil du trésor se compose essentiellement d'une provision de 708,5 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, placements et avances » se situant au Fonds de suppléance. L'une de ces provisions d'un montant de 375,0 M\$ a pour but de pourvoir aux besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à condition que les sommes ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Un autre montant de 333,0 M\$ consiste à pourvoir à l'inscription dans les états financiers du gouvernement, à compter de 2006-2007, d'un passif environnemental et la mise en œuvre d'un plan de restauration sur dix ans des sites contaminés.

Agence des partenariats public-privé du Québec

Pour l'exercice financier 2007-2008, le budget de dépenses de l'Agence des partenariats public-privé du Québec sera financé par les revenus provenant de facturation aux ministères pour des services conseils, ainsi que pour la réalisation de projets spécifiques.

Fonds spéciaux

Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor

Le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor est affecté au financement des dépenses engagées par le Secrétariat du Conseil du trésor pour la réalisation d'investissements qui visent principalement le développement de systèmes d'information et d'outils de gestion. Les crédits nécessaires au paiement des dépenses du Fonds des technologies de l'information sont prévus au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » (tableau III).

La variation des dépenses est attribuable à la baisse de l'amortissement annuel due au transfert de certains projets de développement au Centre de services partagés du Québec. Le transfert du maintien des infrastructures du réseau et du parc informatique au Centre de services partagés du Québec influence également à la baisse les investissements probables en 2007-2008.

Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées

Ce fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996, principalement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées est également affecté au

financement du programme de reconstruction et de relance économique des régions concernées.

Un des objectifs visés par la mise en place du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées consiste à regrouper tous les coûts liés au sinistre afin de faciliter la production, par le ministère de la Sécurité publique, des demandes d'avances et des réclamations au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, qui prévoit un remboursement pouvant atteindre 90,0 % des dépenses admissibles.

En regard des dépenses prévues pour 2007-2008, elles sont assumées, pour l'essentiel, à même les crédits inscrits au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » (tableau IV). Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées. Par ailleurs, le montant indiqué pour l'investissement concerne la réalisation de l'aménagement d'infrastructures visant à régulariser les crues du bassin versant du lac Kénogami.

Depuis l'exercice 1996-1997, les dépenses comptabilisées au Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées totalisent 498,0 M\$. La part assumée par le gouvernement du Québec est de 154,7 M\$, alors que celle du gouvernement du Canada est de 343,3 M\$.

La variation de dépenses est principalement attribuable à l'inscription d'un montant de 4,6 M\$ en 2006-2007 et de 1,3 M\$ en 2007-2008 relative à des dépenses jugées non admissibles par le gouvernement du Canada en vertu de son programme d'aide.

Fonds relatif à la tempête de verglas

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations liées à ce sinistre survenu du 5 au 9 janvier 1998, touchant plus spécifiquement les régions de la Montérégie et de Montréal. Il facilite également la production des demandes d'avances et des réclamations de remboursement présentées par le ministère de la Sécurité publique au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90,0 % des dépenses admissibles.

Les dépenses remboursables par le gouvernement du Canada sont comptabilisées distinctement dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes provenant du gouvernement du Canada au regard du sinistre.

Pour le gouvernement du Québec, l'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, soit 24,4 M\$ par année jusqu'à l'exercice 2014-2015. Cette affectation vise à répondre à l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec une compensation pour le rétablissement du réseau. Les sommes se rapportant aux autres dépenses imputées au Fonds relatif à la tempête de verglas sont prévues au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » (tableau V). Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds relatif à la tempête de verglas.

Depuis l'exercice 1997-1998, les dépenses comptabilisées au Fonds relatif à la tempête de verglas totalisent 1 191,9 M\$. De ce total, un montant de 600,4 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 591,5 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

La seule variation de dépenses est due à une augmentation des frais financiers comptabilisés au Fonds.

7. COMPOSITION DU CONSEIL DU TRÉSOR

Monique Jérôme-Forget

Présidente du Conseil du trésor

Ministre des Finances

Ministre des Services gouvernementaux

Ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Monique Gagnon-Tremblay

Vice-présidente du Conseil du trésor

Ministre des Relations internationales

Ministre responsable de la Francophonie

Line Beauchamp

Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Claude Béchard

Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Sam Hamad

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

TABLEAU I

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

VENTILATION DES RESSOURCES* (000,0 \$)			
	CRÉDITS À VOTER	EFFECTIFS RÉGULIERS	EFFECTIFS TOTAUX
PROGRAMME 01			
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR			
DIRECTION	5 916.7	43	43
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	20 882.9	79	79
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	4 308.2	62	62
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 249.9	50	50
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RESSOURCES HUMAINES ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL	18 524.8	152	152
SOUS-SECRÉTARIAT À LA MODERNISATION DE L'ÉTAT	2 840.1	33	33
SOUS-TOTAL ÉLÉMENT 01	55 722.6	419	419
ÉLÉMENT 02 : FONCTIONS GOUVERNEMENTALES	7 920.4	17	17
ÉLÉMENT 03 : CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR	54 758.6	-	-
ÉLÉMENT 04 : FONDs DÉDIÉS AUX SINISTRES	7 564.6	-	-
ÉLÉMENT 05 : PROVISION POUR CESSION DE BIENS ENTRE MINISTÈRES ET ORGANISMES	100.0	-	-
MOINS : Crédits permanents	-	-	-
TOTAL PROGRAMME 01	126 066.2	436	436
PROGRAMME 04 : FONDs DE SUPPLÉANCE	852 710.3	-	-
TOTAL PROGRAMME 04	852 710.3	-	-
GRAND TOTAL	978 776.5	436	436

* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

TABLEAU II

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

VENTILATION DES RESSOURCES ET COMPARATIFS* (000,0 \$)				
	CRÉDITS COMPARATIFS 2006-2007	CRÉDITS À VOTER 2007-2008	EFFECTIFS COMPARATIFS 2006-2007	EFFECTIFS À VOTER 2007-2008
PROGRAMME 01				
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR				
DIRECTION	4 525.1	5 916.7	27	43
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	19 488.2	20 882.9	99	79
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	4 285.9	4 308.2	62	62
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 226.4	3 249.9	51	50
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RESSOURCES HUMAINES ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL	17 100.2	18 524.8	150	152
SOUS-SECRÉTARIAT À LA MODERNISATION DE L'ÉTAT	2 678.2	2 840.1	32	33
SOUS-TOTAL ÉLÉMENT 01	51 304.0	55 722.6	421	419
ÉLÉMENT 02 : FONCTIONS GOUVERNEMENTALES	7 722.4	7 920.4	37	17
ÉLÉMENT 03 : CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR	51 658.6	54 758.6		
ÉLÉMENT 04 : FONDS DÉDIÉS AUX SINISTRES	7 200.0	7 564.6		
ÉLÉMENT 05 : PROVISION POUR CESSION DE BIENS ENTRE MINISTÈRES ET ORGANISMES	100.0	100.0		
MOINS : Crédits permanents	(9.6)	-		
TOTAL PROGRAMME 01	117 975.4	126 066.2	458	436
PROGRAMME 04 : FONDS DE SUPPLÉANCE	337 222.1	852 710.3	-	-
TOTAL PROGRAMME 04	337 222.1	852 710.3	-	-
GRAND TOTAL	455 197.5	978 776.5	458	436

* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU III

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DE 2006-2007 À 2007-2008) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2006-2007	PRÉVISIONS 2007-2008
Revenus		
Affectation de crédits par le ministère responsable	822.0	701.4
Autres revenus	-	-
SOUS-TOTAL	822.0	701.4
Dépenses		
Fonctionnement	10.0	10.0
Amortissement des actifs informationnels	745.3	577.3
Intérêts	66.7	114.1
SOUS-TOTAL	822.0	701.4
Résultats	-	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU IV

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES (DE 2006-2007 À 2007-2008) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2006-2007	PRÉVISIONS 2007-2008
Revenus		
Affectation de crédits par le ministère responsable	8 685.2	4 994.6
Autres revenus	-	-
SOUS-TOTAL	8 685.2	4 994.6
Dépenses		
Gouvernement du Canada (dépense non admissible)	4 641.1	1 300.0
Ministère des Transports	187.0	-
Autres ministères	10.0	10.0
	4 838.1	1 310.0
Intérêts	3 847.1	3 684.6
SOUS-TOTAL	8 685.2	4 994.6
Résultats	-	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU V

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS (DE 2006-2007 À 2007-2008) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2006-2007	PRÉVISIONS 2007-2008
Revenus		
Affectation de crédits par le ministère responsable	2 520.0	2 570.0
Revenus provenant d'autres ministères	24 400.0	24 400.0
SOUS-TOTAL	26 920.0	26 970.0
Dépenses		
Programmes d'assistance financière		
- Hydro-Québec	24 400.0	24 400.0
- Autres dépenses	10.0	10.0
	24 410.0	24 410.0
Intérêts	2 510.0	2 560.0
SOUS-TOTAL	26 920.0	26 970.0
Résultats	-	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

- | # | Demandes de renseignements généraux |
|---|--|
| 1 | Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2005-2006 et 2006-2007 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007 |
| 2 | Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone |
| 3 | Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) : <ul style="list-style-type: none">- tirage- coût- agence de conception- graphisme- rédacteur- imprimeur- distribution |
| 4 | Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2006 : <ul style="list-style-type: none">- endroits et dates de départ et du retour,- but du voyage- personnes rencontrées- coût- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés |
| 5 | Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none">- la liste des ententes signées et/ou annoncées- les détails de ces ententes- les résultats obtenus à ce jour- les investissements annoncés |
| 6 | Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger |
| 7 | Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008- les firmes de publicité- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes- le but visé par chaque dépense |
| 8 | Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : <ul style="list-style-type: none">- liste et coût- copie des soumissions- copie du questionnaire et du résultat- firme ayant obtenu le contrat |
| 9 | Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : <ul style="list-style-type: none">- liste et coût- copie des soumissions- copie des études- firme ou individu ayant obtenu le mandat- copie du contrat |

#

Demandes de renseignements généraux

- 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final)
 - le coût
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
- 11 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final)
 - le coût
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
- 12 Pour le cabinet ministériel, le montant pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes :
- la photocopie
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
 - les téléavertisseurs
 - le mobilier de bureau
 - les distributeurs d'eau de source
 - le remboursement des frais de transport
 - le remboursement des frais d'hébergement
 - le remboursement des frais de repas
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec
- 13 Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :
- la photocopie
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
 - les téléavertisseurs
 - le mobilier de bureau
 - les distributeurs d'eau de source
 - le remboursement des frais de transport
 - le remboursement des frais d'hébergement
 - le remboursement des frais de repas
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec
- 14 Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :
- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme
- 15 À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.):
- nombre total de jours de maladie pris par le personnel
 - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
 - nombre total de jours de vacances pris par le personnel
 - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

#

Demandes de renseignements généraux

- 16 Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 :
- évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir
 - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
 - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
 - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années
- 17 Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - la superficie réellement occupée
 - la superficie inoccupée
 - le coût de location au mètre carré
 - le coût total de ladite location
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
 - la durée du bail
- 18 Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2006-2007, et prévisions 2007-2008
- 19 Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles :
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - la superficie réellement occupée
 - la superficie inoccupée
 - le coût de location au mètre carré
 - le coût total de ladite location
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
 - la durée du bail
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme
- 20 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2007 à ce jour
- 21 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mai 2007, en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction
 - le titre de la fonction
 - l'adresse du port d'attache
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et la masse salariale dont il relève
 - la description de tâches
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2006
 - le nombre total d'employés au cabinet
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*
- 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concerné
 - la circonscription électorale
 - le montant attribué
 - le projet visé et le résultat

#	Demandes de renseignements généraux
23	La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010
24	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial - le salaire - le poste actuel, s'il y a lieu - la date de la mise en disponibilité - la prévision 2007-2008 et 2008-2009
25	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007
26	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels
27	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none"> - nom de la personne - poste occupé - salaire - assignation initiale - date de l'assignation hors structure - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
28	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale - assignation actuelle - salaire - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
29	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux, et autres et affecté au ministère : <ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale - assignation actuelle - salaire - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
30	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le salaire de la personne - le montant reçu du régime de retraite
31	Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)
32	Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none"> - services Internet d'information, - livres - journaux - magazines - bulletins électroniques et/ou papiers - clubs privés ou autres - billets de saison - etc.
33	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site - les coûts de construction du site - le coût de l'entretien et de la mise à jour - qui est responsable du contenu sur le site - quelle est la fréquence moyenne de mises à jour - le nombre de visiteurs (hits) par mois - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

#

Demandes de renseignements généraux

- 34 Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information :
- téléphonie
 - matériel informatique
 - logiciels
 - programmation
 - formation
- 35 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale
- 36 Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État, ainsi que le montant de chacun de ces contrats
- 37 Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats
- 38 Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués
- 39 Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement
- 40 Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services
- 41 Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec
- 42 Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail
- 43 Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008
- 44 Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et de la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes, incluant le ministère de la Sécurité publique
- 45 Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques
- 46 Nominations, depuis le 1^{er} mai 2006, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs et de médiateurs :
- liste
 - mandats
 - contrats
 - résultat du travail effectué
 - échéances prévues
 - sommes impliquées
- 47 Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions
- 48 Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues
- 49 Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel
- 50 Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel

#	Demandes de renseignements généraux
51	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2006-2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de refus - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours
52	<p>Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coûts - nombre de ressources affectées - nombre de rencontres - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre
53	Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007
54	Le montant des cibles de compression fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles
55	Le montant des cibles de compression fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles
56	Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées
57	Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2006-2007
58	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 1

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2006-2007 et 2007-2008 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Programmes	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Secrétariat du Conseil du trésor	125 866,2	-	200,0	126 066,2	117 985,0
2. Commission de la fonction publique	3 484,6	30,0	159,1	3 613,7	3 605,8
3. Régimes de retraite et d'assurances	325 902,5	-	-	325 902,5	347 245,6
4. Fonds de suppléance	144 610,3	-	708 100,0	852 710,3	337 222,1
	599 863,6	30,0	708 459,1	1 308 282,7	806 058,5
Moins :					
Crédits permanents				321 484,7	342 837,4
Crédits reportés				-	97,4
Crédits à voter				986 808,0	483 123,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Rémunération	395 658,8	417 893,5
Fonctionnement	172 218,0	250 351,3
Affectation à un fonds spécial	8 286,0	8 643,0
Transfert	23 720,8	23 717,2
Total	599 863,6	700 605,0
Effectif des programmes	473	495
Effectif total	473	495
Budget d'investissements		
Immobilisations	259,1	259,1
Prêts, placements et avances	708 200,0	105 224,4
Total	708 459,1	105 483,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 2

Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 Liste de toutes les publications du ministère				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Bulletin Équité	500 000	94 642,17	Dans les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de la fonction publique	
Phase 1	400 000	27 568,25		Sextans : Gestion de l'impression et coordination, auprès de l'imprimeur Gibraltar, et ce, jusqu'à l'arrêt des travaux
Première ébauche				Gibraltar : Impression
Achat de papier pour le bulletin				LG2
Arrêt des travaux d'impression				
Montage graphique		9 232,00		
Conception, mise en page, recherche photos jusqu'à l'arrêt des travaux				
Phase 2		1 422,29		LG2
Reprise des travaux				
Corrections des textes				
Montage final, production de PDF pour impression et Internet				
Révision linguistique		99,00		Italiques
Lettre sur le paiement de l'équité accompagnant le bulletin		1 650,00	Personnel de la fonction publique du Québec	Vitray
Lettre sur le paiement de l'équité accompagnant le bulletin		5 800,00	Réseaux de la santé et des services sociaux, cégeps, commis. scolaires	Litho Chic
Lettre sur le paiement de l'équité accompagnant le bulletin		1 275,00	Ministère et organismes de la fonction publique du Q., Régie régionale de la santé et des services sociaux, cégeps, commis. scolaires (réseaux publics)	Vitray
Impression d'une version modifiée	500 000	45 772,58		Gibraltar a facturé au Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS).
Préparation des envois postaux				Le CPNSSS facture au Secrétariat du Conseil du trésor le 45 772,58 \$ + 1 823,05 \$ = 47 595,63 \$
Achat de boîtes et d'enveloppes				CPNSSS facture au SCT, en sus du 45 772,48 \$, 1 823,05 \$. Total facturé : 47 595,63 \$
Frais postaux				
Impression, expédition et traduction		1 823,05		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 Liste de toutes les publications du ministère				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Brochures «Détermination complexité d'emploi»		351,00	Ressources humaines	Asystel (conception)
Brochures «Les positions du gouvernement»	1500	4 298,00	Ministères et organismes	Imprimerie le Renouveau 1988
Brochures «Profil gouvernemental de compétence du personnel d'encadrement»	300	1 543,00	Gestionnaires de la fonction publique dans le cadre du programme de formation à la gestion publique	Imprimerie le Laurentien
Brochures «Sommaire de l'effectif de la fonction publique» 2004-2005 Volumes «L'effectif de la fonction publique» 2004-2005	500 brochures et 300 volumes	3 504,00	Ministères et organismes	Imprimerie Bergemont
Brochures «Sommaire de l'effectif de la fonction publique» 2004-2005 Volumes «L'effectif de la fonction publique» 2004-2005		1 000,00	Ministères et organismes	Feroce Design (édition)
Brochures «Sommaire de l'effectif de la fonction publique» 2004-2005 Volumes «L'effectif de la fonction publique» 2004-2005		87,50	Ministères et organismes	Josée Lecompte (révision)
Budget de dépenses - document de référence	1242	441,14	Ministères et organismes	Copies de la Capitale, Les
Bulletins «Échange Mai 2006»	6000	1 795,00	Gestionnaires de la fonction publique	Imprimerie le Renouveau 1988
Document «Effectif de la fonction publique»	300	2 664,00	Ministères et organismes	Imprimerie le Laurentien

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 Liste de toutes les publications du ministère				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Feuillets d'information «Le point sur... avril 2006»	5500	490,00	Gestionnaires de la fonction publique	Impressions Stampa, Les
«Rapport annuel de gestion 2005-2006»	600	4 350,00	Ministres, sous-ministres, présidents d'organismes, Assemblée nationale, interne, sur demande	Communications Science-Impact C.S.I., Les (conception)
«Rapport annuel de gestion 2005-2006»	600	3 960,00	Ministres, sous-ministres, présidents d'organismes, Assemblée nationale, interne, sur demande	Litho chic
«Rapport annuel de gestion 2005-2006»	600	3 028,50	Ministres, sous-ministres, présidents d'organismes, Assemblée nationale, interne, sur demande	J. B. Deschamps
«Rapport annuel de gestion 2005-2006»		950,00	Ministres, sous-ministres, présidents d'organismes, Assemblée nationale, interne, sur demande	Bleu Outremer (conception)
«Rapport de la Présidente du Conseil du trésor 2005-2006»	1820	1 291,80	Ministres, sous-ministres, présidents d'organismes, Assemblée nationale, interne, sur demande	Copies de la Capitale, Les
«Rapport de la Présidente du Conseil du trésor 2005-2006»		2 176,25	Députés, présidents d'organismes, ministres et sous-ministres Modernisation de l'État	Communications Science-Impact C.S.I., Les (conception graphique)
«Rapport de la présidente du Conseil du trésor 2005-2006»	700	2 589,10	Députés, présidents d'organismes, ministres et sous-ministres Modernisation de l'État	Imprimerie le Laurentien (impression)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 Liste de toutes les publications du ministère				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
«Rapport de la présidente du Conseil du trésor 2005-2006»		128,48	Députés, présidents d'organismes, ministres et sous-ministres Modernisation de l'État	Omer DeSerres (conception)
«2e rapport d'étape plan de modernisation»	1700	8 524,00	Députés, présidents d'organismes, ministres et sous-ministres Modernisation de l'État	K2 Impressions

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 Liste de toutes les publications du ministère				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Affiches «Forum des jeunes»	300	310,00	Ministères et organismes	Duplications
Dépliants et cahier souvenir «Forum des jeunes - Prix reconnaissance»		1 200,00	Ministères et organismes	Després, Patrick (conception)
Dépliants «Forum des jeunes»	1000	605,00	Ministères et organismes	Duplications (conception et impression)
Dépliants «Forum des jeunes»	8000	1 275,00	Ministères et organismes	K2 Impressions
Planification stratégique 2006-2009	1000	1 090,55	Forum des gestionnaires en technologie de l'information	Centre de services partagés du Québec - Reprographie gouvernementale
Rapport annuel de gestion 2005-2006	250	1 205,08	Forum des responsables de la vérification interne	Centre des services partagés du Québec - Reprographie gouvernementale
Rapport annuel 2005-2006	225	443,90	Forum des gestionnaires en ressources financières	Centre des services partagés du Québec - Reprographie gouvernementale
Rapports et dépliants sur l'équité	500000	806,25	Réseaux de Santé et Éducation	Sextans Internet (conception)
Séminaire de formation sur le câblage structuré	170	2 877,44	Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Centre des services partagés du Québec - Reprographie gouvernementale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 : endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la ministre

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Jérôme-Forget, Monique	Présidente du Conseil du trésor	Toronto Ontario	Participation à la Conférence nationale annuelle sur les partenariats public-privé	19 au 21 novembre 2006	1 283,30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Falardeau, Simon-Pierre	Directeur général des politiques et des opérations budgétaires	Winnipeg Manitoba	Participation à la 25 ^e Conférence annuelle intergouvernementale sur le budget	23 au 26 août 2006	1 748,25
Paquin, Gilles	Secrétaire associé aux politiques budgétaires et aux programmes	Chicago États-Unis	Participation au Congrès annuel « Allied Social Science Associations »	4 au 8 janvier 2007	1 843,35

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et aux relations de travail

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Bertin, Philippe	Actuaire	Ottawa Ontario	Participation à un cours de l'Institut canadien des actuaires orienté vers la pratique et l'obtention du diplôme de fellow	1 ^{er} au 4 octobre 2006	913,25
Bazinet, André	Cadre coordonnateur	Paris et Strasbourg	Participation à des travaux afin de convenir du plan de travail sur 3 thèmes et sur des travaux complémentaires requis sur les 4 premiers thèmes abordés, et participation au Colloque « Enjeux de la gestion des ressources humaines en France et au Québec », coopération France-Québec dans la foulée des travaux réalisés depuis 2004 et du séminaire franco-québécois des 21-22 septembre 2006 à Québec	3 au 14 octobre 2006	5 255,85
Poirier, Jocelyn	Directeur	France			
Léonard, Richard	Conseiller à la Direction générale des régimes collectifs et de l'actuariat au Sous-secrétariat des politiques de rémunération et des régimes collectifs	Ottawa Ontario	Participation à la rencontre fédérale-provinciale sur les prestations d'assurance	4 au 6 décembre 2006	636,02

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Doutriaux, Bruno	Coordonnateur	Winnipeg Manitoba	Participation à la table de négociations sur les marchés publics pour révision du chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur	26 au 28 avril 2006	2 373,76
Sarra-Bournet, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics				
Turcotte, Lucien	Directeur	Ottawa Ontario	Participation au 17 ^e Atelier national sur la gestion du matériel	29 au 31 mai 2006	2 524,45
Wakil, Michel	Conseiller				
Lafrance, Jacques	Secrétaire associé	Halifax Nouvelle-Écosse	Participation au Forum canadien des marchés publics 2006	30 septembre au 4 octobre 2006	6 292,64
Corriveau, Denis	Directeur général des services à la gestion contractuelle				
Sarra-Bournet, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics				
Sarra-Bournet, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics	Victoria Colombie-Britannique	Participation au Forum sur les meilleures pratiques et politiques en matière de marchés publics	7 au 10 mars 2007	1 710,14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Grondin, Sylvie	Secrétaire associée à la modernisation de l'État	Paris France	Participation à des rencontres avec le groupe de travail franco-québécois sur la modernisation de l'administration publique quant à la mise en place, au Québec, de la démarche des audits accélérés actuellement en cours en France Frais assumés en partie par le ministère des Relations internationales (1 450,00 \$)	7 au 13 avril 2006	2 034,55
Grondin, Sylvie	Secrétaire associée à la modernisation de l'État	Paris France	Participation à la 3e rencontre du groupe de pilotage de l'Organisation de coopération et de développement économiques portant sur les besoins futurs en matière d'infrastructures Frais assumés en partie par le ministère des Relations internationales (1 450,00 \$)	20 au 25 juin 2006	2 122,35
Grondin, Sylvie	Secrétaire associée à la modernisation de l'État	Strasbourg France	Participation au Colloque « Enjeux de la gestion des ressources humaines en France et au Québec », coopération France-Québec	6 au 13 octobre 2006	3 981,45
Lacasse, Mireille	Conseillère au Centre d'expertise sur la prestation de services	Ottawa Ontario	Participation à la réunion du conseil de la prestation de services du secteur public et du conseil mixte de la prestation de services et des dirigeants principaux de l'information du secteur public	24 au 26 octobre 2006	766,02

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Grondin, Sylvie	Secrétaire associée à la modernisation de l'État	Paris France	Participation à la 4e rencontre de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et préparation du bilan et des perspectives de l'Entente franco-québécoise en matière de modernisation en vue de la 61e Conférence franco-québécoise Frais assumés en partie par le ministère des Relations internationales (1 450,00 \$)	8 au 15 décembre 2006	1 850,94
Lacasse, Mireille	Conseillère au Centre d'expertise sur la prestation de services	Edmonton Alberta	Participation à la réunion du conseil de la prestation de services du secteur public et du conseil mixte de la prestation de services et des dirigeants principaux de l'information du secteur public	4 au 7 février 2007	1 909,71
Bouchard, Erick-Noël	Spécialiste	Toronto Ontario	Participation au Sommet pancanadien pour des échanges sur les meilleures pratiques de gestion de la performance des gouvernements	26 au 28 mars 2007	2 379,52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 (endroits et dates de départ et du retour, but du voyage, personnes rencontrées, coût, noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Bérubé, Mishèle	Directrice du Forum des responsables de la vérification interne	Ottawa Ontario	Participation, à titre de conférencière, à la Conférence de la région du Nord-est organisée par l'Institut international des auditeurs internes Frais assumés en partie par « The Institute of internal auditors » (996,35 \$)	24 au 27 septembre 2006	998,22
Bégin, Marc	Directeur adjoint au Forum des responsables de la vérification interne	Halifax Nouvelle-Écosse	Participation à la rencontre organisée par le Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public	22 au 25 octobre 2006	1 452,13
Bérubé, Mishèle	Directrice du Forum des responsables de la vérification interne	Paris France Bruxelles Belgique Bamako Mali	Participation à la 7e Conférence de l'Union francophone de l'audit interne, en tant que conférencière, et à des rencontres dans le domaine de la vérification interne en France et en Belgique. Frais assumés en partie par la conférence (2006,36 \$)	29 octobre au 15 novembre 2006	3 329,29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 5

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : la liste des ententes signées et/ou annoncées, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés

La réponse à cette demande est incluse dans celles transmises aux demandes générales numéros 4 et 47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 6

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger

La réponse à cette question est incluse à la question 4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7A Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008, firmes de publicité, mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, le but visé par chaque dépense			
NOM	DÉPENSES 2006-2007		TOTAL
	OBLIGATOIRE	MANDAT	
Publicité radiophonique (commerciale et communautaire) Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Fournisseur : Agence Carat Stratégem inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	82 515,71 \$
Affichage (panneaux publicitaires) Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le CSPQ Fournisseur : Agence Carat Stratégem inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	62 757,15 \$
Placement médias Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Fournisseur : Agence Carat Stratégem inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	80 083,00 \$
Placement médias Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Fournisseur : Agence Carat Stratégem inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	39 008,99 \$ 46 871,42 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7A			
Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008, firmes de publicité, mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, le but visé par chaque dépense			
NOM	DÉPENSES 2006-2007		TOTAL
	OBLIGATOIRE	MANDAT	
Placement médias - Magazine Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Médias utilisés: Châtelaine et Coup de pouce Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	18 211,50 \$
Placement médias - Magazine Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Média utilisé : Magazine Entreprendre Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	4 995,00 \$
Placement médias - Journal Firme : Association des employés du gouvernement du Québec Média utilisé: Le Journal - 4 numéros différents Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : promouvoir 5 articles sur des sujets en lien avec le Secrétariat du Conseil du trésor : vérification interne, prix Zénith, équité salariale et jeu invitant à naviguer dans le site du Secrétariat du Conseil du trésor (fureteur)		X	2 742,00 \$ (équité) 1 240,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7A			
Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008, firmes de publicité, mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, le but visé par chaque dépense			
NOM	DÉPENSES 2006-2007		
	OBLIGATOIRE	MANDAT	TOTAL
Publicité Firme : Agence de coordination gouvernementale sélectionnée par le Centre des services partagés du Québec Fournisseur : Bernier et Renaud Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : campagne d'information sur l'équité salariale		X	4 368,00 \$
Placement médias - (annonce - commandite) Journal Média utilisé : Le journal des finissants en actuariat de l'Université Laval Mode d'octroi du contrat : sur invitation (Procom : système de base de données sur les projets de communication). Ce système est sous la responsabilité du ministère du Conseil exécutif - Secrétariat à la communication gouvernementale But : faire connaître le gouvernement du Québec à titre d'employeur de choix pour les actuaire		X	75,00 \$
Prise de photos Fournisseur : Clément Allard, photographe Mode d'octroi du contrat : contrat négocié But : promouvoir l'équité et la modernisation de l'État. Photos prises lors d'une conférence sur l'équité dans les garderies d'un centre de la petite enfance et lors d'une conférence de presse portant sur la modernisation de l'État		X	400,00 \$
TOTAL			343 267,77 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7B

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008, firmes de publicité, mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, le but visé par chaque dépense

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction des communications

OBJECTIFS ET MOYENS

Le Secrétariat du Conseil du trésor a eu recours, en 2006-2007, à la publicité par mandat pour promouvoir la campagne d'information sur l'équité salariale. Quelques placements publicitaires auront également servi à promouvoir, dans *Le Journal*, de l'Association des employés du gouvernement du Québec (AEGQ), des sujets en lien avec le Secrétariat

Le Secrétariat du Conseil du trésor a utilisé, pour ses placements médias, les médias écrits et radiophoniques. L'affichage (panneaux publicitaires) a également été l'un des moyens retenus

AGENCE DE COORDINATION

Le Secrétariat du Conseil du trésor réalise ses placements médias par l'entremise d'une agence de coordination, conformément à la Directive concernant les campagnes de publicité et les services de placement média. Cette directive s'applique aux ministères et organismes dont les crédits sont votés, en tout ou en partie, par l'Assemblée nationale.

Cette agence, qui a été sélectionnée à la suite d'un appel d'offres public par le Centre des services partagés du Québec (CSPQ), est responsable de négocier et d'acheter l'espace publicitaire dans les journaux et le temps d'antenne à la radio et à la télévision pour la diffusion de campagnes gouvernementales de publicité

PUBLICITÉ PAR MANDAT

Les dépenses du Secrétariat du Conseil du trésor en publicité par mandat, en 2006-2007, se chiffrent à 343 267,77 \$

La majeure partie de ce montant est attribuable :

- au placement médias : 280 110,62 \$
- à l'affichage : 62 757,15 \$
- à la prise de photos : 400,00 \$

PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Aucune prévision n'est prévue pour 2007-2008

Grand total de la publicité par mandat : 343 267,77 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7C Liste des dépenses pour des articles promotionnels			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration			
DESCRIPTION	NOM DU FOURNISSEUR	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
300 tasses en céramique et 250 porte-cartes	Karo Publicité	1 442,83	Pour le forum des jeunes
300 porte-documents et 150 lanières	Karo Publicité	5 374,05	Pour le forum des jeunes
300 stylos et 500 papillons adhésifs amovibles	Karo Publicité	713,16	Pour le forum des jeunes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : liste et coût, copie des soumissions, copie du questionnaire et du résultat, firme ayant obtenu le contrat

Aucun sondage n'a été réalisé

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 9

Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : liste et coût, copie des soumissions, copie des études, firme ou individu ayant obtenu le mandat, copie du contrat

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM	MONTANT	OBJET
École nationale d'administration publique	22 500,00	Réaliser une étude ayant pour but de décrire, de comparer et d'analyser les approches utilisées par différentes administrations de l'Organisation de coopération et de développement économiques lors de l'élaboration d'indicateurs de performance organisationnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Adjudex inc.	Identification de pistes de solutions permettant d'améliorer la gouverne du cadre gouvernemental des relations de travail	15 000,00
Arnaud, Bridger et Associés inc.	2e rapport d'étape du plan de modernisation 2004-2007	3 184,74
Association des économistes québécois	Appui financier à la tenue du Congrès Finance et développement économique, les 4 et 5 mai 2006	1 500,00
Association des économistes québécois	Appui financier à la tenue du 32e congrès	2 500,00
Barré, Alain	Identification de pistes de solutions permettant d'améliorer la gouverne du cadre gouvernemental des relations de travail	15 000,00
Camirand photo inc.	Service de photographie	1 880,18
Canadian Comprehensive Auditing Foundation - Fondation canadienne pour la vérification intégrée CCAF-FCVI inc.	Cotisation de membre	15 000,00
Carrefour de l'emploi	Annonce pour faire connaître le gouvernement du Québec à titre d'employeur de choix	1 000,00
Chambre de commerce de Québec	Publicité dans les journaux	1 424,28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Communicateurs du Fauve inc.	Charte graphique	1 500,00
Communication Demo inc.	Revue de presse	2 656,41
Communications Science-Impact C.S.I. ltée, Les	Rapport de la présidente du Conseil du trésor 2006	2 176,25
Communications Science-Impact C.S.I. ltée, Les	Rapport annuel de gestion 2005-2006	4 350,00
Copies de la Capitale inc., Les	Service d'impression pour 65 copies en couleur du rapport de la présidente du Conseil du trésor sur l'application de la Loi sur l'administration publique 2005-2006	1 291,80
Courrier Parlementaire, Le	Abonnement au «Courrier Parlementaire»	5 000,00
Deschênes, Solange	Révision linguistique de divers documents	5 000,00
Féroce Design	Service de graphisme «Effectifs de la fonction publique»	1 000,00
Fortin, Pierre	Services-conseils en relations de travail	16 000,00
Gauthier, Claude	Participation avec deux vérificateurs de la direction de la vérification interne, à la validation du rapport annuel de gestion 2005-2006 du Secrétariat du Consiel du trésor produit par les différents secteurs	16 800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
GGA Communications relations publiques et gouvernementales inc.	Services-conseils stratégiques: développement des axes de communication, identification des approches sectorielles et régionales, accompagnement pour la réalisation d'outils dans le cadre de la tournée ministérielle	22 500,00
Groupe d'analyse ltée	Services-conseils pour le Bureau d'examen des relations de travail dans l'examen de l'encadrement socio-économique et politique des relations du travail dans les secteurs public et parapublic québécois	16 000,00
Imprimerie Bergemont inc.	Service d'impression pour 500 brochures «Sommaire de l'effectif de la fonction publique» et 300 volumes «Effectif de la fonction publique»	3 504,00
Imprimerie le Laurentien inc.	Service d'impression pour le «Rapport de la présidente du Conseil du trésor 2005-2006»	2 589,10
Imprimerie le Laurentien inc.	Service d'impression pour 300 brochures «Effectifs de la fonction publique 2005-2006»	2 664,00
Imprimerie le Renouveau 1988 inc.	Service d'impression pour 6000 brochures «Bulletin échange mai 2006»	1 795,00
Imprimerie le Renouveau 1988 inc.	Service d'impression pour 500 brochures «Les positions du gouvernement»	1 985,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Imprimerie le Renouveau 1988 inc.	Service d'impression pour 1000 brochures «Les positions du gouvernement»	2 313,00
Imprimerie Vitray inc.	Service d'impression pour 39000 dépliant pour l'équité salariale «Les salaires ajustés en début d'année 2007»	1 275,00
Imprimerie Vitray inc.	Service d'impression pour 75000 dépliant «Lettre de paiement Équité»	1 650,00
Imprimerie Vitray inc.	Service d'impression pour 2500 cartes de Noël	1 736,00
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Formation «Vérification opérationnelle», pour Lucie Robitaille, les 1er, 2, 8 et 9 février 2007	1 200,00
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Participation au Forum économique international des Amériques	10 000,00
J. B. Deschamps inc.	Service d'impression pour 600 rapports annuels de gestion 2005-2006 Secrétariat du Conseil du trésor	3 028,50
Jeunes explorateurs d'un jour	Appui financier pour l'édition 2007 du programme «Jeunes explorateurs d'un jour»	10 000,00
Journal, Le	Parution d'un article «Les grands prix du Forum des responsables de la vérification interne»	1 452,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
K2 Impressions inc.	Service d'impression pour 1700 brochures «Rapport d'étape du plan de modernisation»	8 524,00
Lecomte, Josée	Révision linguistique de la trousse sur l'accès à l'égalité	1 414,58
Lemieux Nolet, comptables agréés SENC	Accompagnement de la Direction de la vérification interne dans la conception et la mise en oeuvre graduelle d'un processus de gestion du risque	20 000,00
LG2 Québec inc.	Service de graphisme, notamment des bulletins d'information, de grilles et de mises en page	24 500,00
Litho chic inc.	Service d'impression pour 600 brochures «Rapport annuel de gestion 2005-2006»	3 960,00
Litho chic inc.	Service d'impression pour 40016 lettres «Paieement équité»	5 800,00
Magazine Entreprendre	Espace publicitaire sur l'équité	4 995,00
McCarthy, Tétrault	Arbitrage de griefs	1 472,00
McCarthy, Tétrault	Arbitrage de griefs	1 665,00
McCarthy, Tétrault	Arbitrage de griefs	7 717,50

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Médias transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans un journal	1 001,00
PMI Québec inc.	Cotisation annuelle de membre associé à GP-Québec	2 500,00
Rédaction Belle plume	Révision Web de textes pour l'intranet	1 080,00
Rédaction Belle plume	Service de rédaction professionnelle spécialisée en vulgarisation scientifique	24 000,00
Saint publicité et design	Services de graphisme incluant le développement d'une signature électronique	22 000,10
Salle de réception IL Gabbiano	Service de traiteur	1 820,00
Servant, Patrice	Production de documents stratégiques de communication	18 750,00
Service d'infographie Denis Gendron	Production et mise à jour de l'organigramme officiel du Secrétariat du Conseil du trésor	1 400,00
Société canadienne de science économique	Appui à la tenue du 47e congrès annuel	1 000,00
Société parc-auto du Québec	Stationnements	6 762,00
Sys-Tech technologies inc.	Service de soutien WEB	4 537,50
Sys-Tech technologies inc.	Service de soutien WEB	5 238,75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Université du Québec à Rimouski	Colloque de l'Université du Québec à Rimouski en gestion de projets, le 29 mai 2006	2 000,00
Université Laval - association simulation des Nations unies	Cotisation à l'association pour la simulation des Nations unies	3 500,00
Vigneault, Richard	Rôle-conseil en matière de communication et production de documents afin de soutenir les stratégies mises de l'avant dans la réalisation de dossiers majeurs au Secrétariat du Conseil du trésor	24 750,00
Zatho films inc.	Enregistrement d'une vidéo de la ministre pour le site internet du Secrétariat du Conseil du trésor	1 209,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et programmes

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Association des économistes québécois	Appui financier à la tenue du congrès, les 4 et 5 mai 2006	1 500,00
Conference board of Canada, The	Participation aux activités d'un centre de recherche	9 111,72
Institut d'administration publique de Québec	Abonnement aux déjeuners-conférences	1 000,00
Institut de la gestion financière de Québec IGF-Québec	Achat d'un forfait de groupe (8 places)	2 960,00
Systèmes de formation et de gestion Perform inc., Les	Inscription au Forum World Heath executive, pour Gilles Paquin, les 30, 31 octobre et 1er novembre 2006	3 995,00
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Voyage à Winnipeg, pour Simon-Pierre Falardeau, du 23 au 26 août 2006	1 040,34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Activant	Abonnement au site de conférences, activités et travaux de recherche	1 000,00
Activant	Entretien média	4 478,25
Beaulieu, Francine	Arbitrage de griefs	1 140,00
Bolduc, Michel	Arbitrage de griefs	3 940,00
Carol Jobin, avocat	Arbitrage de griefs	4 939,00
Chevrier, Jean	Analyse de plans d'organisation de certains ministères et organismes, formation des ressources en classification et analyse d'emplois d'encadrement à des fins d'évaluation	10 000,00
Conference board of Canada, The	Participation aux «Nouvelles perspectives en matière de rémunération»	1 495,00
Conference board of Canada, The	Participation aux «Nouvelles perspectives en matière de rémunération»	1 495,00
Conference board of Canada, The	Participation aux activités d'un centre de recherche	9 111,72
Conference board of Canada, The	Cotisation de membre	10 375,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Coopérative de travail Interface	Ateliers de formation aux répondants à l'accès à l'égalité en matière de gestion de ressources humaines, entre autres, sur la gestion de la diversité	5 000,00
De Facto cabinet-conseil inc.	Préparation, animation et tenue d'une rencontre de direction	2 900,00
Desnoyers, Gilles	Arbitrage de griefs	2 400,00
Doyon, Louise	Arbitrage de griefs	1 170,00
École nationale d'administration publique	Formation «Professionnels - chef de service», pour Josée Gagnon, du 21 février au 7 juin 2006	1 375,00
École nationale d'administration publique	Formation «Leadership en action», pour Jocelyn Poirier, le 28 juin 2006	2 250,00
École nationale d'administration publique	Mise en oeuvre d'un programme de mentorat dont l'objectif principal est de favoriser l'approbation du métier de gestionnaire	10 000,00
Efficiencie BH consultants inc.	Services-conseils en développement organisationnel pour restructurer la Direction générale de la gestion de la main-d'oeuvre à la suite des transferts des activités opérationnelles au Centre de services partagés du Québec	6 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L.	Arbitrage de griefs	1 260,00
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L.	Arbitrage de griefs	1 281,94
Féroce Design	Service de graphisme «Trousse de gestion à la diversité»	1 050,00
Flynn, Maureen	Arbitrage de griefs	1 320,00
Flynn, Maureen	Arbitrage de griefs	1 350,00
Flynn, Maureen	Arbitrage de griefs	2 040,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 080,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 140,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 200,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 770,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 920,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	1 980,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	2 880,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	2 940,00
Fortin, Pierre A.	Arbitrage de griefs	3 000,00
Forum des jeunes de la fonction publique	Inscription de 7 employés au Colloque «Mieux se connaître pour mieux se réaliser», le 1er juin 2006	1 050,00
Gestion Marc Veilleux inc.	Développement d'un prototype opérationnel pour l'accès aux données concernant les caractéristiques des employés de la fonction publique	22 149,82
Groupe-conseil Aon inc.	Évaluation actuarielle des jours de maladie qui s'accumulent dans le secteur de la fonction publique du Québec	14 000,00
Groupe-conseil CFC	Développement d'un canevas de fonctionnement des comités ministériels d'organisation de travail	4 287,85
Groupe-conseil CFC	Production d'un guide «Boîte à outils» visant à outiller les ministères et les organismes en matière de transfert des connaissances et de l'expertise	22 500,00
Imprimerie le Laurentien inc.	Service d'impression pour 3000 exemplaires «Profil gouvernemental de compétences du personnel d'encadrement»	1 543,00
Insight information co.	Formation pour Guy Gingras, le 20 octobre 2006	1 495,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Institut canadien, L'	Conférence sur la gestion des réclamations et des litiges d'assurance invalidité, pour René Hendriks, les 16 et 17 avril 2006	1 795,00
Institut d'administration publique de Québec	Attribution d'un prix «Gestion des personnes» s'adressant à la fonction publique québécoise dans le cadre des prix d'excellence de l'administration publique du Québec	15 000,00
Institut de la statistique du Québec	Licence pour un fichier de microdonnées de l'enquête sur la population active 2005	1 605,00
Institut de la statistique du Québec	Licence pour un fichier de microdonnées de l'enquête sur la population active 2006	1 605,00
Institut québécois d'éthique appliquée	Préparation du matériel didactique requis pour la mise à niveau de la formation de base en éthique pour les répondants des ministères et des organismes	3 245,00
Lalande, Serge	Arbitrage de griefs	1 200,00
Lalande, Serge	Arbitrage de griefs	2 100,00
Lalande, Serge	Arbitrage de griefs	2 190,00
Lalande, Serge	Arbitrage de griefs	2 220,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Laplane, Pierre	Arbitrage de griefs	1 140,00
Laplane, Pierre	Arbitrage de griefs	1 320,00
Lavoie, Gilles	Arbitrage de griefs	1 080,00
Lavoie, Gilles	Arbitrage de griefs	1 080,00
Lyse Tousignant inc.	Arbitrage de griefs	1 050,00
Lyse Tousignant inc.	Arbitrage de griefs	2 427,55
Lyse Tousignant inc.	Arbitrage de griefs	3 060,00
Manoir du Lac Delage inc.	Rencontre du personnel d'encadrement	2 396,78
McCarthy, Tétrault	Arbitrage de griefs	1 264,50
McCarthy, Tétrault	Services-conseils d'avocat	4 207,50
McCarthy, Tétrault	Services-conseils d'avocat	4 633,19
McCarthy, Tétrault	Services-conseils d'avocat	6 908,81
McCarthy, Tétrault	Services-conseils d'avocat	15 884,05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ménard, Jean-Guy	Arbitrage de griefs	1 584,00
Ménard, Jean-Guy	Arbitrage de griefs	2 640,00
Ménard, Jean-Guy	Arbitrage de griefs	2 640,00
Nadeau, Luc	Émission d'une opinion et d'une recommandation, le cas échéant, relativement au processus d'approbation des états financiers de la Commission administrative des régimes de retraites et d'assurances et autres régimes de retraite	5 000,00
Pigepro inc.	Services-conseils en système d'exploitation de l'ordinateur central IBM (3270) principalement dans la création de JCL et dans la manipulation des commandes TSO, et à titre de programmeur en langage SAS	5 000,00
Pigepro inc.	Services-conseils en système d'exploitation de l'ordinateur central IBM, principalement dans la création de JCL et dans la manipulation des commandes TSI, et à titre de programmeur en langage SAS	5 000,00
Publications federated press inc.	Formation «Indicateurs de performance RH», les 16 et 17 janvier 2007	1 695,00
Services d'arbitrage et de médiation Tremblay inc.	Arbitrage de griefs	1 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Simard, Caroline	Révision de la politique de gestion et d'évaluation du rendement	5 820,00
Simard, Christine	Évaluation de l'habilité à comprendre et à interpréter les lois, les règlements et le sens du service à la clientèle des participants de la Régie du bâtiment du Québec au «Programme de requalification de préposé aux renseignements»	9 830,00
SMA Société de mathématiques appliquées inc.	Abonnement à la base de données VIXIT	2 473,67
Solutions innovatrices Sinapse inc.	Définition d'un projet d'études sur la planification de la main-d'oeuvre dans le secteur des ressources informationnelles	23 010,00
Station touristique Duchesnay	Réunion ministérielle «Dégager un modèle de gouverne en matière de gestion des ressources humaines», les 6 et 7 juin 2006	2 761,39
61e Congrès des Relations Industrielles	Participation au congrès (C. Deschesne, S. Doucet, J. Fréchette)	1 365,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Centre francophone d'informatisation des organisations	Colloque pour Hélène Tremblay et Jacques Victor, les 30-31 octobre et 1 novembre 2006	1 390,00
Commission de la construction du Québec	Participation au Forum 2006 sur la productivité et l'emploi dans l'industrie de la construction, pour Michel Brown, Oliver Dumas, Lucien Turcotte et Robert Villeneuve	1 000,00
CSPQ - Direction générale des technologies de l'information et des communications	Services-conseils pour procéder à l'évolution du système «Fichier des fournisseurs de service (75T)»	15 000,00
Expo-rencontre Contech ltée	Location d'emplacements au Salon Expo-Contech à Rimouski et à Sherbrooke	1 380,00
Expo-rencontre Contech ltée	Location d'emplacements au Salon Expo-Contech à Montréal	3 838,00
Hôtel Delta Québec	Rencontre du Forum des secrétaires de comités de sélection, le 16 novembre 2006	1 640,29
Institut canadien, L'	Conférence sur la gestion des réclamations et des litiges d'assurance invalidité, pour Lucien Turcotte, les 26 et 27 avril 2006	1 695,00
Softchoice corporation	Frais d'hébergement d'un an pour l'utilisation de la licence d'un logiciel de formation à distance	9 778,65

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GENERALE NUMERO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Vansnick, Jean-Claude	Honoraires d'un professeur de l'Université de Mons-Hainaut, Belgique, pour sa participation à 3 journées de travail pour la production et la présentation de 2 documents destinés à vulgariser et à expliquer différents éléments de la méthodologie à mettre en place dans le cadre de la réglementation sur les contrats des organismes publics	3 000,00
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Voyage à Vancouver, pour Marc Sarra-Bournet, du 7 au 12 mars 2007	1 035,32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ateliers de conversation anglaise de Québec, Les	Formation «Ateliers de conversation anglaise», pour Sylvie Grondin, le 20 février 2007	1 185,00
Banque Nationale du Canada	Hôtel Louvre Rivoli à Paris, pour Sylvie Grondin le 25 juin 2006	1 162,40
Banque Nationale du Canada	Hôtel Bristol à Strasbourg, pour Sylvie Grondin le 13 octobre 2006	1 174,52
Compu-Finder	Formation «Ingénierie des tableaux de bord», pour Mme Simard, les 19, 20 et 21 juin 2006	1 743,75
Conseillers en informatique d'affaires C.I.A. inc.	Services-conseils à l'équipe du Sous-secrétariat à la modernisation de l'État dans sa réflexion stratégique et l'accompagner dans la gestion du changement qui s'en suivra	5 000,00
Conseillers en informatique d'affaires C.I.A. inc.	Services-conseils à l'équipe du Sous-secrétariat à la modernisation de l'État et l'accompagner dans le cadre de l'élaboration de son offre de service	5 000,00
Desrosiers, Roger	Participation à l'examen du rôle et des activités des organismes du gouvernement désignés pour 2006-2007 au sein du groupe de travail et recommander au gouvernement des orientations et des mesures	23 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
École nationale d'administration publique	Formation «Leadership en action», pour Brigitte Guay, du 13 au 15 septembre 2006	2 025,00
École nationale d'administration publique	Formation «Une démarche méthodologique et stratégique», pour Brigitte Guay, les 5, 6 et 7 juin 2006	7 790,00
École nationale d'administration publique	Élaboration d'un questionnaire destiné aux ministères et aux organismes ayant pour objectif d'identifier les principaux éléments pouvant mesurer l'application de la Loi sur l'administration publique	17 500,00
École nationale d'administration publique	Réalisation d'une étude ayant pour but de décrire, de comparer et d'analyser les approches utilisées par différentes administrations de l'Organisation de coopération et de développement économiques lors de l'élaboration d'indicateurs de performance organisationnelle	22 500,00
Forum des responsables de la vérification interne	Aide à la réalisation de l'évènement «Grand prix du FRVI», 4e édition	1 000,00
Groupe-conseil CFC	Diffusion d'une formation intitulée «Programme de développement des habilités conseils»	24 750,00
Insight information co.	Formation pour Rémi Côté, le 19 septembre 2006	1 495,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Institut de la gestion financière de Québec IGF-Québec	Achat d'un forfait de groupe (5 places)	1 850,00
Institut des services axés sur les citoyens, L'	Accès à des statistiques	4 000,00
Institut des services axés sur les citoyens, L'	Cotisation de membre	20 000,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	2 158,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	2 191,20
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	2 739,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	2 772,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	3 361,50
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	3 369,80
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	3 486,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	3 590,58
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	3 733,34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	4 055,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	6 349,50
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	10 478,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	11 039,00
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	22 610,28
Marketing Léger Inc.	Collecte de données par des entrevues téléphoniques	1 316,38
Michèle Poirier & Associés inc.	Formation «Le sens politique, une habileté essentielle», pour Brigitte Guay, les 11 et 12 octobre 2006	1 180,00
Michèle Poirier & Associés inc.	Formation «L'intelligence terrain», pour Brigitte Guay, les 14 et 15 février 2007	1 195,00
Michèle Poirier & Associés inc.	Formation «Stratégie d'influence», pour Brigitte Guay, les 19 et 20 mars 2007	1 195,00
Musée national des beaux-arts du Québec	Réunion sur le positionnement du Sous-secrétariat à la modernisation de l'État, le 2 juin 2006	1 187,52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Nurun inc.	Développement d'un outil pour la collecte, le traitement et l'exploitation d'information de gestion ainsi qu'un système d'information basé sur les technologies du Web comprenant un extranet	22 540,00
Performance Institute, The	Service de consultation et de formation aux organisations publiques	1 395,00
Pricewaterhousecoopers inc.	Révision du projet de politique gouvernementale en matière de vérification interne	7 000,00
Ruel, Guy	Participation à l'examen du rôle et des activités des organismes du gouvernement désignés pour 2006-2007 au sein du groupe de travail et recommander au gouvernement des orientations et des mesures	22 572,00
Systèmes de formation et de gestion Perform inc., Les	Inscription au Forum World Health executive, pour Erick-Noël Bouchard, les 30, 31 octobre et 1er novembre 2006	3 995,00
Voghel, Sylvie	Participation à l'examen du rôle et des activités des organismes du gouvernement désignés pour 2006-2007 au sein du groupe de travail et recommander au gouvernement des orientations et des mesures	23 000,00
Voyages CAA	Voyage à Paris, pour Sylvie Grondin, du 8 au 15 décembre 2006	1 030,23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Voyages CAA	Voyage à Paris-Strasbourg, pour Sylvie Grondin, du 6 au 13 octobre 2006	1 552,53

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Académie de formation informatique inc.	Formation «Dreamweaver», pour Diane Marcoux, Marie-Hélène Bourassa et Édith Rodrigue, entre le 26 février et le 1er mars 2007	1 290,00
André Filion & Associés inc.	Colloque des jeunes fonctionnaires, pour Manon Savard, le 31 mai 2006	1 008,55
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Publicité "Équité salariale", octobre 2005	1 240,00
AVRH inc.	Formation de 2 jours concernant la méthode de résolution de problèmes basée sur les intérêts	4 126,00
Capitole de Québec inc., Le	Location d'une salle pour le Forum des jeunes de la fonction publique, le 24 mai 2007	1 500,00
Centre de documents semi-actifs	Renouvellement pour l'entreposage de cartouches au Centre de documents semi-actifs	3 240,43
Centre de documents semi-actifs	Renouvellement pour les services et l'entreposage de documents par le Centre de documents semi-actifs	24 086,02
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	Rédaction d'une revue de la littérature des méthodes et des données disponibles pouvant être utilisées pour évaluer la productivité du secteur public québécois et effectuer des comparaisons avec d'autres administrations	10 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Chartré, Martial	Membre d'un comité pour évaluer les emplois de complexité supérieure des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines à l'emploi du Secrétariat du Conseil du trésor	7 000,00
Comité patronal négociation pour les commissions scolaires Francophones	Coût de remplacement des tapis aux locaux situés sur la rue Stanley à Montréal	5 300,00
CSPQ - Direction générale des technologies de l'information et des communications	Entente de service pour développer et héberger l'application «Intranet en ressources humaines» dans les infrastructures technologiques	11 875,00
Després, Patrick	Service de graphisme «Prix reconnaissance 2006» pour le Forum des jeunes de la fonction publique	1 200,00
DGSAGIR - Direction générale des solutions affaires en gestion intégrée ressources	Facturation pour les systèmes informatisés du Centre de services partagés du Québec (SADE, SDE, GEREV, GR), du 1er avril 2006 au 31 mars 2007	5 040,00
DMR conseil, une division de Fujitsu conseil Canada inc.	Conseils dans le cadre de l'environnement informationnel ministériel et l'établissement de l'entente de services entre le Secrétariat du Conseil du trésor et le Centre de services partagés du Québec	24 750,00
Dolbec transport	Service de déménagement (commandes sur un contrat ouvert)	59 148,13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
École nationale d'administration publique	Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique, pour Mélanie Boyer et Stéphane Delisle, le 31 mai 2006	1 000,00
École nationale d'administration publique	Formation «APS-Développement», pour France Gendron, les 22 et 23 novembre 2006	1 575,00
G.A.R. Services alimentaires	Paieement des journaux du Secrétariat du Conseil du trésor, de juillet 2006 à mars 2007	6 000,00
Groupe LGS inc.	Analyse et recommandation d'une solution d'affaires et technologique pour assurer la mise à jour du Recueil des politiques de gestion	20 000,00
Hôtel Delta Québec	Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1 470,00
Hôtel Delta Québec	Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	11 663,25
Hôtel Palace Royal	Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1 017,25
Improcible Communication théâtrale inc.	Service de communication pour le Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, le 1er juin 2006	3 490,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Institut de la Gestion Financière de Québec IGF-Québec	Achat d'un forfait de groupe (8 places)	2 960,00
International Finance Services	Frais d'annulation de la conférence sur le partenariat public-privé de l'automne 2003	9 184,21
Joseph Clermont inc.	Service d'impression et de montage de 65 cartables pour l'étude des crédits	1 722,50
Karo publicité	Service de publicité pour 300 tasses, 200 porte-cartes portant le logo du Forum des jeunes de la fonction publique	1 237,50
Karo publicité	Service de publicité pour 300 porte-documents, 150 lanières plates portant le logo du Forum des jeunes de la fonction publique	4 672,50
K2 Impressions inc.	Service d'impression pour des dépliants «Forum des jeunes de la fonction publique»	1 275,00
Ministre des finances du Québec (Forums de concertation en administration)	Financement du forum des communications 2006-2007	22 000,00
Momentum Technologies inc.	Support technique dans l'analyse et la résolution de problèmes de performance au niveau du serveur de base de données et du serveur d'applications Oracle	15 960,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Productions vidéo Sonex, Les	Service d'organisation d'événements pour le Colloque du Forum des jeunes de la fonction publique, le 1er juin 2006	1 720,00
Prospection inc.	Réalisation d'un site intranet pour la directrice des Ressources humaines	5 390,00
Saisonnier, Le	Tenue d'une rencontre de direction pour favoriser le travail en équipe	2 474,15
Solutions innovatrices Sinapse inc.	Réalisation de différents dossiers pour le directeur général de l'administration	24 500,00
Solutions innovatrices Sinapse inc.	Réalisation de travaux concernant la révision et l'élaboration des processus de travail visant les acquisitions et l'octroi des droits d'accès de la clientèle de la Direction de la planification et de la coordination	24 650,00
Technogestion inc.	Représentant auprès de la Direction générale des technologies de l'information et des communications pour les activités technologiques et administratives prises en charge par cette dernière	24 640,00
Transport Interbourg inc.	Service de déménagement, du 6 au 21 juin 2006	3 986,38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10		
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Université Laval	Formation au programme de certification universitaire en gestion de projets, pour Frédéric Wells, du 13 octobre 2006 au 17 février 2007	1 800,00
Université Laval	Formation au programme de certification universitaire en gestion de projets, pour Frédéric Wells, du 13 octobre 2006 au 17 février 2007	4 800,00
Versalys formation - Entreprises Bigknowledge inc.	Automatisation de la table des matières concernant le document "Manuel d'organisation de projet" et assurer un support d'accompagnement pour les mises à jour des versions ultérieures du document	2 145,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 11

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme, le mandat et le résultat (rapport ou document final), le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 12

Pour le cabinet ministériel, le montant pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation, les téléavertisseurs, le mobilier de bureau, les distributeurs d'eau de source, le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement, le remboursement des frais de repas, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec et à l'extérieur du Québec

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDES GÉNÉRALES NUMÉRO 13

Pour la direction générale du ministère, le montant global pour l'année 2006-2007 des dépenses suivantes : la photocopie, la téléphonie cellulaire (achat et coût d'utilisation), les téléavertisseurs, le mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation), le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement et de repas, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement au Québec et à l'extérieur du Québec

OBJET	COÛT
Photocopie	180 950,46
Téléphonie cellulaire (achat et coût d'utilisation)	83 983,00
Téléavertisseur	98,40
Mobilier de bureau	67 873,99
Distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation)	8 778,91
Remboursement des frais de transport, hébergement et repas	109 998,13
Participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	235 640,22
- Extérieur du Québec	18 201,86

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 14A Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 : pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme 35 ANS ET PLUS																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41	11,68	14	3,99	41	11,68	15	4,27
Professionnels	0	0	1	0,28	4	1,14	2	0,57	2	0,57	0	0	0	0	1	0,28	83	23,65	73	20,80	103	29,34	85	24,22
Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	1,71	35	9,97	7	1,99	42	11,97
Personnel de bureau	0	0	0	0	0	0	1	0,28	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,28	52	14,81	1	0,28	57	16,24
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	0,28	4	1,14	3	0,85	2	0,57	0	0	0	0	1	0,28	131	37,32	174	49,57	152	43,30	199	56,70
TOTAL : 351																								

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 20 mars 2007

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 14B																								
Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 : pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme																								
MOINS DE 35 ANS																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	41	11,68	15	4,27
Professionnels	0	0	0	0	1	0,28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	5,60	12	3,42	103	29,34	85	24,22
Techniciens	0	0	0	0	1	0,28	0	0	0	0	1	0,28	0	0	0	0	1	0,28	7	1,99	7	1,99	42	11,97
Personnel de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	1,42	1	0,28	57	16,24
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	2	0,57	0	0	0	0	1	0,28	0	0	0	0	21	5,98	25	7,12	152	43,30	199	56,70
TOTAL : 351																								

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 20 mars 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15A												
A chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : nombre total de jours de maladie pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	9,5	9,5	6,5	3,5	9,0	3,0	7,5	2,5	11,5	24,0	10,5	0
Professionnels	78,5	110,5	71,5	55,5	74,0	45,5	93,5	106,5	122,5	161,0	103,0	27,5
Personnel de bureau et techniciens	123,5	114,5	88,5	63,0	66,0	83,0	91,5	117,5	95,0	137,0	111,0	28,0
Ouvrier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres catégories *												
TOTAL	211,5	234,5	166,5	122,0	149,0	131,50	192,50	226,50	229,0	322,0	224,50	55,50

* Autres catégories comprend : agents de la paix et autres

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2006-2007, au 16 mars 2007

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15B				
A chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)				
MOIS	PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
Avril	196,81	133,25	65,66	43,50
Mai	259,19	117,65	45,40	71,75
Juin	126,31	123,32	52,33	60,50
Juillet	38,91	56,00	27,08	14,50
Août	49,50	30,25	24,25	24,75
Septembre	108,30	250,81	59,08	74,66
Octobre	135,49	237,46	79,33	67,41
Novembre	223,94	191,04	147,51	69,23
Décembre	77,45	74,00	39,74	19,25
Janvier	83,94	69,25	33,50	10,00
Février	71,89	66,75	43,66	48,00
Mars	4,00	13,00	---	---
TOTAL	1 375,73	1 362,78	617,64	503,55

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2006-2007, au 16 mars 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15C												
A chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	26,5	58,5	77,0	303,5	358,5	143,5	116,5	12,5	112,0	129,0	34,0	33,0
Professionnels	111,0	154,5	330,0	1 045,5	1 447,5	214,5	138,0	86,0	314,5	361,5	131,0	63,0
Personnel de bureau et techniciens	97,5	70,5	227,5	737,0	843,0	145,5	121,5	64,0	198,5	202,5	68,5	74,5
Autres catégories *	0	0	2,0	7,0	2,0	0	14,0	0	11,0	12,0	12,0	36,0
TOTAL	235,0	283,50	636,50	2093,0	2651,0	503,50	390,0	162,50	636,0	705,0	245,5	206,5

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2006-2007, au 16 mars 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15D												
A chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : nombre de plaintes pour harcèlement psychologique												
	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
						2						

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
010 - Culture et Communications	Bas-Saint-Laurent	23	23	21
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	24	24	22
	Capitale-Nationale	400	392	308
	Mauricie	24	23	20
	Estrie	9	9	6
	Montréal	138	135	94
	Outaouais	22	21	16
	Abitibi-Témiscamingue	16	16	13
	Côte-Nord	7	9	7
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	5	6
	Chaudière-Appalaches	5	5	5
	Laurentides	8	8	9
	Montréal	7	7	9
	Indéterminée		1	1
030 - Relations internationales	Capitale-Nationale	325	313	302
	Montréal	18	16	11
	Hors-Québec	46	40	45
	Indéterminée	7	9	10
040- Services gouvernementaux	Capitale-Nationale		260	131
	Montréal		4	5
050 - Affaires municipales et régions	Bas-Saint-Laurent	5	9	8
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	8	7
	Capitale-Nationale	445	402	393
	Mauricie	20	7	7
	Estrie	5	8	8
	Montréal	96	92	80
	Outaouais	5	8	8
	Abitibi-Témiscamingue	5	7	7
	Côte-Nord	4	8	8
	Nord-du-Québec		3	4
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	7	7
	Chaudière-Appalaches		4	4
	Laval	3	2	
	Lanaudière		1	5
	Laurentides		3	
	Montréal		2	1
	Centre-du-Québec		5	5
055 - Immigration et Communautés culturelles	Bas-Saint-Laurent	5		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	12	1	2
	Capitale-Nationale	160	39	35
	Mauricie	14	5	5
	Estrie	29	20	21
	Montréal	764	732	714
	Outaouais	26	17	16
	Abitibi-Témiscamingue	8	1	1
	Côte-Nord	8		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6		
	Chaudière-Appalaches	6		
	Laval	35	25	23
	Lanaudière	4		
	Laurentides	5		
	Montréal	46	24	22
	Centre-du-Québec	4		
	Indéterminée			5
060 - Santé et Services sociaux	Capitale-Nationale	665	636	626
	Montréal	39	36	33
	Indéterminée	2	1	
063 - Régie des rentes du Québec	Bas-Saint-Laurent	5	5	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	4	5
	Capitale-Nationale	885	901	894
	Mauricie	5	4	13
	Estrie	5	5	4
	Montréal	148	158	155
	Outaouais	5	5	5
	Abitibi-Témiscamingue	1	2	3
	Centre-du-Québec	5		6
	Indéterminée		6	
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	Capitale-Nationale	1 181	1 135	1 103
	Montréal	112	111	110

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1 ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
065 - Famille, Aînés et Condition féminine	Bas-Saint-Laurent		1	1
	Saguenay-Lac-Saint-Jean		2	2
	Capitale-Nationale		148	144
	Montréal		156	151
	Outaouais		2	2
	Laval		27	27
	Montérégie		34	32
	Indéterminée		1	
075 - Travail	Capitale-Nationale	178	155	71
	Montréal	64	61	49
080 - Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Bas-Saint-Laurent	171	169	159
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	47	45	46
	Capitale-Nationale	795	777	755
	Mauricie	41	38	41
	Estrie	54	50	50
	Montréal	37	31	30
	Outaouais	37	34	32
	Abitibi-Témiscamingue	36	35	33
	Côte-Nord	21	18	18
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	89	86	80
	Chaudière-Appalaches	91	87	83
	Laval	12	12	11
	Lanaudière	48	47	43
	Laurentides	40	39	38
	Montérégie	302	297	290
	Centre-du-Québec	77	69	69
095 - Sécurité publique	Bas-Saint-Laurent	84	87	89
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	124	124	129
	Capitale-Nationale	1 250	1 251	1 194
	Mauricie	155	153	148
	Estrie	149	150	150
	Montréal	1 557	1 573	1 523
	Outaouais	177	169	164
	Abitibi-Témiscamingue	101	102	97
	Côte-Nord	99	99	93
	Nord-du-Québec	2	1	
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75	72	71
	Chaudière-Appalaches	6	9	7
	Laval	25	22	25
	Lanaudière	25	24	27
	Laurentides	267	261	267
	Montérégie	195	194	196
	Centre-du-Québec	7	7	7
	Indéterminée	1		
140 - Conseil exécutif	Capitale-Nationale	375	370	526
	Montréal	9	10	37
	Outaouais	1	1	
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1
	Hors-Québec	9	7	6
	Indéterminée			1
160 - Conseil du trésor	Bas-Saint-Laurent	2	2	
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	
	Capitale-Nationale	730	455	357
	Mauricie	3	3	
	Estrie	1	1	
	Montréal	20	17	
	Outaouais	2	2	
	Côte-Nord	1	1	
	Indéterminée	1		
	Hors-Québec		1	
188 - Bur. de déc. et rév. val.	Montréal			10
206 - Commission des biens culturels du Québec	Capitale-Nationale	3	4	4
210 - Finances	Capitale-Nationale	657	632	605
	Montréal	1		
	Indéterminée	2	2	2
214 - Conseil des relations interculturelles	Montréal	6	6	6

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
224 - Conseil science et technologie	Capitale-Nationale Montréal	13 2	14	15 2
228 - Organismes conseils	Capitale-Nationale Montréal Indéterminée	44 33 1	48 26 1	43 10
238 - Conseil supérieur de l'éducation	Capitale-Nationale Montréal	28 1	28 1	30 1
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Capitale-Nationale	439	436	432
246 - Dir. Poursuites crimm. et pénales	Bas-Saint-Laurent Saguenay-Lac-Saint-Jean Capitale-Nationale Mauricie Estrie Montréal Outaouais Abitibi-Témiscamingue Côte-Nord Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Chaudière-Appalaches Laval Lanaudière Laurentides Montérégie Centre-du-Québec			5 7 46 7 6 48 10 7 3 4 4 3 4 9 25 4
247 - Commissaire au lobbyisme	Capitale-Nationale	19	21	19
267 - Commissaire	Capitale-Nationale Montréal	19 10	19 15	20 12
274 - Commission évaluation enseignement collégial	Capitale-Nationale	28	26	26
278 - Commission de l'équité salariale	Capitale-Nationale Montréal	49 8	41 12	37 11
280 - Développement économique, Innovation et Exportation	Bas-Saint-Laurent Saguenay-Lac-Saint-Jean Capitale-Nationale Mauricie Estrie Montréal Outaouais Abitibi-Témiscamingue Côte-Nord Nord-du-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Chaudière-Appalaches Laval Lanaudière Laurentides Montérégie Centre-du-Québec Indéterminée	15 13 604 15 16 249 13 13 11 5 13 16 8 11 14 27 12 8	12 10 496 11 12 219 10 10 8 2 9 14 8 11 11 26 12 8	13 11 471 11 12 210 9 8 8 2 8 14 7 9 10 23 12
285 - Commission des relations du travail	Capitale-Nationale Montréal	41 70	42 68	43 68
289 - Conseil de la magistrature	Capitale-Nationale Montréal	3 1	3 1	3 1
293 - Coroner	Capitale-Nationale Montréal	35 14	35 13	31 13
313 - Agence de l'efficacité énergétique	Capitale-Nationale Montréal	29 1	28 1	28 1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	Bas-Saint-Laurent	42	40	43
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	62	61	62
	Capitale-Nationale	1 845	1 775	1 784
	Mauricie	42	40	40
	Estrie	39	38	37
	Montréal	279	295	293
	Outaouais	42	43	38
	Abitibi-Témiscamingue	45	45	42
	Côte-Nord	17	17	17
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	53	50	48
	Chaudière-Appalaches	47	44	44
	Laval	66	39	43
	Lanaudière	10	11	12
	Laurentides	26	24	23
	Montréal	153	145	146
	Centre-du-Québec	13	15	13
	Indéterminée	1	4	1
323 - Institut de la statistique du Québec	Capitale-Nationale	156	157	167
	Montréal	27	37	36
	Lanaudière	11		
	Indéterminée	1		
328 - Commission protection du territoire agricole du Québec	Capitale-Nationale	56	52	48
	Montréal	45	44	47
343 - Services Québec	Bas-Saint-Laurent		5	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean		11	11
	Capitale-Nationale		113	185
	Mauricie		9	9
	Estrie		8	6
	Montréal		18	16
	Outaouais		6	6
	Abitibi-Témiscamingue		9	8
	Côte-Nord		8	8
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		6	6
	Chaudière-Appalaches		6	6
	Laval		9	10
	Lanaudière		4	4
	Laurentides		7	7
	Montréal		20	20
	Centre-du-Québec		4	3
	Indéterminée		1	
344 - Office de la protection du consommateur	Bas-Saint-Laurent	1	1	1
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	6	5
	Capitale-Nationale	44	42	38
	Mauricie	4	5	4
	Estrie	3	3	3
	Montréal	34	33	30
	Outaouais	3	3	3
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	1	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
	Laurentides	3	3	3
	Indéterminée			
347 - Centre de services services partagés du Québec	Bas-Saint-Laurent			3
	Saguenay-Lac-Saint-Jean			2
	Capitale-Nationale			1 007
	Mauricie			3
	Estrie			1
	Montréal			48
	Outaouais			2
	Abitibi-Témiscamingue			1
	Côte-Nord			1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
350 - Éducation, Loisir et Sport	Bas-Saint-Laurent	10	11	9
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	11	10	10
	Capitale-Nationale	1 081	1 103	1 040
	Mauricie	10	23	25
	Estrie	11	13	11
	Montréal	125	121	118
	Outaouais	11	11	10
	Abitibi-Témiscamingue	8	11	9
	Côte-Nord	7	9	9
	Laurentides	16	14	13
	Montréal	12	12	14
	Indéterminée	1	1	
352 - Régie du cinéma	Montréal	47	50	45
360 - Office des professions du Québec	Capitale-Nationale	37	37	36
367 - Régie du bâtiment du Québec	Bas-Saint-Laurent	13	12	12
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	15	16	12
	Capitale-Nationale	88	90	89
	Mauricie	16	14	12
	Estrie	19	19	19
	Montréal	105	103	99
	Outaouais	11	12	11
	Abitibi-Témiscamingue	6	5	4
	Côte-Nord	4	3	3
	Laval	53	53	51
369 - Registraire des entreprises	Capitale-Nationale	173	158	121
	Montréal	21	24	23
	Indéterminée	1		
370 - Assemblée nationale	Capitale-Nationale	471	480	535
	Montréal			1
	Indéterminée	8	10	10
374 - Vérificateur général	Capitale-Nationale	173	174	191
	Montréal	52	52	52
380 - Développement durable, Environnement et Parcs	Bas-Saint-Laurent	41	41	40
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	44	38	39
	Capitale-Nationale	1 002	969	944
	Mauricie	37	38	37
	Estrie	42	40	35
	Montréal	69	67	65
	Outaouais	35	35	34
	Abitibi-Témiscamingue	41	40	37
	Côte-Nord	31	32	32
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	21	23	21
	Chaudière-Appalaches	78	82	78
	Laval	41	40	40
	Lanaudière	32	35	34
	Laurentides	44	47	49
	Montréal	105	112	112
	Centre-du-Québec	37	34	33
386 - Régie des alcools, courses et jeux	Capitale-Nationale	84	68	68
	Montréal	110	83	87
390 - Sûreté du Québec	Bas-Saint-Laurent	7	7	7
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	8	6	5
	Capitale-Nationale	39	40	42
	Mauricie	11	10	8
	Estrie	9	7	7
	Montréal	569	603	568
	Outaouais	9	7	7
	Abitibi-Témiscamingue	6	4	4
	Côte-Nord	7	6	5
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
	Chaudière-Appalaches	1		
	Laval	2	2	2
	Lanaudière	11	11	9
	Laurentides	3	3	3
	Montréal	13	12	16
	Indéterminée	19	20	18

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
392 - Régie marchés agric. & aliment. du Québec	Montréal	26	25	27
	Chaudière-Appalaches	12	12	12
	Lanaudière	1	1	1
	Monterégie	1	1	1
	Centre-du-Québec	1	1	1
400 - Justice	Bas-Saint-Laurent	45	45	38
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	55	55	47
	Capitale-Nationale	873	884	829
	Mauricie	61	60	51
	Estrie	64	62	48
	Montréal	676	651	582
	Outaouais	70	66	58
	Abitibi-Témiscamingue	51	45	43
	Côte-Nord	26	26	22
	Nord-du-Québec	1	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	27	27	23
	Chaudière-Appalaches	29	28	25
	Laval	37	36	33
	Lanaudière	54	49	44
	Laurentides	92	88	78
	Monterégie	217	219	185
	Centre-du-Québec	28	26	23
	Indéterminée	2	1	
402 - Comité de déontologie policière	Capitale-Nationale	11	10	10
	Montréal	7	8	6
408 - Commission d'accès à l'information	Capitale-Nationale	39	39	33
	Montréal	8	7	6
411 - Commissaire de l'industrie de la construction	Capitale-Nationale	5	5	5
	Montréal	4	4	4
414 - Commission des lésions professionnelles	Bas-Saint-Laurent	3	2	4
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	8	8	10
	Capitale-Nationale	93	89	89
	Mauricie	11	11	13
	Estrie	12	12	12
	Montréal	152	146	137
	Outaouais	8	8	9
	Abitibi-Témiscamingue	8	8	9
	Côte-Nord	3	3	3
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	8	8
	Chaudière-Appalaches	20	20	20
	Laval	7	7	7
	Lanaudière	21	20	18
	Laurentides	22	22	23
	Monterégie	39	40	42
	Centre-du-Québec	9	9	11
	Indéterminée	2	2	3
425 - Commission québécoise libérations conditionnelles	Capitale-Nationale	20	19	22
	Montréal	9	7	11
	Chaudière-Appalaches			1
430 - Commission de la fonction publique	Capitale-Nationale	33	31	28
	Indéterminée	1	1	1
440 - Revenu	Bas-Saint-Laurent	89	93	83
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	81	76	69
	Capitale-Nationale	2 242	2 223	2 240
	Mauricie	122	103	71
	Estrie	95	72	84
	Montréal	1 616	1 650	1 671
	Outaouais	79	89	85
	Abitibi-Témiscamingue	48	30	49
	Côte-Nord	30	28	32
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	23	23
	Laval	302	324	336
	Lanaudière	1		
	Monterégie	327	344	338
	Hors-Québec	27	29	30
	Indéterminée	2		2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
450 - Tribunal administratif du Québec	Capitale-Nationale	123	112	114
	Montréal	122	121	124
505 - Conseil de gestion de l'assurance parentale	Capitale-Nationale		10	10
510 - Régie du logement	Bas-Saint-Laurent	6	6	7
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	4
	Capitale-Nationale	25	23	24
	Mauricie	7	5	5
	Estrie	5	4	5
	Montréal	109	107	112
	Outaouais	3	3	3
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	2	2	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	2	2
	Chaudière-Appalaches	1	1	1
	Laval	10	8	9
	Lanaudière	1	1	1
	Laurentides	4	4	4
	Montréal	22	22	22
	Centre-du-Québec	1	2	2
	Indéterminée	1	1	1
520 - La Financière agricole du Québec	Bas-Saint-Laurent	28	29	29
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	15	14	12
	Capitale-Nationale	127	14	16
	Mauricie	14	14	13
	Estrie	23	22	22
	Outaouais	11	11	10
	Abitibi-Témiscamingue	10	11	11
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	2	2
	Chaudière-Appalaches	178	290	290
	Lanaudière	22	22	21
	Laurentides	6	6	5
	Montréal	83	77	74
	Centre-du-Québec	31	31	29
	Indéterminée		1	1
538 - Office personnes handicapées du Québec	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	2	1
	Capitale-Nationale	12	12	12
	Mauricie	3	6	5
	Estrie	3	3	2
	Montréal	20	18	15
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	4	3	3
	Côte-Nord	4	3	
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	1	1
	Lanaudière	1	2	1
	Laurentides	2	3	2
	Montréal			4
	Centre-du-Québec	70	73	72
	Indéterminée	1		
547 - Institut de tourisme & d'hôtellerie du Québec	Montréal	138	133	127
	Indéterminée	1		
560 - Curateur public	Bas-Saint-Laurent	4	4	4
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	3	3
	Capitale-Nationale	40	40	42
	Mauricie	10	7	8
	Estrie	5	6	6
	Montréal	374	387	336
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Laurentides	24	26	33
	Laval			1
	Montréal	30	31	34
	Centre-du-Québec	3	2	2
	Indéterminée			1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
600 - Ressources naturelles et Faune	Bas-Saint-Laurent	15	58	61
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	28	78	91
	Capitale-Nationale	1 121	1 271	1 050
	Mauricie	17	67	70
	Estrie	1	31	31
	Montréal	24	26	25
	Outaouais	13	69	79
	Abitibi-Témiscamingue	43	101	110
	Côte-Nord	24	77	79
	Nord-du-Québec	5	38	41
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	48	51
	Chaudière-Appalaches	1	40	45
	Lanaudière	3	22	27
	Laurentides	5	53	58
	Montérégie		46	49
	Centre-du-Québec		10	11
630 - Directeur général des élections	Capitale-Nationale	170	174	172
	Montréal	3	2	2
	Indéterminée	7	9	10
660 - Conseil du statut de la femme	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	2
	Capitale-Nationale	31	34	30
	Mauricie	1	1	1
	Estrie	2	1	1
	Montréal	5	4	4
	Outaouais	2	1	2
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	2	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1		1
	Laval	2	1	1
	Lanaudière	1	1	1
	Montérégie	2	2	2
	Centre-du-Québec	1		
690 - Conseil supérieur de la langue française	Capitale-Nationale	14	13	13
	Montréal	2	1	
700 - Emploi et Solidarité sociale	Bas-Saint-Laurent	86	81	166
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	113	107	200
	Capitale-Nationale	1 482	1 327	1 611
	Mauricie	158	153	249
	Estrie	103	95	180
	Montréal	562	359	855
	Outaouais	109	99	178
	Abitibi-Témiscamingue	66	101	177
	Côte-Nord	37	36	78
	Nord-du-Québec	12	12	30
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	120	119	183
	Chaudière-Appalaches	90	89	177
	Laval	113	101	156
	Lanaudière	122	116	211
	Laurentides	151	141	254
	Montérégie	383	337	592
	Centre-du-Québec	74	72	131
	Indéterminée			2
702 - Commission des normes du travail	Bas-Saint-Laurent	5	5	7
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	10	9	9
	Capitale-Nationale	171	175	207
	Mauricie	11	10	15
	Estrie	10	11	13
	Montréal	156	151	166
	Outaouais	8	7	10
	Abitibi-Témiscamingue	4	4	4
	Côte-Nord	3	4	4
	Chaudière-Appalaches	9	6	9
	Laval	13	15	17
	Lanaudière	10	11	12
	Laurentides	10	6	15
	Montérégie	26	26	32
	Indéterminée	82	83	4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1 ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
703 - Commission santé et sécurité du travail	Bas-Saint-Laurent	66	65	63
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	93	96	91
	Capitale-Nationale	1 199	1 197	1 152
	Mauricie	118	118	116
	Estrie	97	94	98
	Montréal	896	928	896
	Outaouais	70	68	65
	Abitibi-Témiscamingue	81	79	79
	Côte-Nord	49	53	46
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	43	42	41
	Chaudière-Appalaches	120	120	118
	Laval	109	106	109
	Lanaudière	114	116	117
	Laurentides	116	116	117
	Montérégie	355	366	351
	Indéterminée	31	23	40
710 - Office québécois de la langue française	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	2
	Capitale-Nationale	90	85	86
	Mauricie	3	3	3
	Estrie	2	2	2
	Montréal	142	142	137
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Indéterminée	2		1
730 - Société d'habitation du Québec	Capitale-Nationale	295	300	296
	Montréal	57	57	54
	Indéterminée	1		
801 - Fonds aide à l'action communautaire autonome	Capitale-Nationale	20	18	23
	Montréal	1	1	
802 - Fonds forestier	Bas-Saint-Laurent	82	81	78
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	91	94	83
	Capitale-Nationale	335	329	465
	Mauricie	63	62	64
	Estrie	12	9	9
	Montréal	23	24	23
	Outaouais	87	84	74
	Abitibi-Témiscamingue	121	123	116
	Côte-Nord	73	73	68
	Nord-du-Québec	31	30	30
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	52	53	49
	Chaudière-Appalaches	19	18	17
	Lanaudière	31	31	30
	Laurentides	40	41	38
	Montérégie	4	4	2
	Centre-du-Québec	2	2	2
807 - Fonds conservation et amélioration du réseau routier	Bas-Saint-Laurent	148	147	151
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	109	107	108
	Capitale-Nationale	509	493	492
	Mauricie	101	100	97
	Estrie	86	87	87
	Montréal	142	157	165
	Outaouais	90	87	85
	Abitibi-Témiscamingue	83	79	85
	Côte-Nord	77	72	73
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12	12	11
	Chaudière-Appalaches	134	138	131
	Laval	75	76	75
	Lanaudière	4	4	4
	Laurentides	90	92	91
	Montérégie	195	195	203
	Centre-du-Québec	28	28	21
808 - Fonds de perception	Capitale-Nationale	280	273	256
	Montréal	246	241	233
	Outaouais	28	28	31
	Laval	169	197	194
	Montérégie	74	77	76
810 - Fonds information gouvernementale	Capitale-Nationale	121	111	
	Montréal	3	2	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
812 - Fonds des services de police	Bas-Saint-Laurent	47	46	47
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	37	38	37
	Capitale-Nationale	70	65	59
	Mauricie	37	43	40
	Estrie	41	40	39
	Montréal	194	196	216
	Outaouais	30	29	27
	Abitibi-Témiscamingue	42	40	39
	Côte-Nord	40	40	37
	Nord-du-Québec	3	4	4
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	20	19
	Chaudière-Appalaches	21	23	22
	Lanaudière	66	65	67
	Laurentides	21	20	20
	Montérégie	84	88	119
	Centre-du-Québec	23	20	19
	Indéterminée	94	89	60
813 - Fonds québécois d'initiatives sociales	Capitale-Nationale	9	5	4
814 - Fonds de partenariat touristique	Capitale-Nationale	84	137	129
	Montréal	121	150	144
815 - Fonds de développement du marché du travail	Bas-Saint-Laurent	93	91	
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	116	107	
	Capitale-Nationale	269	248	
	Mauricie	112	109	
	Estrie	87	84	
	Montréal	536	506	
	Outaouais	100	87	
	Abitibi-Témiscamingue	66	61	
	Côte-Nord	54	47	
	Nord-du-Québec	13	14	
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	73	72	
	Chaudière-Appalaches	109	104	
	Laval	82	80	
	Lanaudière	113	109	
	Laurentides	131	127	
	Montérégie	308	287	
	Centre-du-Québec	75	73	
816 - Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	1	
	Capitale-Nationale	2	2	
	Mauricie	1	1	
	Estrie	1	1	
	Montréal	28	24	19
	Outaouais	1	1	
	Abitibi-Témiscamingue	1	1	
	Côte-Nord	1	1	
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	
	Laval	1	1	
	Lanaudière	1	1	
	Laurentides	1	1	
	Montérégie	3	3	
	Centre-du-Québec	1	1	
	Indéterminée	1		
819 - Fonds développement régional	Capitale-Nationale	2		
820 - Fonds de gestion de l'équipement roulant	Bas-Saint-Laurent	13	12	12
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	6	5
	Capitale-Nationale	78	77	82
	Mauricie	10	9	9
	Estrie	13	13	13
	Montréal	18	17	14
	Outaouais	4	3	3
	Abitibi-Témiscamingue	14	13	14
	Côte-Nord	4	4	5
	Nord-du-Québec	2	1	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	8	7
	Chaudière-Appalaches	19	18	16
	Laval			1
	Lanaudière	3	2	2
	Laurentides	13	11	10

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1 ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
	Montréal	23	17	18
	Centre-du-Québec	7	6	5
824 - Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	Capitale-Nationale	17	15	28
829 - Fonds de l'état civil	Capitale-Nationale	99	93	95
	Montréal	29	27	27
830 - Commission des transports du Québec	Capitale-Nationale	67	67	66
	Montréal	81	76	72
850 - Transports	Bas-Saint-Laurent	89	80	77
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	79	73	68
	Capitale-Nationale	1 009	975	910
	Mauricie	63	61	55
	Estrie	89	86	78
	Montréal	330	301	272
	Outaouais	78	73	66
	Abitibi-Témiscamingue	108	102	99
	Côte-Nord	74	75	70
	Nord-du-Québec	25	25	23
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	79	75	75
	Chaudière-Appalaches	147	142	139
	Laval	33	32	31
	Lanaudière	58	52	48
	Laurentides	87	85	81
	Montréal	206	191	182
	Centre-du-Québec	75	61	60
	Indéterminée			1
852 - Faunes et Parcs	Bas-Saint-Laurent	45		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	51		
	Capitale-Nationale	258		
	Mauricie	53		
	Estrie	33		
	Montréal	1		
	Outaouais	60		
	Abitibi-Témiscamingue	62		
	Côte-Nord	53		
	Nord-du-Québec	35		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	40		
	Chaudière-Appalaches	37		
	Lanaudière	21		
	Laurentides	48		
	Montréal	44		
	Centre-du-Québec	10		
865 - Fonds d'information géographique	Capitale-Nationale	19	16	13
871 - Compte de gestion de la TPS	Bas-Saint-Laurent	10	11	15
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	8	17
	Capitale-Nationale	459	490	420
	Mauricie	25	40	66
	Estrie	7	30	16
	Montréal	319	322	300
	Outaouais	9	7	
	Abitibi-Témiscamingue	10	24	1
	Côte-Nord	5	5	
	Laval	97	83	62
	Montréal	109	74	64
	Indéterminée	1		
872 - Fonds du BAVAC	Capitale-Nationale	1	1	4
	Montréal	13	1	
873 - FSG - service aérien gouvernemental	Capitale-Nationale			159
874 - Fonds de financement	Capitale-Nationale	1	12	15
875 - Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger	Capitale-Nationale	4	4	
878 - Fonds des registres du min.de la justice	Capitale-Nationale	6	9	8
	Montréal	116	127	124
	Laval	1	1	1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A1				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Région	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
879 - Fonds services gouvernementaux	Bas-Saint-Laurent	2	2	
	Capitale-Nationale	812	823	
	Montréal	28	31	
889 - Fonds des pensions alimentaires	Capitale-Nationale	236	238	250
	Montréal	205	192	195
890 - Fonds de l'information foncière	Bas-Saint-Laurent	5	3	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	4	3
	Capitale-Nationale	247	235	221
	Mauricie	11	10	10
	Estrie	18	17	15
	Montréal	60	57	55
	Outaouais	8	8	8
	Abitibi-Témiscamingue	5	5	3
	Côte-Nord	1		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	6	3
	Chaudière-Appalaches	4	4	4
	Laval	3	3	2
	Lanaudière	7	7	4
	Laurentides	33	32	30
	Montréal	17	15	14
	Centre-du-Québec	3	1	1
896 - Secrétariat à la politique linguistique	Capitale-Nationale	9	9	9
TOTAL		58 739	57 726	56 518

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
010-Culture et Communications	Haute direction	6	5	5
	Cadre supérieur	49	54	46
	Professionnel	254	252	192
	Enseignant	126	123	116
	Technicien	131	130	90
	Personnel de bureau	113	108	85
	Ouvrier	9	6	3
030-Relations internationales	Haute direction	16	17	18
	Cadre supérieur	54	52	55
	Professionnel	186	173	157
	Technicien	61	61	62
	Personnel de bureau	78	74	75
	Ouvrier	1	1	1
040-Services gouvernementaux	Haute direction		2	2
	Cadre supérieur		19	13
	Professionnel		126	74
	Technicien		76	30
	Personnel de bureau		41	17
050-Affaires municipales et régions	Haute direction	24	20	16
	Cadre supérieur	48	48	52
	Professionnel	308	311	297
	Technicien	108	99	98
	Personnel de bureau	106	95	85
	Ouvrier	3	3	4
055-Immigration et Communautés culturelles	Haute direction	5	3	3
	Cadre supérieur	60	47	47
	Professionnel	374	298	299
	Enseignant	127	120	110
	Technicien	227	178	177
	Personnel de bureau	337	218	208
	Ouvrier	2		
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	8	7	9
	Cadre supérieur	60	60	56
	Professionnel	412	397	380
	Technicien	79	82	81
	Personnel de bureau	146	126	132
	Ouvrier	1	1	1
063-Régie des rentes du Québec	Haute direction	4	4	4
	Cadre supérieur	52	52	48
	Professionnel	408	402	394
	Technicien	200	198	212
	Personnel de bureau	396	431	429
	Ouvrier	3	3	3
064-Régie de l'assurance maladie du Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	68	70	75
	Professionnel	441	456	470
	Technicien	349	380	359
	Personnel de bureau	429	336	305
	Ouvrier	5	3	3
065-Famille, Aînés, Condition féminine	Haute direction		6	6
	Cadre supérieur		22	19
	Professionnel		193	185
	Technicien		87	89
	Personnel de bureau		63	60
075-Travail	Haute direction	4	1	3
	Cadre supérieur	13	14	7
	Professionnel	110	99	62
	Technicien	65	56	21
	Personnel de bureau	49	45	27
	Ouvrier	1	1	
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	7	9	10
	Cadre supérieur	122	124	111
	Professionnel	712	684	658
	Enseignant	110	113	113
	Technicien	616	596	607
	Personnel de bureau	275	260	235
	Ouvrier	56	48	44

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
095-Sécurité publique	Haute direction	7	11	7
	Cadre supérieur	332	341	340
	Professionnel	778	771	756
	Technicien	213	215	219
	Personnel de bureau	372	367	353
	Agent de la paix	2 498	2 493	2 413
	Ouvrier	99	100	99
140-Conseil exécutif	Haute direction	48	44	40
	Cadre supérieur	32	33	70
	Professionnel	152	152	318
	Technicien	76	77	75
	Personnel de bureau	86	82	68
160-Conseil du trésor	Haute direction	12	6	7
	Cadre supérieur	74	48	49
	Professionnel	397	257	193
	Technicien	138	84	50
	Personnel de bureau	141	89	58
188-Bur. de déc. et rév. val. mobilière	Haute direction			3
	Cadre supérieur			2
	Professionnel			2
	Technicien			1
	Personnel de bureau			2
206-Commission des biens culturels du Québec	Haute direction	1	2	2
	Personnel de bureau	2	2	2
210-Finances	Haute direction	11	12	11
	Cadre supérieur	72	78	72
	Professionnel	394	366	356
	Technicien	97	103	97
	Personnel de bureau	82	72	68
	Ouvrier	4	3	3
214-Conseil des relations interculturelles	Haute direction	1	1	1
	Professionnel	3	3	3
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1
224-Conseil science et technologie	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur		1	1
	Professionnel	10	8	12
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	3	3	2
228-Organismes conseils	Haute direction	3	2	2
	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	43	43	34
	Technicien	4	5	4
	Personnel de bureau	25	22	10
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute direction			1
	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	14	15	16
	Technicien	4	4	4
	Personnel de bureau	8	7	7
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Haute direction	2	3	3
	Cadre supérieur	28	27	29
	Professionnel	152	154	165
	Technicien	83	89	80
	Personnel de bureau	174	163	155
246-Dir. poursuites crimm. et pénales	Haute direction			2
	Cadre supérieur			3
	Professionnel			8
	Technicien			24
	Personnel de bureau			155
247-Commissaire au lobbyisme	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	3	4	4
	Professionnel	8	9	10
	Technicien	3	3	1
	Personnel de bureau	4	4	3

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
267-Commissaire déontologie policière	Haute direction	2	2	2
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	15	19	17
	Technicien	1	2	2
	Personnel de bureau	10	10	10
274-Commission évaluation enseignement collégial	Haute direction	3	4	4
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	15	13	14
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	8	7	6
278-Commission de l'équité salariale	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	3	5	5
	Professionnel	35	30	28
	Technicien	6	6	4
	Personnel de bureau	10	9	8
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Haute direction	11	11	10
	Cadre supérieur	89	77	70
	Professionnel	597	515	489
	Technicien	133	98	104
	Personnel de bureau	229	186	163
	Ouvrier	4	2	2
285-Commission des relations du travail	Haute direction	34	33	37
	Cadre supérieur	4	4	5
	Professionnel	32	34	31
	Technicien	13	14	13
	Personnel de bureau	28	25	25
289-Conseil de la magistrature	Haute direction	1	1	1
	Professionnel	1	1	1
	Personnel de bureau	2	2	2
293-Coroner	Haute direction	14	12	12
	Cadre supérieur	2	2	2
	Professionnel	11	11	9
	Technicien	3	3	3
	Personnel de bureau	13	14	13
	Ouvrier	6	6	5
313-Agence de l'efficacité énergétique	Cadre supérieur	3	3	4
	Professionnel	21	19	19
	Technicien	1	1	0
	Personnel de bureau	5	6	6
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction	6	6	15
	Cadre supérieur	175	175	167
	Professionnel	896	872	874
	Technicien	822	801	846
	Personnel de bureau	557	514	471
	Agent de la paix	313	305	300
	Ouvrier	13	13	13
323-Institut de la statistique Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	11	12	10
	Professionnel	117	119	125
	Technicien	28	28	34
	Personnel de bureau	37	33	32
	Ouvrier	1	1	1
328-Commission de protection du territoire agricole	Haute direction	16	14	14
	Cadre supérieur	5	4	3
	Professionnel	26	26	25
	Technicien	26	26	24
	Personnel de bureau	28	26	29
343-Services Québec	Haute direction		3	3
	Cadre supérieur		28	38
	Professionnel		78	119
	Technicien		37	49
	Personnel de bureau		98	101
344-Office de la protection du consommateur	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	7	7	10
	Professionnel	33	31	27
	Technicien	50	51	46
	Personnel de bureau	11	10	7

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
347-Centre de services partagés du Québec	Haute direction			4
	Cadre supérieur			70
	Professionnel			498
	Technicien			282
	Personnel de bureau			181
	Ouvrier			33
350-Éducation, Loisir et Sport	Haute direction	8	10	10
	Cadre supérieur	94	95	91
	Professionnel	643	657	633
	Technicien	228	239	220
	Personnel de bureau	327	334	310
	Ouvrier	3	4	4
352-Régie du cinéma	Haute direction	3	3	1
	Cadre supérieur	3	3	2
	Professionnel	17	19	18
	Technicien	13	13	12
	Personnel de bureau	10	11	11
	Ouvrier	1	1	1
360-Office des professions du Québec	Haute direction	2	2	2
	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	16	16	16
	Technicien	10	10	9
	Personnel de bureau	6	6	6
367-Régie du bâtiment du Québec	Haute direction	3	3	2
	Cadre supérieur	27	24	29
	Professionnel	66	63	67
	Technicien	155	170	160
	Personnel de bureau	123	113	95
369-Registraire des entreprises	Haute direction	1		1
	Cadre supérieur	8	9	5
	Professionnel	42	35	22
	Technicien	23	21	14
	Personnel de bureau	121	117	102
370-Assemblée nationale	Haute direction	2	4	4
	Cadre supérieur	41	40	36
	Professionnel	151	152	160
	Technicien	146	154	154
	Personnel de bureau	98	99	105
	Agent de la paix			42
	Ouvrier	41	41	45
374-Vérificateur général	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	27	27	28
	Professionnel	169	171	187
	Technicien	14	11	12
	Personnel de bureau	12	14	13
380-Développement durable, Environnement et Parcs	Haute direction	12	13	13
	Cadre supérieur	93	88	89
	Professionnel	775	763	744
	Technicien	562	569	551
	Personnel de bureau	253	239	224
	Ouvrier	8	7	9
386-Régie des alcools, cours et jeux	Haute direction	18	14	20
	Cadre supérieur	7	7	7
	Professionnel	43	25	23
	Technicien	56	49	47
	Personnel de bureau	70	56	58
390-Sûreté du Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	33	30	29
	Professionnel	213	226	197
	Technicien	132	145	149
	Personnel de bureau	334	335	324
	Ouvrier	2	2	2
392-Régie marchés agriculture et alimentation du Québec	Haute direction	8	8	8
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	14	13	14
	Technicien	11	10	11
	Personnel de bureau	7	8	8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
400-Justice	Haute direction	6	4	4
	Cadre supérieur	127	123	124
	Professionnel	558	565	550
	Technicien	415	419	402
	Personnel de bureau	1 301	1 257	1 049
	Ouvrier	1	1	1
402-Comité de déontologie policière	Haute direction	6	7	6
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	2	2	2
	Technicien	2	2	2
	Personnel de bureau	7	6	5
408-Commission d'accès à l'information	Haute direction	5	5	5
	Cadre supérieur	1	2	1
	Professionnel	20	19	15
	Technicien	8	8	7
	Personnel de bureau	13	12	11
411-Commissaire de l'industrie de la construction	Haute direction	5	5	5
	Technicien			1
	Personnel de bureau	4	4	3
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction	112	107	112
	Cadre supérieur	5	6	6
	Professionnel	114	111	105
	Technicien	50	51	50
	Personnel de bureau	142	138	143
	Ouvrier	3	2	2
425-Commission québécoise libérations conditionnelles	Haute direction	10	9	10
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	9	8	14
	Technicien	1	1	3
	Personnel de bureau	8	7	6
430-Commission de la fonction publique	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	4	3	2
	Professionnel	18	17	16
	Technicien	4	4	3
	Personnel de bureau	5	5	5
440-Revenu	Haute direction	6	6	7
	Cadre supérieur	325	313	309
	Professionnel	1 694	1 765	1 870
	Technicien	1 861	1 863	1 845
	Personnel de bureau	1 187	1 127	1 071
	Ouvrier	11	10	11
450-Tribunal administratif du Québec	Haute direction	83	77	87
	Cadre supérieur	11	10	9
	Professionnel	30	30	29
	Technicien	45	42	43
	Personnel de bureau	76	74	70
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute direction		1	1
	Cadre supérieur		1	1
	Professionnel		6	5
	Technicien		1	2
	Personnel de bureau		1	1
510-Régie du logement	Haute direction	34	34	43
	Cadre supérieur	7	7	5
	Professionnel	16	16	17
	Technicien	14	15	15
	Personnel de bureau	133	124	126
520-La Financière agricole du Québec	Haute direction	5	6	6
	Cadre supérieur	32	34	36
	Professionnel	266	266	266
	Technicien	139	139	134
	Personnel de bureau	108	99	93
538-Office personnes handicapées du Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	5	8	6
	Professionnel	71	72	71
	Technicien	29	27	23
	Personnel de bureau	23	22	21

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	11	12	13
	Professionnel	22	24	21
	Enseignant	37	33	30
	Technicien	34	31	31
	Personnel de bureau	24	22	22
	Ouvrier	10	10	9
560-Curateur public	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	29	29	36
	Professionnel	248	264	243
	Technicien	128	127	121
	Personnel de bureau	90	87	71
600-Ressources naturelles et Faune	Haute direction	8	6	7
	Cadre supérieur	88	157	157
	Professionnel	581	707	606
	Technicien	395	513	470
	Personnel de bureau	219	323	294
	Agent de la paix		305	324
	Ouvrier	16	24	20
630-Directeur général des élections	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	15	16	16
	Professionnel	77	80	83
	Technicien	44	47	46
	Personnel de bureau	41	39	36
	Ouvrier	2	2	2
660-Conseil du statut de la femme	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	3	3	2
	Professionnel	26	23	22
	Technicien	10	11	11
	Personnel de bureau	16	14	14
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	6	5	5
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	7	6	5
700-Emploi et Solidarité sociale	Haute direction	14	6	8
	Cadre supérieur	219	180	323
	Professionnel	902	718	1 375
	Technicien	2 025	1 912	2 845
	Personnel de bureau	617	525	873
	Ouvrier	4	4	6
702-Commission des normes du travail	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	31	30	31
	Professionnel	167	214	219
	Technicien	216	166	167
	Personnel de bureau	110	109	103
	Ouvrier	1	1	1
703-Commission santé et sécurité du travail	Haute direction	5	6	5
	Cadre supérieur	196	198	198
	Professionnel	1 661	1 684	1 646
	Technicien	1 084	1 098	1 067
	Personnel de bureau	591	585	567
	Ouvrier	20	16	16
710-Office québécois de la langue française	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	15	17	17
	Professionnel	150	143	140
	Technicien	38	38	39
	Personnel de bureau	41	41	40
730-Société d'habitation du Québec	Haute direction	4	4	4
	Cadre supérieur	18	19	22
	Professionnel	182	191	181
	Technicien	78	77	79
	Personnel de bureau	70	65	63
	Ouvrier	1	1	1
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Cadre supérieur	2	2	2
	Professionnel	10	10	13
	Technicien	1	1	1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (suite)	Personnel de bureau	8	6	7
802-Fonds forestier	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	84	85	89
	Professionnel	264	266	331
	Technicien	578	580	598
	Personnel de bureau	131	122	127
	Ouvrier	6	2	
807-Fonds conservation et amélioration du réseau routier	Cadre supérieur	95	96	103
	Professionnel	678	674	683
	Technicien	818	823	811
	Personnel de bureau	278	271	269
	Ouvrier	14	10	13
808-Fonds de perception	Cadre supérieur	46	43	45
	Professionnel	101	99	95
	Technicien	552	584	565
	Personnel de bureau	98	90	85
810-Fonds information gouvernementale	Cadre supérieur	5	5	
	Professionnel	46	45	
	Technicien	34	32	
	Personnel de bureau	32	25	
	Ouvrier	7	6	
812-Fonds des services de police	Cadre supérieur	24	25	26
	Professionnel	66	68	88
	Technicien	300	284	281
	Personnel de bureau	457	463	456
	Ouvrier	26	26	20
813-Fonds québécois d'initiatives sociales	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	5	3	2
	Technicien	2	1	1
	Personnel de bureau	1		
814-Fonds de partenariat touristique	Haute direction	2	4	3
	Cadre supérieur	12	19	19
	Professionnel	76	104	97
	Technicien	45	76	70
	Personnel de bureau	68	80	81
	Ouvrier	2	4	3
815-Fonds de développement du marché travail	Haute direction	2	3	
	Cadre supérieur	149	137	
	Professionnel	702	662	
	Technicien	1 037	984	
	Personnel de bureau	445	418	
	Ouvrier	2	2	
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	31	29	8
	Technicien	6	5	5
	Personnel de bureau	7	5	5
819-Fonds de développement régional	Professionnel	1		
	Personnel de bureau	1		
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre supérieur	29	28	33
	Professionnel	18	18	18
	Technicien	36	37	35
	Personnel de bureau	29	23	24
	Ouvrier	124	111	108
824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	Cadre supérieur	1	1	4
	Professionnel	2	1	7
	Technicien	3	3	5
	Personnel de bureau	4	4	4
	Ouvrier	7	6	8
829-Fonds de l'état civil	Cadre supérieur	11	10	10
	Professionnel	15	14	17
	Technicien	10	9	9
	Personnel de bureau	90	85	84
	Ouvrier	2	2	2
830-Commission des transports	Haute direction	11	11	12
	Cadre supérieur	8	8	8

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A2				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
830-Commission des transports (suite)	Professionnel	33	33	31
	Technicien	40	38	38
	Personnel de bureau	56	53	49
850-Transports	Haute direction	9	13	10
	Cadre supérieur	226	219	211
	Professionnel	582	569	519
	Technicien	567	525	513
	Personnel de bureau	417	385	350
	Ouvrier	828	778	732
852-Faunes et Parcs	Haute direction	1		
	Cadre supérieur	80		
	Professionnel	179		
	Technicien	137		
	Personnel de bureau	129		
	Agent de la paix	313		
865-Fonds d'information géographique	Ouvrier	12		
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	3	2	2
	Technicien	10	9	6
	Personnel de bureau	4	3	3
871-Compte de gestion de la TPS	Ouvrier	1	1	1
	Cadre supérieur	23	34	45
	Professionnel	453	489	408
	Technicien	442	424	382
	Personnel de bureau	137	147	126
872-Fonds du BAVAC	Professionnel	1	1	2
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau			1
873-FSG -Service aérien gouvernemental				9
	Cadre supérieur			9
	Professionnel			124
	Technicien			15
	Personnel de bureau			2
874-Fonds du financement regroupé	Ouvrier			2
	Cadre supérieur	2	2	2
	Professionnel	9	8	11
	Technicien	2	1	1
875-Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger	Personnel de bureau	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	
	Professionnel	1	1	
	Technicien	1	1	
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Personnel de bureau	1	1	
	Cadre supérieur	6	7	7
	Professionnel	31	32	32
	Technicien	50	61	59
879-Fonds services gouvernementaux	Personnel de bureau	36	37	35
	Ouvrier	36	36	
	Personnel de bureau	134	130	
	Technicien	288	291	
	Professionnel	339	346	
	Cadre supérieur	44	49	
889-Fonds des pensions alimentaires	Haute direction	1	4	
	Cadre supérieur	18	20	19
	Professionnel	47	48	47
	Technicien	342	327	346
890-Fonds de l'information foncière	Personnel de bureau	35	35	33
	Ouvrier	1	1	1
	Personnel de bureau	110	102	91
	Technicien	166	158	138
	Professionnel	120	115	114
	Cadre supérieur	34	30	30

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMERO 16A2				
EVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2005				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007
896-Secrétariat à la politique linguistique	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	4	4	4
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	2	2	2
TOTAL		58 739	57 726	56 518

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B			
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
010 - Culture et Communications	24	23	25
030 - Relations internationales	41	41	32
040 - Services gouvernementaux	-	36	24
050 - Affaires municipales et Régions	63	68	63
055 - Immigration et Communautés culturelles	25	26	27
060 - Santé et Services sociaux	82	79	75
063 - Régie des rentes du Québec	61	71	72
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	50	56	57
065 - Famille, Aînés et Condition féminine	-	37	34
075 - Travail	12	11	7
080 - Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	141	132	125
095 - Sécurité publique	54	52	55
140 - Conseil exécutif	48	49	70
160 - Conseil du trésor	92	56	48
210 - Finances	89	96	90
224 - Conseil science et technologie	2	3	3
228 - Conseil de santé et du bien-être	3	2	-
238 - Conseil supérieur de l'éducation	7	7	7
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	17	21	22
247 - Commissaire au lobbyisme du Québec	-	1	1
274 - Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3	5	3
278 - Commission de l'équité salariale	5	2	5
280 - Développement économique, Innovation et Exportation	100	107	97
285 - Commission des relations du travail	2	2	2
289 - Conseil de la magistrature	1	1	1
313 - Agence de l'efficacité énergétique	2	2	2
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	152	148	139
323 - Institut de la statistique du Québec	15	16	19
328 - Commission de protection du territoire agricole	4	4	5
339 - Agence des partenariats public-privé du Québec	-	1	-
343 - Services Québec	-	10	23
344 - Office de la protection du consommateur	2	2	1
347 - Centre de services partagés	-	-	52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B			
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
350 - Éducation, Loisir et Sport	112	118	107
360 - Office des professions du Québec	2	2	2
367 - Régie du bâtiment du Québec	8	8	5
369 - Registraire des entreprises	8	8	7
370 - Assemblée nationale	4	15	16
374 - Vérificateur général du Québec	42	32	36
380 - Développement durable, Environnement et Parcs	58	57	56
386 - Régie des alcools, des courses et des jeux	1	4	5
392 - Régie marchés agric. & aliment. Québ.	-	-	1
400 - Justice	35	34	33
408 - Commission d'accès à l'information	4	5	2
414 - Commission des lésions professionnelles	6	5	5
440 - Revenu	171	217	235
450 - Tribunal administratif du Québec	2	2	1
505 - Conseil de gestion de l'assurance parentale	-	2	3
510 - Régie du logement	1	1	1
520 - La Financière agricole du Québec	55	58	53
538 - Office des personnes handicapées	1	3	4
547 - Institut tourisme hôtellerie Québec	-	-	1
560 - Curateur public	5	6	24
600 - Ressources naturelles et Faune	85	94	72
630 - Directeur général des élections	5	4	4
660 - Conseil du statut de la femme	5	5	6
700 - Emploi et Solidarité sociale	181	140	209
702 - Commission des normes du travail	11	14	16
710 - Office québécois de la langue française	10	10	10
730 - Société d'habitation du Québec	27	29	31
801 - Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1	1	1
802 - Fonds forestier	38	39	57
807 - Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	23	25	29
808 - Fonds de perception	6	6	6
810 - Fonds de l'information gouvernementale	4	2	-
814 - Fonds de partenariat touristique	13	15	17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B			
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
815 - Fonds de développement du marché du travail	58	62	-
816 - Fonds national de formation de la main-d'œuvre	5	6	4
820 - Fonds de gestion de l'équipement roulant	1	1	1
829 - Fonds de l'État civil	1	1	2
830 - Commission des transports	5	5	-
831 - Secrétariat au loisir et au sport	-	-	-
850 - Transports	44	55	58
852 - Faune et des Parcs	15	-	-
871 - Compte de gestion de la TPS	55	45	50
873 - Fonds services aériens gouvernementaux	-	-	2
874 - Fonds du financement regroupé	3	2	2
875 - Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger	1	-	-
878 - Fonds des registres	-	-	5
879 - Fonds des services gouvernementaux	27	28	-
889 - Fonds des pensions alimentaires	3	4	4
890 - Fonds de l'information foncière	6	6	9
896 - Secrétariat à la politique linguistique	2	3	3
TOTAL	2 247	2 346	2 381

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C			
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
010 - Culture et Communications	24	21	28
030 - Relations internationales	28	32	32
040 - Services gouvernementaux	-	14	11
050 - Affaires municipales et Régions	31	31	28
055 - Immigration et Communautés culturelles	36	28	28
060 - Santé et Services sociaux	49	46	46
063 - Régie des rentes du Québec	18	16	15
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	66	57	52
065 - Famille, Aînés et Condition féminine	-	30	29
075 - Travail	11	11	6
080 - Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	45	61	73
095 - Sécurité publique	202	195	167
140 - Conseil exécutif	75	76	79
160 - Conseil du trésor	36	34	24
188 - Bureau révision valeurs mobilières	-	-	1
210 - Finances	37	32	32
214 - Conseil des relations interculturelles	1	1	1
224 - Conseil science et technologie	2	2	2
228 - Conseil de santé et du bien-être	9	10	1
238 - Conseil supérieur de l'éducation	1	2	2
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	6	7	9
246 - Dir. Poursuites crimm. & pénales	-	-	12
247 - Commissaire au lobbyisme du Québec	-	-	-
267 - Commissaire à la déontologie policière	3	3	2
274 - Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3	1	1
278 - Commission de l'équité salariale	4	1	1
280 - Développement économique, Innovation et Exportation	64	34	31
285 - Commission des relations du travail	4	5	6
289 - Conseil de la magistrature	3	3	2
293 - Coroner	19	20	20
313 - Agence de l'efficacité énergétique	1	1	1
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	72	75	73
323 - Institut de la statistique du Québec	2	1	1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C			
Concernant les effectifs et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
328 - Commission de protection du territoire agricole	-	1	2
339 - Agence des partenariats public-privé du Québec	-	1	-
343 - Services Québec	-	8	7
344 - Office de la protection du consommateur	3	3	2
347 - Centre de services partagés	-	-	32
350 - Éducation, Loisir et Sport	76	76	72
352 - Régie du cinéma	-	-	-
360 - Office des professions du Québec	4	4	3
367 - Régie du bâtiment du Québec	5	4	5
369 - Registraire des entreprises	3	3	3
370 - Assemblée nationale	8	11	47
374 - Vérificateur général du Québec	1	3	2
380 - Développement durable, Environnement et Parcs	45	49	48
386 - Régie des alcools, des courses et des jeux	8	10	10
392 - Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	7	7	7
400 - Justice	48	55	56
402 - Comité de déontologie policière	1	1	1
408 - Commission d'accès à l'information	6	6	4
414 - Commission des lésions professionnelles	24	23	24
425 - Commission québécoise des libérations conditionnelles	-	-	-
430 - Commission de la fonction publique	1	1	1
440 - Revenu	49	54	102
450 - Tribunal administratif du Québec	2	1	-
505 - Conseil de gestion de l'assurance parentale	-	2	1
510 - Régie du logement	3	2	1
520 - La Financière agricole du Québec	16	19	15
538 - Office des personnes handicapées	1	1	-
547 - Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	7	12	9
560 - Curateur public	14	13	9
600 - Ressources naturelles et Faune	34	44	56
630 - Directeur général des élections	2	1	1
660 - Conseil du statut de la femme	2	2	2
700 - Emploi et Solidarité sociale	91	87	113

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C			
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
MINISTÈRE / ORGANISME	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007
702 - Commission des normes du travail	16	10	11
710 - Office québécois de la langue française	-	1	2
730 - Société d'habitation du Québec	3	2	4
801 - Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1	-	-
802 - Fonds forestier	46	39	43
807 - Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	127	118	140
808 - Fonds de perception	14	8	7
810 - Fonds de l'information gouvernementale	2	2	-
813 - Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
814 - Fonds de partenariat touristique	14	26	22
815 - Fonds de développement du marché du travail	34	39	-
816 - Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	1	-	1
820 - Fonds de gestion de l'équipement roulant	48	52	56
824 - Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	1	1	2
829 - Fonds de l'État civil	5	2	1
831 - Secrétariat au loisir et au sport	-	-	-
850 - Transports	296	261	250
852 - Faune et des Parcs	12	-	-
871 - Compte de gestion de la TPS	5	1	11
872 - Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	1	1	1
873 - Fonds services aériens gouvernementaux	-	-	16
874 - Fonds du financement regroupé	-	1	1
879 - Fonds des services gouvernementaux	30	33	-
889 - Fonds des pensions alimentaires	2	2	1
890 - Fonds de l'information foncière	14	16	14
896 - Secrétariat à la politique linguistique	2	2	2
Total	1 987	1 971	2 036

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 16D

Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 : nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Nous ne pouvons répondre à cette question puisque l'information est dans chacun des ministères

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16E

Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 : niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Nous ne pouvons répondre à cette demande, puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 : nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années						
	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
MINISTÈRE / ORGANISME	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
010 Culture et Communications	40	40	45	40	40	205
030 Relations internationales	20	25	25	30	25	125
040 Services gouvernementaux	10	10	10	15	10	55
050 Affaires municipales et Régions	20	25	35	25	30	135
055 Immigration et Communautés culturelles	50	55	55	55	50	265
060 Santé et Services sociaux	40	50	40	40	40	210
063 Régie des rentes du Québec	45	55	60	55	60	275
064 Régie de l'assurance maladie du Québec	55	75	75	85	75	365
065 Famille, Aînés et Condition féminine	15	15	15	20	20	85
075 Travail	5	5	10	10	5	35
080 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	90	90	110	120	110	520
095 Sécurité publique	120	120	110	105	100	555
140 Conseil exécutif	25	25	30	35	30	145
160 Conseil du trésor	25	20	30	20	20	115
210 Finances	25	20	25	30	20	120
238 Conseil supérieur de l'éducation					5	5
240 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	15	25	35	40	30	145

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F						
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années						
	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
MINISTÈRE / ORGANISME	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
246 Direction des poursuites pénales	5	10	10	15	15	55
267 Commissaire à la déontologie policière		5				5
278 Commission de l'équité salariale	5					5
280 Développement économique, Innovation et Exportation	50	40	45	45	45	225
285 Commission des relations du travail	5	5	5	5	5	25
293 Coroner		5	5			10
320 Société de l'assurance automobile du Québec	90	105	125	130	125	575
323 Institut de la statistique du Québec	10	10	10	10	10	50
328 Commission de protection du territoire agricole	5	5	5	5	5	25
343 Services Québec	10	15	15	15	20	75
344 Office de la protection du consommateur	5	5	5	10	5	30
347 Centre de services partagés du Québec	45	55	55	60	65	280
350 Éducation, Loisir et Sport	70	75	95	100	90	430
366 Régie du bâtiment du Québec	15	20	25	20	20	100
367 Registraire des entreprises	5	10	15	10	15	55
370 Assemblée nationale	25	30	25	25	25	130

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F						
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.						
	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
MINISTÈRE / ORGANISME	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
374 Vérificateur général du Québec	5	5	5		5	20
380 Développement durable, Environnement et Parcs	60	70	75	85	80	370
386 Régie des alcools, des courses et des jeux	10	5	10	10	10	45
390 Sûreté du Québec	20	25	25	30	35	135
392 Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec			5	5		10
400 Justice	110	125	145	135	145	660
414 Commission des lésions professionnelles	10	10	15	15	15	65
430 Commission de la fonction publique		5	5			10
440 Revenu	145	175	225	245	240	1 030
450 Tribunal administratif du Québec	10	10	10	10	15	55
510 Régie du logement	5	10	10	10	10	45
520 La Financière agricole du Québec	10	15	25	25	25	100
538 Office des personnes handicapées	5	5	5	5	5	25
547 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	5	10	10	10	10	45
560 Curateur public	15	15	20	20	20	90
600 Ressources naturelles et Faune	80	90	110	120	120	520

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F						
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années						
	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
MINISTÈRE / ORGANISME	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
630 Directeur général des élections	10	5	10	10	10	45
660 Conseil du statut de la femme			5	5	5	15
700 Emploi et Solidarité sociale	225	255	265	260	265	1 270
702 Commission des normes du travail	20	20	30	25	30	125
703 Commission de la santé et de la sécurité du travail	125	145	155	180	175	780
710 Office québécois de la langue française	15	15	15	15	10	70
730 Société d'habitation du Québec	20	20	20	25	20	105
802 Fonds forestier	45	50	55	60	60	270
807 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	70	95	95	110	100	470
808 Fonds de perception	20	20	25	35	30	130
812 Fonds des services de police	30	35	40	45	45	195
814 Fonds de partenariat touristique	10	10	10	15	15	60
820 Fonds de gestion de l'équipement roulant	10	10	15	20	15	70
829 Fonds de l'état civil	5	10	10	10	10	45
830 Commission des transports	5	5	10	10	10	40
850 Transports	140	165	170	195	190	860

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F						
Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 : nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années						
	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
MINISTÈRE / ORGANISME	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
871 Compte de gestion de la taxe de vente sur les produits et services	30	40	45	45	50	210
873 Fonds services aérien gouvernemental	5	10	5	10	10	40
878 Fonds des registres du ministère de la Justice	5	5	5	5	5	25
889 Fonds des pensions alimentaires	10	10	15	15	15	65
890 Fonds de l'information foncière	20	20	25	30	30	125
TOTAL	2 255	2 570	2 875	3 025	2 950	13 675

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, la durée du bail

Superficie inoccupée : tous les espaces sont utilisés

Aménagement :

- | | |
|--|---------------|
| • travaux de réaménagement du 1 ^{er} étage de l'édifice H pour relocaliser le Sous-secrétariat aux marchés publics | 131 335,13 \$ |
| • travaux d'aménagement au 4 ^e étage du 888 rue Saint-Jean, Québec, pour regrouper les Forums de concertation en administration | 72 499,00 \$ |
| • travaux de réaménagement d'un bureau régional au 200 rue Belvédère, Sherbrooke
anciennement du Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique
maintenant au Centre des services partagés du Québec | 22 618,92 \$ |
| • travaux de réaménagement d'un bureau régional au 100 rue Laviolette, Trois-Rivières
anciennement du Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique
maintenant au Centre des services partagés du Québec | 13 681,88 \$ |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 18

Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2006-2007, et prévisions 2007-2008

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 19

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, la durée du bail, le propriétaire et/ou le nom de la firme

Aucune firme de qui sont loués des espaces (autres que la Société immobilière du Québec)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 20

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2007 à ce jour

Aucun aménagement n'a été effectué en 2006-2007 dans les cabinets ministériels ainsi que dans leur bureau de circonscription

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mai 2007, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction, le titre de la fonction, l'adresse du port d'attache, le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et la masse salariale dont il relève, la description de tâches, le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2006, le nombre total d'employés au cabinet, le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART
Canac Marquis, Louise	Attachée politique	Québec	30 avril 2003	
Du Bois, Astrid	Attachée politique	Québec	10 novembre 2003	31 mai 2006
Dubien, Gilles	Attaché politique	Lasalle	6 mars 2006	7 avril 2006
Évangelista, Luciana	Attachée politique	Lasalle	9 juin 2003	
Guérin, Pierre	Attaché politique	Montréal	26 juin 2006	
Danielle, Hébert	Employée de soutien	Québec	23 mai 2003	
Joachim, Marie-Anne	Employée de soutien	Montréal	3 septembre 2004	
Lamoureux, Jean-Sébastien	Directeur de cabinet	Montréal	6 octobre 2003	7 avril 2006
Maheux, André	Attaché politique	Montréal	10 mars 2006	20 octobre 2006
Mercier, Véronique	Attachée politique	Montréal	30 avril 2003	
Morin, Sylvette	Employée de soutien	Québec	5 juin 2006	
Pelletier, Sylvain	Attaché politique	Québec	20 mai 2003	16 février 2007
Poirier, Danielle	Attachée politique	Montréal	25 octobre 2004	11 août 2006
Simard-Gagnon, Olivier	Attaché politique	Québec	27 mars 2006	
Taschereau, Isabelle	Attachée politique	Québec	5 avril 2004	

Rémunération total annuelle : 697 571 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Action cancer du sein de Montréal	1 000,00
Arche-Montréal inc., L'	1 000,00
Art Boréal	1 000,00
Association d'anémie falciforme du Québec	2 000,00
Association de la fibromyalgie région de l'île de Montréal	1 000,00
Association de spina-bifida et d'hydrocéphalie de la région de Montréal inc.	1 000,00
Association d'entraide Le chaînon inc.	1 000,00
Association des paraplégiques du Québec	1 000,00
Association des résidents - Villa de l'Avenir	500,00
Association du Québec pour dysphasique	1 000,00
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (région Montréal)	1 000,00
Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis	1 000,00
Association québécoise de prévention du suicide, L'	1 000,00
Association régionale du sport scolaire du Lac St-Louis.	1 000,00
Association sportive de Saint-Godefroy, L'	5 000,00
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	1 000,00
ATSA	500,00
Bénévoles d'affaires	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Camp familial Saint-Urbain	250,00
Camp pour enfants diabétiques de l'Est-du-Québec	500,00
Centaur Theater Company	1 000,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	500,00
Centre canadien d'architecture	500,00
Centre communautaire CEFEDI	200,00
Centre communautaire Hochelaga	2 000,00
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	250,00
Centre de la petite enfance Familigarde de Lasalle	500,00
Centre de ressources familiales du Québec	250,00
Centre Saint-Pierre	250,00
Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal	2 000,00
Charité Soleil levant	1 000,00
Club des petits déjeuners du Québec, Le	1 000,00
Clubs 4-H du Québec, Les	500,00
Collège Frontière	500,00
Collège Saint-Jean-Vianney	250,00
Colloque des étudiants en relations industrielles de l'Université Laval	200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Comité des orphelins victimes d'abus	500,00
Comité du 10e anniversaire du décès de Robert Bourassa	500,00
Commission sportive du Lac St-Louis inc., La	500,00
Communauté hellénique de Montréal, La	1 500,00
Congrès national des Italo-Canadiens	1 000,00
Conseil des personnes âgées de la communauté noire de Montréal, Le	500,00
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal	1 000,00
Corporation du festival de mongolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc.	250,00
Coups de théâtre, Les	3 000,00
Destination travail du Sud-Ouest de l'île de Montréal inc.	2 000,00
Domaine Forget de Charlevoix inc., Le	1 000,00
École orale de Montréal pour les sourds inc.	1 000,00
Église Unie Union	1 000,00
Enfants de Béthanie, Les	300,00
Entraides communautaires des îles inc.	1 000,00
Equi VOX Montréal	500,00
Espace Go inc.	2 000,00
États généraux sur l'opportunité de créer une nouvelle région administrative	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Événements art, musique et culture de Saint-Donat	1 000,00
Fabrique de la paroisse Saint-Vincent-Ferrier, La	2 000,00
Fabrique of the parish of Saint-John Brebeuf, The	500,00
Fédération des femmes du Québec	500,00
Fédération des harmonies et des orchestres symphoniques du Québec	500,00
Festival de films Cinémania	2 000,00
Festival des musiques sacrées de Québec	1 000,00
Festival du livre jeunesse de Laval	500,00
Festival du TRAC	1 000,00
Festival international de Lanaudière inc.	2 000,00
Festival international de steelpan de Montréal	500,00
Festival international latino de Montréal	500,00
Festivalissimo	1 000,00
Fondation canadienne du rein, La	250,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	500,00
Fondation d'aide directe-sida Montréal	1 000,00
Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants	1 000,00
Fondation de l'Hôpital Douglas	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation de l'Hôpital Sainte-Justine	1 000,00
Fondation de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 000,00
Fondation des auberges du coeur du Québec	1 500,00
Fondation des aveugles du Québec	500,00
Fondation des parlementaires québécois	1 250,00
Fondation du cancer du sein du Québec	1 000,00
Fondation du cégep du Vieux-Montréal, La	1 000,00
Fondation du Musée du château Ramezay	200,00
Fondation du Théâtre du Rideau Vert	2 000,00
Fondation Garnierkids com inc.	1 000,00
Fondation Jean Lapointe, La	1 000,00
Fondation Jules et Paul-Émile Léger	1 000,00
Fondation les jeunesses musicales du Canada	1 000,00
Fondation les Petits Trésors	500,00
Fondation Marie-Ève Saulnier	500,00
Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut	1 000,00
Fondation OLO	1 000,00
Fondation Ordina-coeur	200,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation partageons l'espoir	500,00
Fondation Père Lindsay	1 000,00
Fondation sommeil - Association de personnes atteintes de déficiences reliées au sommeil	1 000,00
Fondation Travail Sans Frontières inc., La	1 000,00
Fondation William Cusano: la vie en héritage	500,00
Goût des Caraïbes, Un - A taste of the Caribbean	250,00
Grands ballets canadiens de Montréal, Les	2 000,00
Grands frères, grandes soeurs de Lanaudière, Les	1 000,00
Groupe communautaire l'Itinéraire, Le	1 000,00
Institut du Nouveau Monde	200,00
Jeune Chambre de commerce de Québec	1 000,00
Jeune Chambre de commerce haïtienne	1 000,00
Jeunesse au soleil inc.	1 000,00
Le Phare, enfants et familles	1 000,00
LEUCAN - Défi têtes rasées 2006	100,00
Love - Leave Out Violence [Québec]	2 000,00
Magnifique inc., Le	500,00
Maison de Job	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Maison de la famille Coeur à Rivière	500,00
Maison des familles de la Matapédia	500,00
Maison des jeunes de Saint-Colomban	1 000,00
Maison des jeunes Kekpart	500,00
Maison du Commis-Voyageur, La	500,00
Maison secours aux femmes de Montréal inc.	500,00
Maison Théâtre	2 000,00
Maison-répit Oasis inc.	500,00
Mission old brewery	1 000,00
Moisson Montréal inc.	1 000,00
Musée d'art contemporain de Montréal	2 000,00
Opéra de Montréal	3 000,00
Opération bonne-mine de la Société St-Vincent de Paul	500,00
Opération Enfant soleil	1 000,00
Orchestre Symphonique de Montréal (OSM)	3 000,00
Orchestre symphonique des musiciens et musiciennes du monde de Montréal	2 000,00
Ordre des fils d'Italie au Canada	1 000,00
Organisation de la sauvegarde des droits des enfants au Canada	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<p align="center">DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère</p>	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Organisation Inde-Canada inc., L'	500,00
Organisme de récupération anti-pauvreté de l'Érable	500,00
P.A.L. inc/ Ressource alternative en santé mentale	1 000,00
Parent et amis... du Sud-Ouest de Montréal	500,00
Parlement étudiant du Québec	500,00
Parlement jeunesse du Québec	500,00
Parrainage civique Lanaudière	500,00
Pavillon d'Éducation Communautaire Hochelaga-Maisonneuve	1 000,00
Phobies-Zero	250,00
Pompier de Sherbrooke	500,00
Productions la Cour des miracles inc., Les	500,00
Québec Secours	500,00
Refuge des jeunes de Montréal	1 000,00
Regroupement des cuisines collectives du Québec	500,00
Regroupement des magasins Partage de l'île de Montréal	1 000,00
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale	100,00
Rencontre des arts	500,00
Reporters sans frontières - Canada	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels	1 000,00
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	500,00
Ressources familiales de la Côte-de-Beaupré	1 000,00
Revivre	500,00
Sac à dos - Action-réinsertion, Le	500,00
Scouts du Montréal métropolitain, Les	200,00
Service aux aînés indochinois de Montréal	250,00
Société canadienne de la sclérose en plaques - région de Québec	300,00
Société canadienne du cancer	1 000,00
Société de la salle Jean-Grimaldi	1 000,00
Société Richard III	500,00
Syndicat de la fonction publique du Québec	1 000,00
Syndicat des agricultrices du Saguenay-Lac-St-Jean	500,00
Tango Y Algo Mas	500,00
Tel-jeunes - Centre de prévention de la violence familiale générations	1 000,00
Théâtre de Quat'Sous inc.	2 000,00
Théâtre du Nouveau monde	2 000,00
Théâtre le Petit Chaplin, Le	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22	
Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Théâtre Répercussion	500,00
Tournée, La	500,00
Université du Québec à Montréal	500,00
Ugamazone 2006	250,00
Usine C	2 000,00
Violons du Roy, Les	1 000,00
Wallaby et compagnie	3 000,00
Westend sports Association	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 23

La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Fonds relatif à la tempête de verglas

NOM ET DURÉE DE L'ENTENTE	BUT DE L'ENTENTE	MONTANTS REÇUS ET PRÉVISIONS
Programme fédéral de la protection civile Canada « Aide financière en cas de catastrophe »	<p>Ce programme a pour but de fournir une aide financière de base afin d'aider les gouvernements provinciaux à faire face à des catastrophes. À cet effet, le Fonds relatif à la tempête de verglas a été institué au Conseil du trésor</p> <p>Les dépenses jugées admissibles en vertu de ce programme sont remboursées par le gouvernement fédéral selon certains taux prédéterminés allant jusqu'à un taux marginal de 90 %</p>	<p>Montants reçus en 2005-2006 : 25 000 000 \$</p> <p>Montants reçus en 2006-2007 : aucun</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A				
Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité				
CATÉGORIE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Agent de recherche et de planification socio-économique		66,734\$		2004-03-15
Agent de recherche et de planification socio-économique		65,418\$		1997-08-11
Attaché d'administration		65,729\$		2007-01-22
Spécialiste en sciences physiques		65,107\$		2001-07-23
Agent de bureau, classe principale		38,590\$		2007-01-31
Agent de bureau, classe nominale		34,864\$		2003-04-07
Auxiliaire de bureau, classe nominale		27,340\$		2003-09-28
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		41,076\$		2004-06-02
Bibliotechnicien		43,119\$		2006-01-31
Agent de secrétariat, classe I		36,380\$		2006-01-09
Agent de secrétariat, classe I		36,380\$		2006-01-09
Agent de secrétariat, classe I		14,552\$		2007-01-30
Agent de secrétariat, classe II		33,385\$		2007-01-30
Techniciens en administration, classe nominale		43,302\$		2006-07-10
Techniciens en administration, classe nominale		53,735\$		2005-10-11
Techniciens en droit, classe nominale		42,973\$		2002-01-31
Techniciens en droit, classe nominale		42,973\$		2002-12-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A				
Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité				
CATÉGORIE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Techniciens en droit, classe nominale		42,973\$		2003-09-15
Enquêteurs en matières frauduleuses, classe principale		54,826\$		2005-01-24
Conducteurs de remontées mécaniques		37,022\$		2002-09-30
Mécaniciens classe II		46,627\$		1999-05-01
Ouvriers agricoles		35,971\$		2004-06-09
Journaliers		53,452\$		2004-05-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24B

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : la prévision
2007-2008 et 2008-2009

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque ces informations ne sont pas connues

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 25
Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 26

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 27

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : nom de la personne, poste occupé, salaire, assignation initiale, date de l'assignation hors structure, date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Aucune personne rémunérée par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 28 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : assignation initiale, assignation actuelle, salaire, date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu				
NOM DE LA PERSONNE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE	DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION
Bélanger, Pierre-A.	Direction générale de l'administration	Institut d'administration publique	115 216 \$	20 décembre 2008
Bilodeau, Line	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil canadien des marchés publics	39 558 \$	Indéterminée
Deschamps, Marcel	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil canadien des marchés publics	91 759 \$	Indéterminée
Lachance, Germain	Sous-secrétariat aux ressources humaines et aux relations de travail	Centre québécois de leadership	102 822 \$	Indéterminée
Verge, Michel	Direction générale de l'administration	Citoyenneté et Immigration Canada	91 759 \$	26 juillet 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 29

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux, et autres et affecté au ministère : assignation initiale, assignation actuelle, salaire, date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux et affectée au ministère

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 30

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : le salaire de la personne, le montant reçu du régime de retraite

Aucune personne ne reçoit une double rémunération au Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2006-2007 Matériel informatique	<p>Ordinateurs 190 micro-ordinateurs Dell Optiplex 745 Tours MacBook Pro 17 pouces Portable Toshiba Tecra S3, Centrinon pour DPC Portables (20) PortablesToshiba Tecra S4 (22)</p> <p>Imprimantes Imprimante couleur Imprimante couleur (Lexmark C920tn) Imprimante couleur à jet d'encre HP Deskjet D2360 Imprimante couleur DPC Xerox Phaser 6350 Imprimante laser réseau C534dtn Lexmark - Plateau 500 pages supplémentaires en prime Imprimante laser réseau c772dtn Imprimante laser réseau LJ4250dtn Imprimante LaserJet 4000</p> <p>Projecteurs Projecteur NEC LT-280 Projecteur NEC LT-280 (Quantité :2)</p> <p>Serveurs HP (4) DL 380 DC Serveurs HP (4) DL 380 DC</p> <p>Numériseurs Numériseur Numériseur Minolta + entretien</p>	<p>293 109,10 \$</p> <p>18 011,24 \$</p> <p>6 980,00 \$</p> <p>54 825,72 \$</p> <p>13 171,20 \$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la sommes dépensée)		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2006-2007 Matériel informatique	<p>Écrans Écran plat (LCD) 17 pouces Écran plat (LCD) Dell 17 pouces Écran plat (LCD) Dell 19 pouces Écran plat Dell 19 pouces LCD Écrans plats (10) * 1 écran plat 17 pouces Écrans plats (LCD) 19 pouces (4) Écrans plats (LCD) 19 pouces (68)</p> <p>Graveur Graveur DVD Externe</p> <p>Clés USB Clé USB Clé USB (3) Clés USB (20)</p> <p>Autres Batterie ONEAC Bras canadien (Acheté par les RH) Dell Ultra Sharp et garantie Disk Warrior, disque 160 Go Caviar, clé mémoire OCZ Rally 1 Go USB Linksys Wireless-G Notebook Adapter (16) Réplicateur Dell 505 Souris optique Microsoft noir #P58-00022 (70)</p> <p>Total (Matériel informatique)</p>	<p>24 242,00 \$</p> <p>178,00 \$</p> <p>1 622,00 \$</p> <p>3 340,00 \$</p> <p>415 479,26 \$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la Ministre					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Affaires, Les (Regroupement de 3 factures)			215,85		
Business Week			45,96		
Commerce (Regroupement de 3 factures)			89,85		
Devoir, Le (Regroupement de 4 factures)		829,09			
Gazette, The		222,24			
Journal de Montréal, Le		130,66			
Messageries Dynamiques		226,25			
National Post		167,98			
Presse, La (Regroupement de 6 factures)		1 039,61			
Senior Times, The			125,00		
Soleil, Le (Regroupement de 2 factures)		370,35			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du Secrétaire du Conseil du trésor					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Cercle de la garnison de Québec, Le					700,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Greffe					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (Regroupement de 2 factures) (Publications CCH)	430,00				
Accès à l'information. Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (Regroupement de 2 factures) (Éditions Yvon Blais)	231,80				
Chartes des droits de la personne. Législation, jurisprudence et doctrine, 19e édition, 2006 (Éditions Wilson & Lafleur)	89,95				
Code civil du Québec (Éditions Wilson & Lafleur)	99,00				
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information (Éditions Yvon Blais)	155,90				
Publication de la «Gazette officielle» (Regroupement de 8 factures)		62 206,77			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Abonnement aux agendas Agenda de presse du Québec Agenda public du Québec Agendas culturels Agendas sectoriels (L'Événementiel)	195,00				
Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (Regroupement de 2 factures) (Publications CCH)	430,00				
Accès à l'information. Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (Regroupement de 2 factures) (Éditions Yvon Blais)	231,80				
Affaires, Les			77,95		
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	43,00				
Cedrom-Sni. Gestion de l'information					2 232,80
Charte canadienne des droits et libertés, La (Éditions Yvon Blais)	134,90				
Charte canadienne des droits et libertés, La (Publications CCH)	580,00				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Chartes des droits de la personne. Législation, jurisprudence et doctrine, 19e édition, 2006 (Éditions Wilson & Lafleur)	89,95				
Code civil du Québec annoté, 9e édition, 2006 Éditions Wilson & Lafleur)	300,00				
Code civil du Québec, 14e édition (Éditions Yvon Blais)	65,80				
Code civil du Québec (Éditions Wilson & Lafleur) (Regroupement de 2 factures)	247,95				
Code criminel					49,50
Code de procédure civile (mises à jour)					49,50
Code du travail	179,90				
Congédiement déguisé au Québec, Le (Éditions Yvon Blais) (Regroupement de 3 factures)	263,70				
Contrats des organismes publics québécois (Publications CCH)	822,00				
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (Publications CCH)	702,00				

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Développements récents en droit administratif (Éditions Yvon Blais)	71,90				
Développements récents en droit du travail (Éditions Yvon Blais)	71,90				
Droit de l'emploi au Québec, 3e édition, 2006, Le Harcèlement psychologique au travail, édition 2006, Le (Éditions Wilson & Lafleur)	114,90				
Droits de la personne et les relations du travail, Les (Éditions Yvon Blais)	133,80				
Formulaires de procédure civile (mises à jour)					49,50
Gestion des lésions professionnelles (Éditions Yvon Blais)	94,90				
Guide sur les régimes de retraite et les avantages sociaux au Québec (Publications CCH)	78,96				
Institut canadien des comptables agréés					69,00
Loi Accidents de travail et des maladies professionnelles	179,90				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Loi sur les normes du travail. Législation, jurisprudence et doctrine, 6e édition (Éditions Wilson & Lafleur)	89,95				
Loi sur les normes du travail. Législation, jurisprudence et doctrine, 6e édition, 2006 (Éditions Wilson & Lafleur)	89,95				
Lois du travail (mises à jour)					49,50
Lois sur la santé et la sécurité au travail, Les	756,55				
Lois du travail 2006-2007, Les Assurance collective en milieu de travail, 2e édition, L' (Éditions Yvon Blais)					
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, Les (Regroupement de 2 factures) (Éditions Yvon Blais)	157,80				
Press News (regroupement de 12 factures)		1 812,00			
Publications du Québec (Lois et réglements des régimes de retraite)					102,90
Publications du Québec (Lois refondues Québec)					847,95
Publications du Québec (Projets Lois - présentation - sanctionnées)					390,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Publications du Québec (Tableau des modifications)					140,00
Recueil des politiques de gestion (Les Publications du Québec)					237,46
Secrétariat général de santé et de services sociaux (Regroupement de 10 factures)					413,50
Tribunaux administratifs du Québec (Éditions Yvon Blais) (Regroupement de 2 factures)	158,80				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et programmes					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Association des ingénieurs-conseils du Québec					70,00
Business Week			63,95		
Conference board of Canada, The (Regroupement de 11 factures)					9 111,71
Economist, The					286,00
Institut canadien des comptables agréés					73,14
L'Actualité médicale			82,50		
Les Affaires			67,78		
Maclean's Magazine			34,95		
Observateur économique canadien			194,40		
Publications du Québec			24,33		
Receveur général du Canada	26,50				
Recueil des politiques de gestion (Les Publications du Québec)					280,43
Terre de chez-nous, La		97,00			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Association internationale de la sécurité sociale					70,16
Budget fédéral 2005-2006 (Receveur général du Canada)	451,20				
Collège des médecins du Québec					1 097,00
Colloque «L'obligation d'accommodement en milieu de travail» (Publications CCH)	645,00				
Commerce			29,95		
Compendium des produits et spécialités pharmaceutiques (Association des pharmaciens du Canada)					1 068,75
Conference board of Canada, The (Regroupement de 11 factures)					9 111,71
Développements récents en droit du travail Éditions Yvon Blais)	123,85				
Devoir, Le		175,51			
Droit des personnes en relation de travail (Éditions Yvon Blais) (Regroupement de 2 factures)	133,80				
Droit du travail (Éditions Yvon Blais)	56,90				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Effectif (Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec)			34,78		
Frontières (Presses de l'Université du Québec)			39,49		
Gestion, revue internationale de gestion (Regroupement de 4 factures)			206,91		
Groupe de communication Sansectra, Le					35,00
Guide sur les régimes de retraite et les avantages sociaux au Québec (Publications CCH)	243,62				
L'actualité médicale (Éditions Rogers)			113,60		
Loi de l'impôt sur le revenu du canada et règlement annotés, 35e édition, 2006 (Regroupement de 3 factures) (Publications CCH)	243,62				
Lois du travail, Les (Éditions Wilson & Lafleur) (Regroupement de 2 factures)	170,00				
Lois du travail, Les (Éditions Yvon Blais) (Regroupement de 6 factures)	732,13				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32
 Liste de tous les abonnements du ministère

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources humaines et relations de travail

NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, Les (Regroupement de 2 factures) (Éditions Yvon Blais)	157,80				
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec					1 025,00
Politiques contre le harcèlement au travail et réflexions sur le harcèlement psychologique (Éditions Yvon Blais)	56,90				
Raincoast Books	43,98				
Recueil des politiques de gestion (Les Publications du Québec)					1 961,57
Régimes de retraite au Québec (Publications CCH)					783,00
Relations de travail (Publications CCH)	783,00				
Relations industrielles (Regroupement de 2 factures)			200,00		
Revue chronologique de la population active (Statistique Canada)			209,00		
Revue internationale de gestion			48,26		
Revue internationale de gestion			46,07		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Daily commercial news and construction record			2 138,92		
Gazette officielle du Québec (Regroupement de 4 factures)	948,00				
Indice des prix à la consommation (Statistique Canada)	111,00				
Lexisnexis Canada					104,00
Lois refondues du Québec (Regroupement de 2 factures)	1 602,00				
Recueil des politiques de gestion (Les Publications du Québec) (Regroupement de 2 factures)					3 179,66
Système électronique d'appel d'offres				265,00	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32
 Liste de tous les abonnements du ministère

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la modernisation de l'État

NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Arsenault formation/carrière					75,00
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (Regroupement de 2 factures)					150,00
Gain generic benchmarking report 2006 (Institute of internal auditors)	390,00				
Société québécoise d'évaluation de programme					117,92

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMERO 32 Liste de tous les abonnements du ministère					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
G.A.R. Services alimentaires (Regroupement de 11 factures)		11 689,31			
Presse, La		161,20			
Recueil des politiques de gestion (Les Publications du Québec) (Regroupement de 3 factures)					875,67
Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail					33,90

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site et l'adresse
Secrétariat du Conseil du trésor
www.tresor.gouv.qc.ca

Conférence intergouvernementale sur la classification, la compensation et les négociations collectives 2006
www.ic.gouv.qc.ca

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
[tresor.gouv.qc.ca]
Le site du Secrétariat du Conseil du trésor a été réalisé à l'interne, en 2004, par le personnel de la Direction des communications

[ic.gouv.qc.ca]
Le site de la Conférence intergouvernementale a été réalisé, en 2006, par une ressource de la Direction des communications (à l'interne), ainsi que par la firme Sys-Tech
- les coûts de construction du site
[tresor.gouv.qc.ca]
L'ensemble du site a été réalisé à l'interne. Toutefois, un mandat de services professionnels pour répondre à toutes les normes d'accessibilité a été attribué, dont le coût a été de 2 100 \$. Deux formulaires ont également été élaborés à l'externe au coût de 2 287 \$. Deux sections du site ont dû être rédigées à l'externe au coût de 2 223 \$

[ic.gouv.qc.ca]
Le site de la Conférence intergouvernementale sur la classification, la compensation et les négociations collectives 2006 avait déjà été conçu par le gouvernement provincial (Ontario) ayant organisé la conférence de l'année précédente. La refonte a été réalisée par une ressource à la Direction des communications et par Sys-Tech au coût de 1 215 \$
- le coût de l'entretien et de la mise à jour
[tresor.gouv.qc.ca]
L'entretien et la mise à jour du site du Secrétariat du Conseil du trésor sont assumés par une ressource de la Direction des communications. On a aussi eu recours à Sys-Tech, une firme externe de Québec. Les coûts externes ont été de 9 776,25 \$ pour 2006. Le coût d'hébergement pour l'année est de 2 550 \$

[ic.gouv.qc.ca]
L'hébergement du site de la Conférence intergouvernementale a été requis du 10 janvier au 9 juillet 2006, au coût de 150 \$
- le responsable du contenu du site
La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor et du site de la Conférence intergouvernementale

- **la fréquence moyenne de mise à jour**

[tresor.gouv.qc.ca]

Des modifications quotidiennes ou hebdomadaires sont apportées au site dans les sections « Accueil » et « Emplois au gouvernement ». D'autres sections demandent des modifications ponctuelles, dont celles « Budget de dépenses », « Marchés publics » et « Documentation ». Cette année la refonte de la section de la « Modernisation de l'État » a nécessité un travail quotidien sur une courte période

[ic.gouv.qc.ca]

Les modifications et les mises à jour se faisaient de façon ponctuelle

- **le nombre de visiteurs (hits) par mois**

[tresor.gouv.qc.ca]

Pour la période allant du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, une moyenne mensuelle de 163 923 visites a été enregistrée

[ic.gouv.qc.ca]

Étant donné la spécificité de la mission du site et de sa clientèle restreinte, aucun engin statistique n'a comptabilisé les visites de ce site

- **le nombre de fois que le site a été refait**

[tresor.gouv.qc.ca]

Depuis son lancement, au mois de mai 1999, le site a été refait 2 fois, soit en 2001 et en 2004

[ic.gouv.qc.ca]

Aucune refonte

- **le coût :**

L'ensemble des modifications du site du Secrétariat du Conseil du trésor a été réalisé à l'interne, à l'exception des éléments suivants :

- en 2004, normes d'accessibilité : 2 100 \$
- en 2004, formulaires : 2 287 \$
- en 2004, rédaction : 2 223 \$

- **les critères qui ont justifié les changements**

- actualisation nécessaire du site, en ce qui concerne sa présentation visuelle et ses techniques de mises à jour
- respect des mises à jour aux normes établies par le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) et par le World Wide Web Consortium
- changements à la structure administrative du Secrétariat du Conseil du trésor

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **le nom du site et l'adresse**
Le Forum des gestionnaires en ressources matérielles www.fgrm.gouv.qc.ca
auparavant (1999) l'Association des gestionnaires en ressources matérielles du Québec www.agrmq.qc.ca
- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
L'ensemble du site a été réalisé à l'interne, en 1999, par Pierre Chabot et Robert Bédard avec l'aide d'un étudiant en conception multimédia Patrice Plante (étudiant)
- **les coûts de construction du site**
L'ensemble du site a été réalisé à l'interne avec l'aide d'un étudiant (emploi d'été)
- **le coût de l'entretien et de la mise à jour**
L'entretien et la mise à jour ont été effectués à l'interne
- **le responsable du contenu du site**
Le secrétaire général du FGRM (Yvan Cliche) avec le support du webmestre (Pierre Chabot)
- **la fréquence moyenne de mise à jour**
Plusieurs fois par mois, selon les besoins
- **le nombre de visiteurs (hits) par mois**
12,000 par mois
- **le nombre de fois que le site a été refait**
1 fois en 2004
- **le coût :**
1100,00 \$
- **les critères qui ont justifié les changements**
Nécessité de renouveler le visuel

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site et l'adresse

Nom : Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec (FDRH). Adresse : www.fdrh.gouv.qc.ca

Note : Le FDRH est un organisme de concertation en administration dont le cadre de gestion est établi par le CT 202885 du 2005-10-18

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Ressource interne : Mme Doris Bissonnette, ancienne analyste en procédés administratifs au FDRH (n'est plus à l'emploi du FDRH)

- les coûts de construction du site

Approximativement 1 500 \$

- le coût de l'entretien et de la mise à jour

Approximativement 300 \$ annuellement

- le responsable du contenu du site

Directeur exécutif du FDRH

- la fréquence moyenne de mise à jour

3 à 4 fois par année

- le nombre de visiteurs (hits) par mois

Approximativement 800

- le nombre de fois que le site a été refait

Aucun. Le site est été conçu en 2002 et, depuis, il a fait l'objet de quelques ajustements mineurs seulement

- le coût :

Inclus dans l'entretien

- les critères qui ont justifié les changements

Non applicable

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **le nom du site et l'adresse**
<http://www.fgti.gouv.qc.ca>
- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
En 1997 Ami Microâge
En 2004 Informatique Stratégique
- **les coûts de construction du site**
Le coût de développement du site Internet est pratiquement nul puisque le site est avant tout un extranet. Donc, sur les 15 000 \$ investi pour l'ensemble, on peut évaluer le site Internet à 500,00 \$
- **le coût de l'entretien et de la mise à jour**
Le coût ne représente qu'une infime partie de l'entretien soit 200,00 \$ par année
- **le responsable du contenu du site**
M. Jacques Leclerc, directeur exécutif du FGTI
- **la fréquence moyenne de mise à jour**
Une fois par mois
- **le nombre de visiteurs (hits) par mois**
900 visiteurs par mois
- **le nombre de fois que le site a été refait**
Il n'a été refait qu'une seule fois en 2004
- **le coût :**
750,00 \$ soit environ 5% du coût total de l'extranet
- **les critères qui ont justifié les changements**
La désuétude du logiciel utilisé et le coût élevé de l'entretien

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **le nom du site et l'adresse**
Forum des responsables des communications (FRC)
www.forumdc.gouv.qc.ca
- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
BJP Communication
- **les coûts de construction du site**
2650 \$ en février et mars 2003
- **le coût de l'entretien et de la mise à jour**
La mise à jour est effectuée par le secrétariat du FRC. Nous avons eu recours au programmeur, en 2006-2007, pour de la formation (nouvel employé), du développement et du dépannage. Coût : 1300 \$
- **le responsable du contenu du site**
Le secrétariat du FRC
- **la fréquence moyenne de mise à jour**
De 5 à 10 fois par mois
- **le nombre de visiteurs (hits) par mois**
2357 visiteurs par mois en moyenne
- **le nombre de fois que le site a été refait**
Aucune
- **le coût :**
Non applicable
- **les critères qui ont justifié les changements**
Non applicable

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, qui est responsable du contenu sur le site, quelle est la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?)

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **le nom du site et l'adresse**

Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)
www.frvi.gouv.qc.ca

Note : En octobre 2005, le Conseil du trésor instituait les Forums de concertation en administration dont fait partie le FRVI

- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Le site a été élaboré au cours des années financières 1996-1997 et 1997-1998. Accessible depuis octobre 1997

Ces informations sont archivées

- **les coûts de construction du site**

Informations archivées.
Pour l'année financière 2006-2007, les coûts d'hébergement sont de 600 \$

- **le coût de l'entretien et de la mise à jour**

La grande majorité des mises à jour sont faites à l'interne par Mme Céline Michaud. Toutefois, cette dernière a recours à une ressource externe pour l'animation, pour réduire des photographies ou tout simplement par manque de temps, etc.

Au cours de l'année financière 2006-2007, quelque 400 \$

- **le responsable du contenu du site**

Mishèle Bérubé, directrice

- **la fréquence moyenne de mise à jour**

3 à 4 fois par semaine (agenda, Quoi de neuf?, liste des membres, etc.)

- **le nombre de visiteurs (hits) par mois**

Selon les statistiques, environ 30 visiteurs par jour

- **le nombre de fois que le site a été refait**

Le site a été modernisé mais non refait

- **le coût :**

Environ 1 000 \$

- **les critères qui ont justifié les changements**

Nouvelle signature visuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 34

Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information : téléphonie, matériel informatique, logiciels, programmation, formation

Secrétariat du Conseil du trésor

A) Téléphonie 617 224,90 \$

- communications informatiques : 162 621,51 \$
- communications mobiles : 77 758,10 \$
- communications téléphoniques : 339 422,02 \$
- téléservices : 37 423,27 \$

B) Matériel informatique 415 479,26 \$

C) Logiciels 57 974,55 \$

D) Programmation 262 555,95 \$

E) Formation Répondu par la demande numéro 13

TOTAL 736 009,76 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 35

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

Les personnes salariées assujetties à la Loi sur la fonction publique sont des employées du Conseil du trésor au sens de la Loi sur l'équité salariale (LES), comme le sont celles des secteurs de l'éducation et de la santé et des services sociaux. C'est ainsi que le Conseil du trésor doit mettre en place six programmes d'équité salariale

Pour ces deux derniers secteurs, le programme le plus important est celui visant tout le personnel des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation à l'exception du personnel d'encadrement. Celui-ci a fait l'objet d'une entente en juin dernier mais les travaux n'ont été complétés suivant les exigences de la LES qu'en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes appartenant à des titres d'emplois pour lesquels des correctifs ont été identifiés recevront à terme un correctif moyen de près de 6 %

Le personnel d'encadrement de ces secteurs est visé par le programme général du parapublic qui a été mis en place en juin 2006. Le premier affichage prévu par la LES sera effectué sous peu

Dans la fonction publique, le programme le plus important est celui dont les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (47 000 salariés). Ils visent les fonctionnaires et les ouvriers. Les travaux de ce comité ont fait l'objet d'une entente en juin 2006 mais ce n'est qu'à la fin du mois de novembre que toutes les étapes d'affichage requises par la LES ont été complétées. Le relèvement moyen des personnes salariées visées par un correctif est de 5,16 %. Plus de vingt-huit mille personnes bénéficieront d'un correctif

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes imposées par la LES ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes sont visées par un correctif pour un relèvement moyen de 3,6 %

Le troisième programme de la fonction publique est celui mené avec quatre organisations syndicales représentant des agents de la paix. Un premier affichage requis par la LES s'est effectué à l'automne 2006. Les travaux de ce comité vont bon train et sont à l'étape de l'évaluation des catégories d'emplois

Le dernier programme de la fonction publique vise toutes les autres catégories d'emplois, soit le personnel d'encadrement, quelques catégories de salariés non syndiqués et des catégories représentées par des organisations syndicales ne représentant pas des catégories à prédominance féminine. Le comité sera constitué sous peu

Les correctifs salariaux émanant des travaux d'équité salariale génèrent les coûts suivants : 2001-2002 à 2004-2005 : 670 M\$; 2005-2006 : 498,4 M\$; 2006-2007 : 774,8 M\$; 2007-2008 : 720,2 M\$; 2008-2009 : 809 M\$; 2009-2010 : 825 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 36

Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État, ainsi que le montant de chacun de ces contrats

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 37

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 38

Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 39

Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement

Le «Plan de modernisation 2004-2007» comporte 39 projets, auxquels s'ajoutent 15 initiatives apparaissant aux premier et deuxième rapports d'étape

Le Plan de modernisation comporte 10 projets de plus grande envergure, qui se déploient à l'échelle gouvernementale :

- Services Québec
 - o Mise en place d'un guichet unique multimode et multiservice à travers tout le Québec
 - o Services Québec est actuellement présent dans près de 45 points et centres de services
 - o Possibilité de joindre le gouvernement au moyen d'un numéro de téléphone unique
- Développement du gouvernement en ligne
 - o Plusieurs services sont mis en ligne afin d'en faciliter l'accès, comme le Service québécois de changement d'adresse
 - o 95 % de la population habite un territoire où les écoles, les administrations municipales et les bibliothèques publiques sont branchées à un réseau de télécommunication à très haut débit
- Partenariats public-privé
 - o Plusieurs projets structurants se déroulent en mode PPP : autoroutes 25 et 30, 200 nouvelles places en CHSLD, nouvelle salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal, réseau de parcs routiers et certaines composantes de deux grands centres hospitaliers universitaires à Montréal
- Réduction de la taille de la fonction publique
 - o Un départ à la retraite sur deux n'est pas remplacé dans les ministères et organismes
 - o 3 430 ETC n'ont pas été remplacés entre 2004 et 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 39

Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement

- Modernisation du réseau de la santé et des services sociaux
 - o Diminution du nombre :
 - de structures administratives, passant de 339 à 195
 - d'accréditations syndicales, qui sont passées de 3 879 à 914
 - du nombre de titres d'emploi de 500 à 285
 - o Mise en place de 125 groupes de médecine familiale qui desservent près de 978 000 citoyens (1 450 médecins et 230 infirmières y travaillent)
 - o Mise en place de 16 cliniques réseaux, dont 15 dans la grande région de Montréal et une dans la région de la Montérégie
- Décentralisation et régionalisation
 - o Nouveau pacte fiscal et financier 2007-2013 : plus de 3,8 G\$ aux municipalités du Québec
 - o Création de 21 Conférences régionales des élus
- Rôle et gouvernance des sociétés d'État
 - o Parution de l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État* qui prévoit des critères exigeants de transparence, d'intégrité et de responsabilité pour les dirigeants de 24 sociétés d'État
 - o La *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*, entrée en vigueur en décembre 2006, applique les principes de l'énoncé à six grandes sociétés d'État
- Examen des organismes publics
 - o Trois groupes de travail ont été formés et 137 organismes ont été examinés
 - o À la suite des travaux de ces groupes, à ce jour 13 organismes ont été abolis et 7 améliorés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 39

Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement

- Centre de services partagés du Québec
 - o À ce jour, le Centre a généré les économies suivantes par des regroupements de services administratifs :
 - 11,2 M\$ par le regroupement en placement médias
 - 13,1 M\$ sur cinq ans par les licences Oracle
 - 20 M\$ par année de 2002 à 2006 avec le RETEM
- Gestion des ressources humaines
 - o Augmentation du taux d'embauche des membres de groupes cibles dans la fonction publique québécoise : de 4,4 % en 2002-2003, il est passé à 13,6 % en 2005-2006

Parmi les autres réalisations issues de la modernisation de l'État, on compte :

- La définition d'une politique du médicament
- Le regroupement et la simplification des programmes de soutien financier en matière culturelle (DIAPASON)
- La fusion de la Bibliothèque nationale du Québec et des Archives nationales du Québec
- La privatisation de la Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 40

Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 41

Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce aux recours au Centre de services partagés du Québec

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 42

Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 43 Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008		
ANNÉE	DESCRIPTION	COÛT
2006-2007	Entente conclue entre le Secrétariat du Conseil du trésor, le ministère du Conseil exécutif et le ministère de la Sécurité publique pour la sécurité à l'édifice « 875 Grande Allée Est »	197 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 44

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

Adoption de la nouvelle Directive sur la Sécurité de l'information gouvernementale - Ministère des services gouvernementaux - CT 203560

L'adoption de la nouvelle directive par le Conseil du trésor ne devrait pas impliquer l'ajout de nouvelles ressources au sein des ministères et des organismes

Les responsabilités conférées aux ministères et organismes en vertu de la nouvelle directive devront être assumées à même les budgets qui leur sont impartis

De l'avis du Ministère des services gouvernementaux, le défi associé à l'application de la directive est beaucoup plus d'adapter les méthodes de travail en fonction de pratiques reconnues et efficaces que de confier des responsabilités additionnelles aux ministères et aux organismes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 45

Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 46

Nominations, depuis le 1er mai 2006, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs et de médiateurs : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise aux demandes générales numéros 10 et 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 47

Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

Direction des communications

Tournée régionale de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Mme Monique Jérôme-Forget. La tournée s'est déroulée en automne 2006, soit de août à novembre

Les régions à l'itinéraire : Gaspésie, Abitibi, Chaudières-Appalaches, Bas Saint-Laurent, Laurentides/Lanaudière, Québec et Montréal

Objectifs de la rencontre : La tournée régionale fournit une occasion d'être à l'écoute des préoccupations, projets et idées des citoyens des régions, de renouveler la confiance envers les régions en tant que partenaires indispensables à la prospérité du Québec, de reconnaître les élus locaux comme des alliés dans le développement du Québec et de ses régions et de mettre en valeur les récentes réalisations gouvernementales

Le Secrétariat du Conseil du trésor a eu recours au soutien de Services Québec pour l'organisation de la tournée régionale

De plus, la firme GGA Communications a été mandatée pour fournir les services suivants :

- conseils stratégiques pour l'élaboration et la préparation de la tournée ministérielle
- développement des axes de communication et des contenus des messages
- identification des approches sectorielles et régionales qui seront retenues pour la tournée
- accompagnement pour réaliser des outils et du matériel de communication et de relation publique nécessaires au soutien de la tournée

Coût du contrat : 22 500,00 \$

Coût facturé : 17 912,50 \$ + 111,45 \$ (coût de fonctionnement de Services Québec)

Coût de l'opération : 18 023,95 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 48

Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 49

Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 50

Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 51

Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2006-2007 : nombre de refus, nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours, nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 52

Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : coûts, nombre de ressources affectées, nombre de rencontres, nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise aux demandes générales numéros 12, 13 et 21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 53
Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 54

Le montant des cibles de compression fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles

La prévision de dépenses de programmes établie lors du dernier budget à 50 873,0 M\$ est révisée à la hausse à 51 769,0 M\$, soit une augmentation de 896,0 M\$, en raison principalement de la variation de la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec ainsi que de l'impact du règlement de l'équité salariale :

	Dépenses de programmes
Budget de dépenses 2006-2007	50 873,0
PLUS:	
1. Relèvement de la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec	247,5
2. Impact de l'étalement sur six ans en sept versements du règlement de l'équité salariale	242,0
3. Dépenses additionnelles au ministère de la Santé et des Services sociaux	209,7
4. Dépenses additionnelles au ministère de la Sécurité publique	70,8
5. Tenue des élections générales le 26 mars 2007	69,0
6. Dépenses additionnelles au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	51,5
7. Autres facteurs	5,5
Dépense probable	51 769,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 55

Le montant des cibles de compression fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles

Même question que la 54

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 56

Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 57

Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2006-2007

FOURNISSEUR	MONTANT VERSÉ EN 2006-2007
Affaires Goûter	200,60
Auberge La Camarine	250,00
Avec Plaisirs	627,45
Boulangerie Première Moisson	148,65
Buffet Clémentine	6 067,05
Buffet du Passant	2 769,75
Buffets Maison	2 451,15
Café Bistro A.L. Van Houte	93,35
Cartet Boutique Alimentaire, Le	282,00
Centre de production A.N.	1 773,93
Christian Drapeau, traiteur & dessert	188,75
De Blanchet, pâtisserie épicerie fine traiteur	485,00
G.A.R. Services alimentaires	2 862,69
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, L'	709,59
Laliberté & Associés	342,00
Lionel Riverin	197,50
Musée national des beaux-arts du Québec	425,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMERO 57

Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2006-2007

FOURNISSEUR	MONTANT VERSÉ EN 2006-2007
Panetier Baluchon	98,00
Pomerleau maître traiteur	1 428,00
Première Moisson Express	142,55
Saisonnier, Le	2 194,15
Salle de réception IL Gabbiano	1 820,00
Service de café Van Houtte	4 478,45
Service de restauration Le Parlementaire	400,43
Société des établissements de plein air du Québec	624,62
Sodexo Québec	428,50
Traiteur des Anges	4 361,60
Traiteur le Fin Gourmet	1 619,90

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 58

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Total des économies non récurrentes observées en 2006-2007 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé
2	Liste des économies non récurrentes de plus d'un million de dollars pour 2006-2007 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)
3	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2006-2007 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé)
4	Détails des crédits périmés et reportés en 2006-2007 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)
5	Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes
6	Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes
7	Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes
8	Somme totale de toutes les dépenses encourues en 2006-2007 par les ministères et organismes pour des activités reliées à l'Agence des partenariats public-privé
9	Total des frais de services professionnels externes encourus directement ou indirectement par l'Agence des partenariats public-privé
10	Liste des études et/ou analyses produites en 2006-2007 et concernant des projets de partenariats public-privé
11	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats
12	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des membres du conseil d'administration b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitae d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation
13	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité
14	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité
15	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007, en incluant les coûts
16	Bilan du Fonds de services gouvernementaux par secteur d'activité : <ul style="list-style-type: none"> a) valeur totale des contrats accordés durant l'année b) coûts des dépassements s'il y a lieu c) liste des ministères et organismes qui ont fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés par le ministère
17	Liste des nouveaux baux conclus par la Société immobilière du Québec pour 2007-2008. Nom et adresse des entreprises traitantes et ventilation par région

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
18	Liste des baux signés par la Société immobilière du Québec avec des propriétaires privés : a) coûts et superficie b) endroit c) occupant actuel d) date de la signature du bail e) locaux inoccupés en pieds carrés f) la durée du bail
19	Au 1 ^{er} mars 2007 : a) la superficie totale du parc immobilier b) la superficie totale des espaces vacants c) le taux de vacance qui en découle
20	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle
21	Nombre total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2006-2007 et pour les quatre années précédentes
22	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération
23	Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction
24	Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction. Ventilation par année
25	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme, tel que prescrit par la «Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels»
26	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel de la fonction publique dont le contrat n'a pas été renouvelé à son échéance
27	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi
28	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2006-2007 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec
29	Copie des études, des analyses ou des rapports portant sur la décentralisation, la déconcentration ou la dévolution d'organismes gouvernementaux, produits en 2006-2007
30	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?
31	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004
32	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place du gouvernement en ligne
33	Objectifs 2007-2008 pour la représentation des communautés culturelles dans les cabinets politiques, dans la haute direction de la fonction publique et aux conseils d'administration des organismes d'État
34	Bilan des six comités mis sur pied dans le cadre du discours inaugural de juin 2003. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
35	Bilan des six comités lancés par le premier ministre, le 9 octobre 2003, dans le cadre de la réingénierie. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité
36	Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une société relevant du ministère en 2006-2007 : a) date et contexte de création b) objectifs poursuivis c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire, incluant le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur curriculum vitae d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autres, et de la fin e) indiquer le budget dévolu
37	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et les programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci
38	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007 dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats
39	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 indiquer : a) la liste des membres du conseil d'administration b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitae d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation
40	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité
41	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité
42	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes
43	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007
44	Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec en 2006-2007 avec coûts de publication et origine de la demande (ministère et organisme). Fonds alloués à la publication d'offres d'emploi dans les médias écrits et électroniques, qui d'adressent prioritairement aux communautés culturelles, et au sein des cégeps et universités québécoises, incluant le réseau anglophone
45	Ventilation détaillée des dépenses du Fonds de l'information gouvernementale pour 2006-2007
46	Détail des coûts associés au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
47	Description de l'atteinte des normes gouvernementales en matière de communication gouvernementale pour tous les ministères et organismes : identification visuelle, placement média, diffusion de l'information dans Internet, commandites d'activités et participation à des salons et des expositions
48	Concernant les sommes allouées à la mise en œuvre de la prestation électronique de services du gouvernement du Québec. Indiquer les crédits autorisés en début d'année financière ainsi que la dépense réelle observée à la fin de l'année financière pour chacun des projets de services gouvernementaux en ligne, qu'ils soient fonctionnels ou en développement, et ce, pour l'année 2006-2007 et pour chacune des deux années précédentes
49	Liste des services actuellement offerts par Services Québec et qui n'étaient pas disponibles via Communication-Québec
50	Comparaison des coûts des services offerts et facturés aux ministères et organismes par le Centre de services partagés avec ceux que les ministères et organismes assumaient pour les mêmes services sans recourir au Centre de services partagés
51	(Secrétariat à la jeunesse) Initiatives mises en place en 2006-2007 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 1

Total des économies non récurrentes observées en 2006-2007 pour l'ensemble des ministères et organismes du fonds consolidé

- Comme c'est le cas à chaque année, le gouvernement doit prévoir que certains dépassements qui surviennent en cours d'année peuvent être compensés par des économies à d'autres postes budgétaires. C'est dans ce contexte que le gouvernement a demandé à tous les ministères et organismes d'identifier des économies, qui ont totalisé près de 220 millions de dollars en 2006-2007, permettant ainsi de compenser des dépassements identifiés à divers postes de dépenses en cours d'exercice, tels que :
 - 72 millions de dollars pour les services préhospitaliers d'urgence
 - 65 millions de dollars pour les coûts additionnels au programme d'assurance médicaments
 - 36 millions de dollars pour les ententes intervenues avec les fédérations médicales
 - 12 millions de dollars pour le programme d'aide aux sinistrés
- Ce niveau d'économie représente 0,4 % du total des dépenses de programmes en 2006-2007, soit 51 769 millions de dollars. Les économies se répartissent dans l'ensemble des ministères et organismes. Les principales économies non récurrentes se retrouvent dans les postes suivants :
 - 66 millions de dollars principalement reliés à une clientèle étudiante moins élevée que prévue au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
 - 26 millions de dollars principalement pour les activités de soutien à la gestion au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 - 15 millions de dollars pour des mesures de rationalisation de dépenses au ministère du Revenu du Québec
 - 14 millions de dollars pour des dépenses moindres aux services de garde
 - 10 millions de dollars pour le report en 2007-2008 de la signature de l'entente sur le transfert des terres entre Oujé-Bougoumou et Mistassini

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 2

Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2006-2007 (pour l'ensemble des ministères et organismes du fonds consolidé)

La réponse à cette demande est transmise à la demande particulière numéro 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 3

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2007-2008 (tous les ministères et organismes du fonds consolidé)

Quelques mesures budgétaires prévues aux budgets de dépenses 2007-2008 ne sont pas récurrents en 2008-2009, telles que :

- 28,0 millions de dollars pour les Orphelins de Duplessis
- 17,0 millions de dollars pour la diminution des besoins moindres des engagements du programme FAIRE
- 10,0 millions de dollars d'aide spéciale à l'élimination du matériel à risque spécifié
- 4,4 millions de dollars reliés à la Commission sur les accommodements raisonnables
- 1,5 millions de dollars liés à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois
- 0,7 millions de dollars pour la commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde (excluant les crédits permanents)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 4

Détails des crédits périmés et reportés en 2006-2007 (pour l'ensemble des ministères et organismes du fonds consolidé)

CRÉDITS PÉRIMÉS

- Chaque année, des crédits ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au budget de dépenses étant moindres qu'anticipées ou ne se réalisant pas en cours d'exercice, Tel que, par exemple : des postes d'effectifs deviennent vacants, des projets se réalisent un peu moins vite que prévu, etc
- En 2006-2007, les crédits périmés estimés se sont élevés à 273,0 millions de dollars, un niveau comparable aux années antérieures

CRÉDITS REPORTÉS

- Le report de crédits est un assouplissement des règles de gestion au moyen duquel un ministère peut, selon certaines conditions, reporter une partie de ses crédits non utilisés en fin d'année à l'année suivante. Cet assouplissement vise une petite proportion des crédits (règle générale, 3 % des crédits votés en excluant les parties « Transfert » et « Immobilisations » et a pour but d'encourager la bonne gestion
- Lors du dépôt du Budget de dépenses 2006-2007, aucun crédit n'était prévu être reporté de l'exercice 2005-2006 à 2006-2007. Lors de la fermeture 2005-2006, 18,8 millions de dollars ont été reportés en 2006-2007. Ces crédits reportés apparaissent au budget de dépenses 2007-2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 4
Détails des crédits périmés et reportés en 2006-2007 (pour l'ensemble
des ministères et organismes du fonds consolidé)

HISTORIQUE DES CRÉDITS (DE DÉPENSES) PÉRIMÉS

Périms réalisés en fin d'année

1990-1991	596 380
1991-1992	713 000
1992-1993	897 000
1993-1994	854 000
1994-1995	1 270 000
1995-1996	755 000
1996-1997	1 021 000
1997-1998	452 180
1998-1999	354 179
1999-2000	474 404
2000-2001	431 350
2001-2002	217 457
2002-2003	474
2003-2004	417 994
2004-2005	262 536
2005-2006	238 026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 4 Détails des crédits périmés et reportés en 2006-2007 (pour l'ensemble des ministères et organismes du fonds consolidé)		
	Crédits reportés prévus (en milliers de dollars)	Crédits reportés réels (en milliers de dollars)
Affaires municipales et Régions		2,7
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		151,6
Assemblée nationale		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		97,4
Conseil exécutif		1 398,5
Culture et Communications		260,9
Développement durable, Environnement et Parcs		560,4
Développement économique, Innovation et Exportation		
Éducation, Loisir et Sport		
Emploi et Solidarité sociale		
Famille, Aînés et Condition féminine		1 429,3
Finances		2 754,4
Immigration et Communautés culturelles		
Justice		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		1 177,3
Relations internationales		714,6
Ressources naturelles et Faune		876,6
Revenu		6 113,3
Santé et Services sociaux		
Sécurité publique		
Services gouvernementaux		
Tourisme		
Transports		2 618,6
Travail		689,1
Total	0,0	18 844,7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 5					
Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007*
Bas-Saint-Laurent	1 785	1 776	1 710	1 734	1 327
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 610	1 607	1 556	1 520	1 153
Mauricie	1 696	1 740	1 710	1 700	1 297
Estrie	1 473	1 460	1 422	1 390	1 033
Outaouais	1 521	1 514	1 457	1 413	1 040
Abitibi-Témiscamingue	1 395	1 428	1 383	1 389	1 119
Côte-Nord	990	983	949	927	691
Nord-du-Québec	195	213	214	211	163
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	990	1 044	1 031	1 018	749
Centre-du-Québec	770	767	729	713	526
Hors-Québec	72	83	83	78	60
Indéterminée	570	567	470	367	267

* Pour les 9 premiers mois de l'exercice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 6					
Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007*
Capitale-Nationale	31 037	31 963	31 300	30 589	22 767
Chaudière-Appalaches	1 497	1 470	1 419	1 455	1 132

* Pour les 9 premiers mois de l'exercice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 7					
Effectifs de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2006 et pour chacune des quatre années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007*
Montréal	14 346	14 646	14 307	14 209	10 590
Laval	1 663	1 554	1 541	1 557	1 174
Lanaudière	990	1 021	992	967	722
Laurentides	1 516	1 547	1 479	1 449	1 089
Montréal	4 257	4 261	4 082	3 991	2 936

* Pour les 9 premiers mois de l'exercice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 8

Somme totale de toutes les dépenses encourues en 2006-2007 par les ministères et organismes pour des activités reliées à l'Agence des partenariats public-privé

L'Agence des partenariats public-privé répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 9

Total des frais de services professionnels externes encourus directement ou indirectement par l'Agence des partenariats public-privé

L'Agence des partenariats public-privé répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 10

Liste des études et/ou analyses produites en 2006-2007 et concernant des projets de partenariats public-privé

L'Agence des partenariats public-privé répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité de développement de l'Association des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines du gouvernement du Québec	Conseiller et assister le conseil d'administration dans ses travaux en cette matière, notamment en proposant les thèmes des activités aux membres, en identifiant les ressources potentielles et en organisant la tenue et l'évaluation de ces rencontres	Conseiller en gestion des ressources humaines des ministères et organismes de la fonction publique québécoise		Participation à plusieurs rencontres du comité et organisation de 3 activités pour les conseillers en gestion des ressources humaines : la communication consciente, la crédibilité et l'éthique
Comité exécutif du réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Administrer les affaires du réseau et représenter ce dernier en matière de harcèlement et de violence au travail	Responsables ministériels nommés par l'assemblée		Participation à une première réunion du comité exécutif le 11 janvier 2007, à une deuxième le 15 février 2007 et à une troisième le 26 avril 2007
Comité interministériel des répondants (es) en matière de condition féminine	Partager, avec les répondants des autres ministères et organismes, sur les façons de mettre en pratique des activités ou de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, et voir à l'élaboration et au suivi de la politique de soutien aux droits des femmes pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes	Environ 35 personnes des différents ministères et organismes		Constater les pratiques de valorisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en vigueur ailleurs, dans la fonction publique, pour se donner des idées afin de favoriser l'égalité entre hommes et femmes au Secrétariat du Conseil du trésor

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel des responsables de programmes d'aide aux employés	Assurer, développer et échanger sur la qualité des services offerts dans les programmes d'aide aux employés de la fonction publique	Responsables ministériels de programmes d'aide aux employés (environ 65 personnes)		<p>Activités de formation spécialisée destinées aux responsables de programmes d'aide aux employés</p> <p>Veille et identification de ressources en prévention</p> <p>Production de divers documents de support</p>
Comité interministériel des responsables de programmes d'aide aux employés de la colline parlementaire	Réaliser des activités de prévention en santé mentale pour le personnel de la fonction publique de la colline Parlementaire	Responsables ministériels de programmes d'aide aux employés de la colline parlementaire (environ 15 personnes)		<p>4 midis-conférences par année</p> <p>Vidéos des conférences disponibles à tous les employés</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le projet de règlement sur les contrats d'approvisionnement	Élaborer en concertation un projet de règlement sur les contrats d'approvisionnement applicables à l'administration gouvernementale, au réseau de la Santé et des services sociaux de même qu'au réseau de l'Éducation	<p>Au Secrétariat du Conseil du trésor :</p> <p>Jacques Lafrance, Isabelle Cloutier, Lucien Turcotte, Caritas Nishimirwe</p> <p>Au ministère de l'Éducation, du loisir et des sports :</p> <p>Jean Drouin, Gilles Marchand, Régine Robichaud, Jean-Guy Poulet, Jacques Turgeon</p> <p>Au ministère de la Santé et des services sociaux :</p> <p>Denis Giguère, Mario Fortin, Marc Gaudreau, Danielle Champagne, Yvan Gagné</p>		<p>3 rencontres du comité interministériel ont été tenues au cours de l'automne soit les 26 octobre, 1^{er} novembre et 20 décembre 2006</p> <p>Divers ajustements ont été apportés au texte du projet pour assurer un consensus entre les divers intervenants concernés</p> <p>Des premières démarches de consultations ont été entreprises au début de 2007 auprès de groupes représentatifs, tels que le Forum des gestionnaires en ressources matérielles, le Forum des gestionnaires en technologies de l'information, le Centre de services partagés du Québec, le Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information et les commissions scolaires</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur les projets économiques	Coordonner et suivre l'évolution des projets économiques majeurs Déterminer les enjeux et les échéanciers visés. En informer les ministres concernés et faire les recommandations appropriées	Comité composé des sous-ministres à vocation économique, des présidents de la Société générale de financement et d'Investissement Québec et de représentants du ministère des Finances et du Secrétariat du Conseil du trésor, et présidé par le député de Louis-Hébert, M. Sam Hamad. Les travaux du comité se tiennent à Québec dans les locaux ministériels	Aucun	Coordination interministérielle accrue
Comité interministériel valorisation et reconnaissance	Partager, avec les responsables des dossiers reconnaissance des autres ministères et organismes, sur les saines pratiques de reconnaissance et sur les moyens mis en place dans les autres m/o pour développer la reconnaissance	46 membres des différents m/o		Constater les pratiques de reconnaissance en vigueur ailleurs, dans la fonction publique, pour se donner des idées afin de se doter au Secrétariat du Conseil du trésor, de saines pratiques de reconnaissance
Comité technique interministériel sur la libéralisation des échanges	Consultation et concertation des ministères concernés par les accords de commerce internationaux	De nombreux ministères, sous la présidence du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Forum d'échange multisectoriel sur l'assurance de la qualité dans le domaine de la construction	<p>En partenariat entre les ministères et les organismes publics qui octroient des contrats, les professionnels et les entrepreneurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • échanger les informations • partager les expériences vécues • identifier les difficultés à surmonter • dégager les avenues de solutions <p>le tout, dans un esprit de recherche de consensus en vue d'harmoniser les pratiques contractuelles et les démarches qualité devant mener à l'implantation de la norme ISO 9000 dans l'industrie de la construction</p>	<p>Représentants de divers ministères et organismes donneurs d'ordres, tels que : Hydro-Québec, ministère des Transports, Corporation d'hébergement du Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Santé et des Services sociaux, Société d'habitation du Québec et de la Société immobilière du Québec</p> <p>De plus, des représentants d'entrepreneurs, tels que : l'Association de la construction du Québec, l'Association patronale des entreprises en construction du Québec, l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, l'Association béton Québec, l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, l'Association des propriétaires de machineries lourdes du Québec, la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec, des associations professionnelles, tels que : l'Association des consultants et des laboratoires experts, l'Association des ingénieurs conseils du Québec, l'Ordre des</p>		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Groupe de travail interministériel chargé d'évaluer le passif environnemental du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer l'ampleur du passif environnemental pour les sites contaminés relevant de la responsabilité de l'État - Proposer une stratégie de financement permettant au gouvernement de faire face à ses obligations - Examiner les modifications législatives et réglementaires qui permettraient de mieux encadrer les activités polluantes, de réduire le risque que le gouvernement devienne responsable de sites contaminés 	<p>ingénieurs du Québec et des associations syndicales, tels que : Centrale des syndicats démocratiques, Confédération des syndicats nationaux, Fédération des travailleurs du Québec, ainsi que des représentants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, de la Régie du bâtiment du Québec et du Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Représentants des ministères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources naturelles et Faune (en charge du comité) - Secrétariat du Conseil du trésor - Finances (y compris le Contrôleur des Finances) - Développement durable, Environnement et Parcs <p>Des représentants du ministère des Transports ont également participé aux travaux de façon ponctuelle</p>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation du passif environnemental du gouvernement à 333,0 M. - L'inscription d'un passif environnemental de 333,0 M\$ en 2006-2007 et la mise en œuvre d'un plan de restauration sur 10 ans des sites contaminés sous la responsabilité du gouvernement ont été annoncés lors du Discours sur le budget 2007-2008 du 24 mai 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Groupes de travail formés par la Table de négociation des marchés publics	<p>Discuter et développer des propositions sur des sujets précis en rapport avec la révision du chapitre 5 (Marchés publics) de l'«Accord sur le commerce intérieur». Les groupes actifs en 2006-2007 ont traité des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédures de plaintes • partenariats public-privé • accès aux appels d'offres électroniques • préqualification, listes de fournisseurs et offres permanentes 	Chaque partie intéressée y délègue un ou des représentants		<p>Une révision complète de la procédure de plainte a été réalisée et présentée à la Table de négociation des marchés publics pour approbation</p> <p>Une note explicative sur le traitement des partenariats public-privé, en vertu du chapitre 5 de l'«Accord sur le commerce intérieur», a été finalisée et présentée pour approbation à la Table de négociation des marchés publics</p> <p>Les discussions visant l'amélioration du système d'échange des avis d'appel d'offres se sont poursuivies, de même que celles concernant les listes de fournisseurs, la préqualification et les offres permanentes</p>
Réseau des interlocuteurs, Centre québécois du leadership, Direction des ressources humaines	Assurer l'interface entre le Centre québécois de leadership, les ministères et organismes dans l'opérationnalisation des produits et services du Centre québécois de leadership	Représentants des ministères et organismes désignés par leur directrice ou directeur des ressources humaines, responsables ministériels dans le domaine du développement du personnel d'encadrement		Participation à une rencontre, le 13 février 2007, et à une session d'information sur le «Programme de formation à la gestion publique» et sur le «Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires», le 1 ^{er} mai 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Regrouper les responsables ministériels de la fonction publique québécoise ou de leurs représentants, et favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise dans la gestion du dossier d'harcèlement et de violence en milieu de travail	Responsable des ministères et organismes en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail		Participation à une rencontre de l'ensemble des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail, le 1 ^{er} février 2007
Table de négociation des marchés publics	Révision du chapitre 5 (Marchés publics) de l'«Accord sur le commerce intérieur»	Chaque partie à l'«Accord sur le commerce intérieur» y délègue un ou plusieurs représentants : gouvernement fédéral, gouvernements de toutes les provinces et de 2 territoires (le Nunavut n'a pas encore adhéré)		Une révision complète de la procédure de traitement des plaintes a été approuvée. Les modifications seront soumises aux ministres du Comité du commerce intérieur à une future réunion

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007 dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats				
Nom	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Table sur la qualité des services	Réseau d'échange, de formation continue et de partage sur les meilleures pratiques en matière de qualité de services	Divers participants de différents ministères et organismes	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement du «Guide d'utilisation de l'Outil québécois de mesure» - Présentation du projet d'enquêtes multiservices et des travaux relatifs à la première enquête de ce genre, réalisée avec la participation de 7 ministères et organismes - Présentation du rapport «Cinq années de gestion axée sur les résultats au gouvernement du Québec» - Présentation des résultats de l'étude «Citoyens d'abord 4» - Présentation de l'expérience de Revenu Québec concernant l'amélioration de ses services, laquelle lui a valu deux mentions honorifiques en 2005, l'une des Grands Prix québécois de la qualité et l'autre de l'Institut d'administration publique de Québec, catégorie Gouvernement en ligne

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 12

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2006-2007, indiquer : la liste des membres du conseil d'administration, la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération, la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitae, leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

L'Agence des partenariats public-privé du Québec et la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances répondront à cette demande

Consulter ces hyperliens pour connaître le nom des membres des conseils d'administration :

- http://www.ppp.gouv.qc.ca/index.asp?page=conseil_dadministration_fr&lang=fr
- http://www.carra.gouv.qc.ca/fra/lacarra/conseil_administration.htm

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 13		
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
Ministère/Organisme	Occasionnel sans droit de rappel	Occasionnel avec droit de rappel
010- Culture et Communications	39	0
030- Relations internationales	13	0
040- Services gouvernementaux	6	0
050- Affaires municipales et Régions	16	0
055- Immigration et communautés culturelles	21	0
060- Santé et Services sociaux	45	0
063- Régie des rentes du Québec	33	3
064- Régie de l'assurance-maladie du Québec	47	0
065- Famille, aînés, condition féminine	17	0
075- Travail	3	0
080- Agriculture, Pêcheries et Alimentation	142	29
095- Sécurité publique	103	2
140- Conseil exécutif	13	0
160- Conseil du trésor	41	0
210- Finances	29	0
240- Commission administrative des régimes de retraite et Assurances	10	0
246- Dir. Poursuites criminelles et pénales	16	0
247- Commissaire au lobbyisme	1	0
256- Bureau audiences publiques environnementales	4	0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 13		
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
Ministère/Organisme	Occasionnel sans droit de rappel	Occasionnel avec droit de rappel
278- Commission de l'équité salariale	2	0
280- Développement économique, Innovation et Exportation	32	0
285- Commission des relations de travail	1	0
320- Société d'assurance automobile du Québec	57	64
323- Institut de la statistique du Québec	46	0
328- Commission de la protection du territoire agricole du Québec	3	0
343- Services Québec	25	0
344- Office de la protection du consommateur	4	0
347- Centre de services partagés du Québec	31	3
350- Éducation, Loisir et Sport	424	14
360- Office des professions du Québec	5	0
367- Régie du bâtiment du Québec	11	0
369- Registraire des entreprises	1	0
370- Assemblée nationale	40	0
373- Vérificateur général	2	0
380- Développement durable, Environnement et Parcs	74	11
390- Sûreté du Québec	70	0
392- Régie marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	1
400- Justice	91	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 13		
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
Ministère/Organisme	Occasionnel sans droit de rappel	Occasionnel avec droit de rappel
408- Commission d'accès à l'information	2	0
414- Commission des lésions professionnelles	9	0
430- Commission de la fonction publique	1	0
440- Revenu	324	51
450- Tribunal administratif du Québec	1	0
510- Régie du logement	3	0
520- La Financière agricole du Québec	35	50
538- Office des personnes handicapées du Québec	6	0
547- Institut tourisme et hôtellerie du Québec	36	0
560- Curateur public	27	0
600- Ressources naturelles et faune	88	78
630- Directeur général des élections	43	0
660- Conseil du statut de la femme	1	0
700- Emploi et Solidarité sociale	241	0
702- Commission des normes du travail	17	0
710- Office québécoise de la langue française	3	0
730- Société d'habitation du Québec	5	0
802- Fonds forestier	1 187	560
807- Fonds conservation et amélioration réseau routier	64	152

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 13		
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
Ministère/Organisme	Occasionnel sans droit de rappel	Occasionnel avec droit de rappel
808- Fonds de perception	17	0
814- Fonds de partenariat touristique	19	11
816- Fonds nationaux formation main-d'oeuvre	1	0
820- Fonds gestion équipement roulant	12	9
824- Fonds vente biens et services - MTQ	3	3
825- Fonds technologies informatiques - MRQ	16	0
829- Fonds de l'état civil	18	3
830- Commission des transports du Québec	3	0
850- Transports	192	829
865- Fonds d'information géographique	2	0
872- Fonds aide victimes actes criminels	2	0
873- FSG - service aérien gouvernemental	7	0
874- Fonds de financement	3	0
878- Fond des registres	5	0
890- Fonds de l'information foncière	27	1
TOTAL	3 938	1 874

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 14	
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
Ministère/Organisme	Nombre
055- Immigration et communautés culturelles	1
060- Santé et Services sociaux	1
063- Régie des rentes du Québec	1
064- Régie de l'assurance maladie du Québec	4
240- Commission administrative des régimes de retraite et assurances	2
280- Développement économique, Innovation exportation	1
320- Société de l'assurance automobile du Québec	6
343- Services Québec	1
347- Centre de services partagés du Québec	1
390- Sûreté du Québec	3
440- Revenu	20
560- Curateur public	2
802- Fonds forestier	3
807- Fonds conservation et amélioration réseau routier	2
808- Fonds de perception	1
820- Fonds gestion équipement roulant	2
829- Fonds de l'état civil	2
850- Transports	13
TOTAL	66

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 15

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007, en incluant les coûts

Aucun sondage pour l'année 2006-2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 16

Bilan du Fonds des services gouvernementaux par secteur d'activité : valeur totale des contrats accordés durant l'année, coûts des dépassements s'il y a lieu, liste des ministères et organismes qui ont fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés par le ministère

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 17

Liste des nouveaux baux conclus par la Société immobilière du Québec pour 2007-2008. Nom et adresse des entreprises traitantes et ventilation par région

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 18

Liste des baux signés par la Société immobilière du Québec avec des propriétaires privés : coûts et superficie, endroit, occupant actuel, date de la signature du bail, locaux inoccupés en pieds carrés, durée du bail

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 19

Au 1^{er} mars 2007 : la superficie totale du parc immobilier, la superficie totale des espaces vacants, le taux de vacance qui en découle

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 20 Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle	
UAS ou unités ayant conclu une convention de performance et d'imputabilité (CPI)	Ministère ou organisme responsable
Aide financière aux études (UAS)	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministère de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministère de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports
Centre de perception fiscale (CPI)	Ministère du Revenu
Centre de recouvrement (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Centre québécois d'inspection des aliments et santé animale (CPI)	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Centre de signalisation (CPI)	Ministère des Transports
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CPI)	Conseil du trésor (présidente)
Contrôle routier Québec (CPI)	Ministère des Transports et Société d'assurance automobile du Québec
Emploi-Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Géologie Québec (UAS)	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministère de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministère de la Culture et des Communications
Régis du logement (CPI)	Ministère des Affaires municipales et de la métropole
Régie des rentes du Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Revenu Québec (CPI)	Ministère du Revenu
Service aérien gouvernemental (CPI)	Ministère des Services gouvernementaux
Transformation Alimentaire Québec	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 21

Nombre total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2006-2007 et pour les quatre années précédentes

Au 5 mai 2004, lors du dépôt du «Plan de modernisation 2004-2007», on dénombrait 188 organismes gouvernementaux

Lors du Premier rapport d'étape, rendu public le 17 mai 2005, on en comptait toujours 188

Lors du Deuxième rapport d'étape, rendu public le 31 mai 2006, on comptait 177 organismes

À ce jour on compte 171 organismes

AJOUTS ET ABOLITIONS D'ORGANISMES (lois en vigueur)**Créations du gouvernement**

+ 8

- Agence des partenariats public-privé du Québec
- Centre de services partagés du Québec
- Commissaire à la santé et au bien-être
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Services Québec
- Société de financement des infrastructures locales
- Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (créé sous l'ancien gouvernement, en activité 2004-02)
- Conseil de gestion de l'assurance parentale (créé sous l'ancien gouvernement)

Abolitions du gouvernement

- 24

- Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (Rapport Boudreau)
- Centre de référence des directeurs généraux et des cadres (Rapport Geoffrion)
- Comité d'évaluation des ressources didactiques (Rapport Boudreau)
- Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant (Rapport Boudreau)
- Comité permanent de lutte à la toxicomanie inc. (initiative ministérielle)
- Commission des programmes d'études (Rapport Boudreau)
- Comité consultatif de la Régie du bâtiment du Québec (Rapport Boudreau)
- Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (Rapport Boudreau)
- Comité aviseur du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (initiative ministérielle)
- Comité consultatif du Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion)
- Comité de la santé mentale du Québec (initiative ministérielle)
- Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion)
- Conseil québécois de lutte contre le cancer (initiative ministérielle)
- Conseil de la santé et du bien-être (initiative ministérielle)
- Conseil médical du Québec (initiative ministérielle)
- Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (Rapport Boudreau)
- Observatoire québécois de la mondialisation (Rapport Boudreau)
- Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (initiative ministérielle)
- Registraire des entreprises (Rapport Boudreau)
- Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel (Rapport Boudreau)
- Sidbec (Rapport Boudreau)
- Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (Rapport Boudreau)
- Société de la faune et des parcs du Québec (initiative ministérielle)
- Société Innovatech du Grand Montréal (privatisée) (initiative ministérielle)

Fusions

- 1

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Archives nationales du Québec ▪ Bibliothèque nationale du Québec (initiative ministérielle) | } | Bibliothèque et Archives
nationales du Québec |
|--|---|--|

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 22 Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération		
UAS ou unités ayant conclu une convention de performance et d'imputabilité (CPI)	ETC total utilisé 2006-2007	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Aide financière aux études (UAS)	310	17 juin 1997
Bureau des infractions et amendes (CPI)	194	19 juin 2001
Centre de conservation du Québec (CPI)	23	1995 UAS et 22 novembre 2002 CPI
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	98	1997 UAS et 16 janvier 2002 CPI
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	173	12 avril 2001
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	418	27 mai 1997
Centre de perception fiscale (CPI)	1 089	1995 UAS et 11 octobre 2001 CPI
Centre de recouvrement (CPI)	238	1996 UAS et 5 avril 2001 CPI
Centre québécois d'inspection des aliments et santé animale (CPI)	457	23 octobre 2001
Centre de signalisation (CPI)	31	8 mars 2001
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CPI)	557	1995 UAS et 25 mars 2003 CPI
Contrôle routier Québec (CPI)	452	28 février 2001
Emploi-Québec (CPI)	4676	1998 UAS et regroupant SR et QE en avril 2006 CPI
Géologie Québec (UAS)	117	3 juin 1997
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	90	22 octobre 1996
Régie du cinéma (CPI)	53	1er janvier 2001
Régie du logement (CPI)	206	Mars 2003
Régie des rentes du Québec (CPI)	1 114	1997 UAS et 3 avril 2001 CPI
Revenu Québec (CPI)	8 234	29 juin 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 22		
Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération		
UAS ou unités ayant conclu une convention de performance et d'imputabilité (CPI)	ETC total utilisé 2006-2007	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Service aérien gouvernemental (CPI)	182	1995 UAS et 12 septembre 2002 CPI
Transformation alimentaire Québec (CPI)	51	Février 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 23

Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction

Le ministère du Conseil exécutif répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 24

Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction. Ventilation par année.

Le ministère du Conseil exécutif répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 25

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme, tel que prescrit par la «Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels»

Conformément à l'article 16 de la «Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels», la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que pour consultation sur place pendant les heures habituelles de travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 26

Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel de la fonction publique dont le contrat n'a pas été renouvelé à son échéance

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande particulière numéro 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27	
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi	
CLASSE D'EMPLOI	2006-2007
105-Agent de recherche et de planification socio-économique	2
108-Analyste de l'informatique et des procédés administratifs.	4
111-Attaché d'administration	3
115-Avocat et notaire	1
118-Ingénieur	2
125- Traducteur	1
132- Évaluateur agréé ou agent évaluation foncière	1
133- Conseiller affaires internationales	1
200-Agent de bureau	13
206-Technicien en vérification fiscale	4
208-Agent de rentes, de retraite et d'assurances	1
214-Agent d'aide socio-économique	6
217-Bibliotechnicien	1
221-Agent de secrétariat	11
223-Évaluateur conduite véhicules routiers	4
238-Préposée à la photocopie	1
249-Préposé aux renseignements	5
253-Préposé aux télécommunications	2
257-Technicien agricole	1
258-Technicien de laboratoire	1
263-Technicien des travaux publics	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27	
Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi	
CLASSE D'EMPLOI	2006-2007
264-Technicien en administration	2
266-Technicien en eau et assainissement	1
276-Téléphoniste-réceptionniste	1
282-Secrétaire judiciaire	1
285-Agent de recouvrement fiscal	3
300-Agent de la conservation de la faune	1
303-Constable spécial à la sécurité dans les édifices gouvernementaux.	1
307-Agent des services correctionnels	11
310-Contrôleur routier	5
433-Entreposage de matériel	1
459-Constr.entretien routes et struct.	2
675-Personnel enseignant	2
Total	98

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 28

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2006-2007 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec

Les études ou analyses produites en 2006-2007 ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la «Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels»

Toutefois, les rapports Boudreau et Geoffrion (examen des organismes 2004-2005 et 2005-2006) ont été rendus publics et sont disponibles à l'adresse suivante : www.tresor.gouv.qc.ca/fr/documentation/secteur/modernisation.asp

Certaines des recommandations formulées dans ces rapports visent la privatisation totale ou partielle d'organismes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 29

Copie des études, des analyses ou des rapports portant sur la décentralisation, la déconcentration ou la dévolution d'organismes gouvernementaux, produits en 2006-2007

La réponse à cette demande est transmise à la demande particulière numéro 28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 30

A combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?

Le budget des ministères est établi pour couvrir les coûts liés à la rémunération, au service de la dette, aux loyers, à l'évolution des clientèles, etc. En fonction de ces paramètres, le pourcentage d'augmentation varie selon l'année et le ministère

En 2007-2008, le budget de la santé est augmenté de 1 415,2 millions de dollars, ou 6,3 % :

795 millions de dollars au titre de la rémunération, dont :

- 571 millions de dollars pour les paramètres salariaux, l'équité salariale, la progression dans les échelles salariales et autres coûts liés à la rémunération du personnel du réseau, des médecins et des autres professionnels de la santé
- 225 millions de dollars, dont : 170 millions de dollars pour des nouveaux services médicaux, la prise en charge des clientèles vulnérables et 55 millions de dollars pour l'ajout d'environ 200 nouveaux médecins et l'introduction des nouvelles technologies

620 millions de dollars pour le fonctionnement du réseau :

- Programmes et fonctionnement du réseau :
 - 133 millions de dollars pour l'indexation des dépenses autres que salariales et le service de la dette
 - 109 millions de dollars pour l'assurance médicaments
 - 71 millions de dollars pour les autres programmes
- Ajouts et bonifications de services :
 - 182 millions de dollars, dont 122 M\$ pour de nouveaux services pour les clientèles vulnérables et 60 M\$ pour le maintien à domicile et GMF
 - 125 millions de dollars pour le vieillissement de la population, les nouvelles technologies et le fonctionnement des nouvelles installations

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 30 (Suite)

A combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?

Pour sa part, le budget de l'éducation est en hausse de 673,6 millions de dollars, ou de 5,3 %, par rapport à la dépense 2006-2007

La croissance de 673,6 millions de dollars en 2007-2008 permet au gouvernement de respecter ses engagements et de couvrir les facteurs de croissance suivants :

- Indexations salariales	182,9 M\$	} 253,1 M\$
- Équité salariale	50,4 M\$	
- Progression dans les échelles de traitement	19,8 M\$	
- Réinvestissement à l'enseignement postsecondaire	120,0 M\$	
- Ajout de 1 h 30 d'enseignement au primaire (solde)	51,7 M\$	
- Ajout de ressources spécialisées pour les élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation	64,4 M\$	
- Aide financière aux études	33,7 M\$	
- Service de dette subventionnée	45,4 M\$	
- Indexation des autres dépenses	26,0 M\$	
- Autres variations (régimes de retraite, contributions d'employeurs, etc.)	79,3 M\$	

Le budget de l'ensemble des autres portefeuilles demeure constant en 2007-2008 par rapport à 2006-2007. Ceux-ci ont été établis avec la préoccupation de maintenir intégralement les services à la population en tenant compte des facteurs de croissance spécifiques à chacun des ministères

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 31

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004

Depuis l'année 2003-2004, 8 nouvelles structures ont été créées :

- Agence des partenariats public-privé du Québec
- Centre de services partagés du Québec
- Commissaire à la santé et au bien-être
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Services Québec
- Société de financement des infrastructures locales
- Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (créé en 2002, entré en activité en février 2004)
- Conseil de gestion de l'assurance parentale (créé en 2001, entré en activité en janvier 2005)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 32

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place du gouvernement en ligne

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 33

Objectifs 2007-2008 pour la représentation des communautés culturelles dans les cabinets politiques, dans la haute direction de la fonction publique et aux conseils d'administration des organismes d'État

Le ministère du Conseil exécutif répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34

Bilan des six comités mis sur pied dans le cadre du discours inaugural de juin 2003. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité

À partir des résultats des travaux de ces comités, le «Plan de modernisation 2004-2007» a été rendu public en mai 2004. Aucune rencontre n'a été tenue par la suite

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 35

Bilan des six comités lancés par le premier ministre le 9 octobre 2003 dans le cadre de la réingénierie. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité.

La réponse à cette demande est transmise à la demande particulière numéro 34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 36

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une société relevant du ministère en 2006-2007 : a) date et contexte de création b) objectifs poursuivis c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire, incluant le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur curriculum vitae d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin e) indiquer le budget dévolu

Le ministère n'a pas créé d'organisme sans but lucratif en 2006-2007

Quant à ses employés, nous ne pouvons répondre à cette demande, puisque ces informations ne sont pas connues

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 37

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1^{er} avril 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

La réponse à cette demande est transmise à la demande particulière numéro 28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 38

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007 dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Identique à la demande particulière numéro 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 39

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 indiquer : la liste des membres du conseil d'administration, la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération, la liste des personnes qui ont été nommées en incluant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitae, leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Identique à la demande particulière numéro 12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 40

Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité

Identique à la demande particulière numéro 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 41

Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité

Identique à la demande particulière numéro 14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	
Nombre	87	70	62	24	
Pourcentage	11,2 %	8,8 %	11,9 %	6,4 %	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 43

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007

- Le budget de dépenses a été établi, en 2007-2008, en fonction d'une croissance de 4,1 % des dépenses de programmes, soit une augmentation de 2 144,2 millions de dollars. La majorité de la croissance a été accordée à la santé et à l'éducation, les dépenses des autres secteurs étant globalement constant. Aucune réduction de dépenses n'est demandée aux ministères et organismes, en 2007-2008 :
 - Santé et services sociaux : 6,3 % (+ 1 415,2 M\$)
 - Éducation, Loisir et Sport : 5,3 % (+ 673,6 M\$)
 - Autres portefeuilles : 0,3 % (+ 55,4 M\$)
- Le budget de dépenses des autres portefeuilles demeure globalement stable, en 2007-2008, avec une croissance de 0,3 %. Les principales hausses sont les suivantes :
 - Agriculture, Pêcheries et Alimentation : 1,4 % (+ 9,9 M\$) : Principalement pour l'ajout d'un budget pour l'adaptation de l'industrie de la récupération et de la transformation bovine relativement à l'élimination des parties bovins désignées comme matériel à risque spécifié
 - Conseil exécutif : 24,9 %¹ (+ 83,1 M\$) : Principalement en raison du financement pour la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009, de la mise en place du nouveau Fonds d'initiatives autochtones et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales pour laquelle des dépenses de 20 M\$, en 2006-2007, apparaissent aux budgets de dépenses des autres ministères
 - Culture, aux Communications et à la Condition féminine : 4,2 % (+ 25,1 M\$) : Pleine taxation municipale et scolaire des musées d'État, du Grand Théâtre de Québec et de la BANQ, et une contribution additionnelle au programme Placements Culture. De plus, l'aide d'urgence accordée, en 2006-2007, au cinéma québécois, ainsi que l'aide accordée aux musées sont reconduites en 2007-2008
 - Développement durable, de l'Environnement et des Parcs : 2,9 % (+ 5,6 M\$) : Principalement pour la mise en œuvre du programme Climatsol, impliquant des investissements de 50 M\$ au cours des 3 prochaines années et de la réalisation de travaux d'aménagements environnementaux au parc national du Mont-Orford

¹ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, à la dépense probable, les transferts de 20 M\$ de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 43

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.

- Le budget de dépenses des autres portefeuilles demeure globalement stable, en 2007-2008, avec une croissance de 0,3 %. Les principales hausses sont les suivantes :
 - Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation : 18,3 % (+ 117,0 M\$) : Entre autres pour le soutien au secteur forestier, la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation et la Stratégie de développement de toutes les régions
 - Emploi et solidarité sociale : 1,0 % (+ 41,7 M\$) : Indexation des prestations d'aide sociale et le financement du nouveau Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis
 - Famille et Aînés : 5,2 % (+ 89,2 M\$) : Principalement en raison de la hausse de la rémunération des éducatrices et de la Stratégie d'action en faveur des aînés. De plus, des sommes récurrentes de 3,0 M\$ pour le financement des haltes garderies communautaires s'ajouteront au budget du ministère et sont pourvues au Fonds de suppléance
 - Finances : 3,3 %² (+ 52,8 M\$) : La hausse est essentiellement pourvue à la provision pour des initiatives concernant les revenus qui serviront en cours d'exercice à divers portefeuilles
 - Relations internationales : 5,6 % (+ 14,8 M\$) : En raison, notamment, de la Politique internationale du Québec et de l'organisation du Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Québec, en 2008
 - Ressources naturelles et Faune : 13,3 % (+ 51,6 M\$) : Pour la mise en œuvre du Plan de soutien au secteur forestier, la Stratégie de développement de toutes les régions et investissements sylvicoles
 - Sécurité publique : 0,5 % (+ 4,9 M\$) : Notamment pour la poursuite de la mise en œuvre de la Loi sur le système correctionnel du Québec
 - Services gouvernementaux : 5,4 % (+ 4,3 M\$) : Essentiellement pour la poursuite du déploiement de Services Québec et du Gouvernement en ligne
 - Transports : 6,8 % (+ 131,7 M\$) : En raison principalement d'une hausse des investissements réalisés sur le réseau routier et le transport en commun

² Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, à la dépense probable, les transferts de 47,7 M\$ de la provision pour des initiatives de revenus

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIERE NUMÉRO 43

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007

- Le budget de dépenses des autres portefeuilles demeure globalement stable, en 2007-2008, avec une croissance de 0,3 %. Les principales baisses sont les suivantes :
 - Affaires municipales et Régions : -4,7 % (- 87,9 M\$) : N'eut été de l'impact de 128,0 M\$ de la mise en œuvre de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités, la croissance du budget aurait été de 40,1 M\$, dont le budget alloué à la Politique nationale de la ruralité
 - Conseil du trésor : -5,9 % (- 37,9 M\$) : En raison, notamment, de sommes non récurrentes versées en 2006-2007 au titre de l'équité salariale à la suite de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler en 7 versements, plutôt qu'en 8, le redressement salarial à cet égard
 - Immigration et Communautés culturelles : -10,9 % (- 13,6 M\$) : En tenant compte des revenus prévus en 2007-2008, de 18,8 M\$, provenant d'une partie de la tarification en regard de la sélection des immigrants qui permettra au ministère d'augmenter d'autant ses dépenses, le budget du ministère augmentera de 5,2 M\$. Cette hausse est essentiellement allouée à la francisation des immigrants
 - Justice : -3,2 % (- 21,0 M\$) : La baisse est entièrement attribuable à des déboursés équivalents, effectués 2006-2007, au Programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels dont la récurrence des dépenses, en 2007-2008, est financée par un recours au Fonds de suppléance
 - Personnes désignées par l'Assemblée nationale : -43,0 % (- 56,0 M\$) : En raison de la non-récurrence de dépenses effectuées pour la tenue des élections générales en mars 2007
 - Revenu : -13,5 % (- 144,1 M\$) : Attribuable à des variations de la provision pour créances douteuses dont le niveau fait l'objet d'une réévaluation annuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 43

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007

- Le budget de dépenses des autres portefeuilles demeure globalement stable, en 2007-2008, avec une croissance de 0,3 %. Les principales baisses sont les suivantes :
 - Tourisme : -2,0 % (- 2,9 M\$) : Essentiellement par l'effet net de la non-réurrence d'une subvention de 7,3 M\$ versée au Zoo de Granby, de l'ajout de 8,0 M\$, en 2007-2008, pour le soutien des projets de développement touristique en région et de transferts de 4,0 M\$ provenant d'autres ministères, en 2006-2007
 - Travail : -10,4 % (- 3,7 M\$) : Essentiellement attribuables aux sommes obtenues par la Commission de la construction du Québec, en 2006-2007, pour la poursuite d'initiatives concernant les revenus, et pourvues en 2007-2008, au portefeuille «Finances»

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 44

Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec, en 2006-2007, avec coûts de publication et origine de la demande (ministère et organisme). Fonds alloués à la publication d'offres d'emploi dans les médias écrits et électroniques qui s'adressent prioritairement aux communautés culturelles, et au sein des cégeps et universités québécoises, incluant le réseau anglophone

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 45

Ventilation détaillée des dépenses du Fonds de l'information gouvernementale pour 2006-2007

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46

Détail des coûts associés au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 47

Description de l'atteinte des normes gouvernementales en matière de communication gouvernementale pour tous les ministères et organismes :
identification visuelle, placement média, diffusion de l'information dans Internet, commandites d'activités et participation à des salons et
des expositions

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 48

Concernant les sommes allouées à la mise en œuvre de la prestation électronique de services du gouvernement du Québec, indiquer les crédits autorisés en début d'année financière ainsi que la dépense réelle observée à la fin de l'année financière pour chacun des projets de services gouvernementaux en ligne, qu'ils soient fonctionnels ou en développement, et ce, pour l'année 2006-2007 et pour chacune des deux années précédentes.

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 49

Liste des services actuellement offerts par Services Québec et qui n'étaient pas disponibles via Communication-Québec

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 50

Comparaison des coûts des services offerts et facturés aux ministères et organismes par le Centre de services partagés avec ceux que les ministères et organismes assumaient pour les mêmes services sans recourir au Centre de services partagés

Le ministère des Services gouvernementaux répondra à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 51

Initiatives mises en place en 2006-2007 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies)

Au niveau de la fonction publique québécoise, c'est-à-dire au sein des ministères et organismes dont le personnel est nommé selon la Loi sur la fonction publique, les mesures suivantes ont été réalisées au cours de 2006-2007 :

Recrutement étudiant :

Dans le but de disposer de candidats pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans toutes les catégories d'emplois et dans toutes les régions du Québec, les campagnes annuelles de recrutement étudiant se sont poursuivies en 2006-2007 : à l'automne pour le recrutement universitaire, à l'hiver pour le recrutement collégial et au printemps pour le recrutement secondaire

De plus, en partenariat avec les ministères et organismes, environ 200 activités promotionnelles se sont déroulées dans la majorité des établissements d'enseignement universitaire et collégial du Québec

Par ailleurs, les étudiants peuvent bénéficier du recrutement en ligne depuis l'automne 2005 par l'entremise du système de recrutement étudiant en ligne (RÉEL). Pour 2006-2007, la popularité du système RÉEL s'est maintenue, les données révélant que la très grande majorité des candidats ont utilisé ce mode d'inscription

Recrutement général :

La majorité des concours de recrutement grand public requiert 5 années d'expérience ou moins, ce qui permet d'embaucher du personnel peu ou pas expérimenté, contribuant ainsi à faire une place à la relève

Programme d'accueil gouvernemental :

Ce programme, qui s'adresse à tous les nouveaux employés occupant un poste régulier dans la fonction publique québécoise, aborde des thématiques pour faciliter la compréhension de l'administration publique et l'intégration des personnes nouvellement nommées. On y traite notamment de : l'État et son fonctionnement, l'éthique et la déontologie ainsi que la gestion de la carrière

Transfert des connaissances et de l'expertise :

Afin d'assurer le transfert des connaissances et de l'expertise et préparer la relève tout en facilitant son intégration, le gouvernement privilégie certains axes d'intervention dont la formation, le mentorat et le coaching

Ainsi, depuis 2005, des outils et des services ont été offerts pour former le personnel le plus susceptible (CGRH, gestionnaires) d'être impliqué dans le transfert des connaissances et de l'expertise